

(N° 332)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 JUIN 1924.

BUDGET DU MINISTÈRE DES SCIENCES ET DES ARTS POUR L'EXERCICE 1924 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE ⁽²⁾, PAR M. **GOLLIER**.

MESSIEURS,

Au nom de votre Commission, nous avons l'honneur de vous faire rapport sur le Budget du Ministère des Sciences et des Arts, pour l'exercice 1924.

Toutes les Sections ont adopté le projet de budget.

Confirmant leur désir de progrès déjà manifesté les années dernières, elles ne se sont pas bornées au seul examen des crédits sollicités. Outre les nombreuses demandes d'explications que provoque logiquement l'étude d'un budget, elles ont émis des vœux et soulevé de multiples problèmes relatifs à l'enseignement.

Parmi les questions qui ont particulièrement préoccupé les Sections et, après elles, votre Commission spéciale, nous retiendrons les suivantes :

La diminution de la population scolaire, l'organisation de l'enseignement primaire du quatrième degré et ses défaillances, le nombre inquiétant des trainards à tous les degrés de l'enseignement primaire, l'instruction des enfants

(1) N° 4-VII.

(2) Composition de la Commission spéciale :

a) Membres de la Commission permanente de l'Intérieur, de l'Enseignement, des Sciences et des Arts : MM. BRUNET, président, AMELOT, BLAVIER, COCQ, DESTREER, DONS, FLAGEY, GOLLIER, HUYSMANS, MAX, MELCKMANS, RANAERKERS, ROMBAUTS, SIFFER et SOUPLIT;

b) Six membres nommés par les Sections : MM. JENNISSSEN, DU BUS DE WARNAFFE, GOLLIER, SIFFER, COCQ et AMELOT.

peu doués, arriérés ou anormaux, l'organisation de classes parallèles et de classes de secours, les défaillances de l'enseignement normal, l'institution d'un cours de latin dans l'enseignement moyen du degré inférieur et dans l'enseignement normal.

Réformes accomplies au cours de l'exercice précédent.

Avant d'examiner ces questions, il convient d'accomplir un devoir de justice à l'égard de l'honorable Ministre des Sciences et des Arts et de le féliciter des diverses initiatives qu'il a prises au cours de l'exercice précédent.

Dans notre rapport de l'an dernier, figuraient de nombreuses suggestions et des projets de réformes relatifs notamment à l'augmentation des traitements des inspecteurs de l'enseignement primaire, des professeurs de l'enseignement moyen aux deux degrés, à l'articulation de l'enseignement primaire avec l'enseignement moyen, à la liaison de l'enseignement moyen et de l'enseignement supérieur.

L'honorable M. NOLF a tenu compte de ces suggestions et réalisé ces réformes. Plusieurs arrêtés royaux ont relevé successivement le barème des traitements des inspecteurs de l'enseignement primaire, des professeurs d'école moyenne et des professeurs d'athénée. Un autre arrêté royal a institué la Commission spéciale que nous avons préconisée en vue d'examiner la question de l'accès aux études universitaires. Enfin, dans le substantiel discours qu'il a prononcé au Sénat, en janvier dernier, à l'occasion de la discussion du budget, l'honorable Ministre s'est rallié en tous points à la solution proposée par votre Commission au problème de la liaison de l'enseignement primaire à l'enseignement moyen.

Le mérite de l'honorable M. NOLF est d'autant plus rare que ces réalisations n'ont pas été obtenues sans combats. Tantôt, c'étaient les nécessités d'une situation financière difficile qui semblaient imposer une tactique négative et arrêtaient la conquête d'améliorations non moins nécessaires; tantôt, le monde des pédagogues hésitait lui-même, divisé d'opinion quant à l'excellence ou l'opportunité des réformes, et les courants contraires se heurtaient, entre lesquels il fallait trouver le point de convergence des bonnes volontés. M. le Ministre s'efforça toujours de le trouver, en complet accord de vues avec votre Commission.

Nous espérons que cet accord durera et que l'honorable Ministre des Sciences et des Arts voudra bien réserver un accueil aussi favorable aux idées que nous nous proposons de développer dans les pages qui vont suivre.

Suppression d'écoles et de classes.

Les arrêtés du 30 mars 1923 ont rendu plus sévères les conditions fixées par les arrêtés des 14 octobre 1920 et 26 novembre 1919 pour l'obtention des subsides pour les écoles primaires et les écoles gardiennes; les dispositions nouvelles ont porté de 20 à 25, dans les écoles ordinaires de plus de deux classes, le minimum exigé de population moyenne.

L'application de ces arrêtés et de la circulaire du 28 février 1922 ont déterminé, dans les écoles primaires et gardiennes, la suppression d'un certain nombre de classes et de directions sans classe.

Nous donnons ci-contre un relevé des classes et fonctions supprimées du 1^{er} janvier 1923 au 1^{er} janvier 1924.

En résumé, on a supprimé, en 1923 :

Dans les écoles communales :

Classes primaires	176
Classes gardiennes	28
Directions sans classe	11
Emplois de maîtres spéciaux	17

Dans les écoles adoptées et adoptables :

Classes primaires	126
Classes gardiennes	37
Directions sans classe	21
Emplois de maîtres spéciaux	3

Au total 429 emplois.

Rappelons, pour être complet, qu'aux cours des années 1921 et 1922, on avait fermé 344 classes primaires et 153 classes gardiennes.

Ces suppressions se sont produites surtout dans les villes, où de très nombreuses classes comptaient moins de 15 élèves; par contre, dans la partie rurale, notamment dans la province d'Anvers et les deux Flandres, des postes nouveaux ont été créés, comme le prouvent les statistiques suivantes, relatives aux récentes admissions aux subsides :

Dans les écoles communales :

Classes primaires	289
Classes gardiennes	36
Directions sans classe	26
Emplois de maîtres spéciaux	35

Dans les écoles adoptées et adoptables :

Classes primaires	294
Classes gardiennes	59
Directions sans classe	23
Emplois de maîtres spéciaux	17

Au total 779 emplois.

En résumé, si l'on compare le nombre des classes supprimées à celui des extensions scolaires, on constate que celui-ci est près du double de celui-là.

La diminution de la population scolaire.

Quant à la réduction considérable du chiffre de la population scolaire, c'est un fait qui préoccupe, avec raison, l'opinion publique et que confirment les statistiques officielles.

En 1920-1921 les écoles primaires soumises au régime de la loi comp-
taient 968,374 enfants.

En 1923-1924 elles ne comptent plus que 855,893 »

Soit en moins 112,482 élèves.

TABLEAU I.

Écoles primaires.

Nombre des classes et fonctions SUPPRIMÉES

DESIGNATION des CANTONS SCOLAIRES.	Nombre des écoles supprimées					Classes										Total.
	communales.	adoptées.	privées subsidiées.	Total.		communales.			adoptées.			privées subsidiées.				
						Garçons.	Filles.	Mixtes.	Garçons.	Filles.	Mixtes.	Garçons.	Filles.	Mixtes.		
1	2	3	4	5		6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
Anvers.	»	2	»	2	{ 3 prem. degrés 4 ^e degré. . .	6	12	»	12	5	»	»	»	»	35 2	
Brabant	»	»	»	»	{ 3 prem. degrés 4 ^e degré. . .	28	28	2	1	»	1	8	5	5	78 8	
Flandre occidentale.	»	»	1	1	{ 3 prem. degrés 4 ^e degré. . .	1	»	1	2	1	2	3	4	»	14 1	
Flandre orientale . .	»	»	»	»	{ 3 prem. degrés 4 ^e degré. . .	10	10	1	4	4	1	9	»	»	47 3	
Hainaut	1	»	»	1	{ 3 prem. degrés 4 ^e degré. . .	10	9	2	»	1	»	7	11	»	40 2	
Liège	1	»	1	2	{ 3 prem. degrés 4 ^e degré. . .	14	19	5	»	3	»	9	7	»	57 2	
Limbourg.	»	»	»	»	{ 3 prem. degrés 4 ^e degré. . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	» »	
Luxembourg	1	1	2	4	{ 3 prem. degrés 4 ^e degré. . .	1	»	1	»	1	»	»	3	»	6 »	
Namur	»	1	1	2	{ 3 prem. degrés 4 ^e degré. . .	1	3	»	»	2	»	2	8	»	16 1	
TOTAUX.	3	4	5	12		73	91	12	20	18	4	41	47	6	312 19 du 4 ^e degré	

du 1^{er} janvier 1923 au 1^{er} janvier 1924.

Écoles gardiennes.

Directions sans classe.								Maîtres spéciaux.												Écoles gardiennes.							
Écoles communales.		Écoles adoptées.		Écoles privées subsidiées.		Total.	Écoles communales.				Écoles adoptées.				Écoles privées subsidiées.				Total.	Nombre des classes supprimées.				Nombre des directions sans classe supprimées.			
Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.		Garçons.	Filles.	Mixtes.		Garçons.	Filles.	Mixtes.		Garçons.	Filles.	Mixtes.			communales.	adoptées.	privées subsidiées.	Total.	communales.	adoptées.	privées subsidiées.	Total.
									H.	F.			H.	F.			H.	F.									
16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
3	»	»	»	»	1	4	3	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	»	»	»	»	»	»	»	»
»	3	»	»	»	3	6	2	2	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	5	8	2	6	16	4	»	»	4
»	»	1	2	1	4	8	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	8	12	»	»	»	»
»	»	»	1	»	»	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	7	2	2	11	»	»	»	»
1	»	»	»	1	2	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	2	»	6	»	»	»	»
»	»	»	»	1	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	»	3	11	»	»	»	»
»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	1	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	3	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	3	1	»	5	6	»	»	»	»
4	3	1	4	4	12	28	6	8	»	3	1	»	»	2	»	»	»	»	20	28	10	27	65	4	»	»	4

Nous donnons ci-dessous le tableau de la population scolaire des écoles primaires, communales, adoptées et adoptables en 1912, 1913, 1922 et 1923 :

Population dans les écoles primaires.

(Situation au 31 décembre.)

CATÉGORIE D'ÉCOLES.	Années.	NOMBRE DES ÉLÈVES.		
		Garçons.	Filles.	TOTAL.
Communales	1912	319,023	193,060	512,083
	1913	317,628	191,796	509,424
	1922	312,117	175,545	487,662
	1923	290,400	163,565	453,965
Adoptées	1912	78,138	162,249	240,387
	1913	77,132	162,296	239,428
	1922	83,176	186,021	269,197
	1923	78,698	177,969	256,667
Privées subsidées	1912	68,937	113,970	182,907
	1913	72,690	117,743	190,433
	1922	61,539	92,359	153,898
	1923	59,098	86,162	145,260
TOTAUX	1912	466,098	469,279	935,377
	1913	467,450	471,835	939,285
	1922	456,832	453,925	910,757
	1923	428,196	427,696	855,892

Ce recul considérable de la population scolaire a vivement ému votre Commission. Plusieurs membres se sont demandé s'il ne fallait pas, en partie du moins, en accuser une insuffisance du contrôle prévu par l'avant-dernier alinéa de l'article 8 de la loi organique de l'enseignement primaire. Nous avons adressé une question dans ce sens à M. le Ministre des Sciences et des Arts qui a bien voulu nous répondre que le contrôle s'exerçait efficacement; de la réponse de l'honorable M. NOLF nous détachons les observations suivantes :

« Il y a environ 100,000 enfants d'âge scolaire dans les établissements autres que les écoles primaires inspectées communales, adoptées et adoptables.

» Ces établissements sont les athénées, les écoles moyennes des villes et de l'État, les écoles d'application annexées aux écoles normales, les écoles ressortissant des divers Ministères, notamment du Ministère de la Justice, du Ministère de la Défense Nationale, les collèges et les instituts libres et les écoles primaires payantes.

» D'une façon générale on peut dire que les institutions libres donnent toute garantie tant au point de vue de l'enseignement que de l'assiduité des élèves.

» Il s'agit, en effet, d'instituts payants dont les élèves se recrutent parmi la classe aisée qui désire procurer à ses enfants non seulement l'instruction primaire mais encore l'instruction moyenne et supérieure.

» Les écoles populaires non inspectées sont devenues très rares ou n'existent peut-être plus depuis que la situation économique s'est modifiée dans un sens défavorable.

» Depuis 1920, bien des écoles payantes, en effet, se sont soumises au régime de la loi pour obtenir le paiement de leurs instituteurs.

» D'autre part, 2,000 enfants reçoivent l'instruction à domicile ou chez des maîtres particuliers.

» Le nombre d'enfants qui échappent donc au contrôle direct de la fréquentation est fort réduit.

» Au reste, si l'inspecteur estime que les établissements signalés par les parents ne sont pas organisés de façon à donner un enseignement convenable conformément à la loi, il peut s'en référer à l'autorité supérieure ou faire connaître son sentiment au Procureur du roi compétent.

» De même, s'il apprend de toute façon que l'enfant ne suit pas régulièrement les cours de l'école où il est inscrit, il le dénonce à ce magistrat.

» L'intervention de la police locale et de la police d'État, comme aussi celle des délégués à la protection de l'enfance et à la surveillance de la fréquentation scolaire, peuvent éventuellement être très efficaces à cet égard. »

Nous partageons entièrement le sentiment de M. le Ministre des Sciences et des Arts; aucun reproche ne peut être adressé à l'inspection scolaire. La cause du mal git ailleurs, elle est tout entière dans la diminution de la natalité.

Nous avons dénoncé plus haut, entre les chiffres de 1920-1921 : 968,734 enfants et ceux de 1923-1924 : 855,892, un déficit de 112,482 élèves; le recul est incontestable, il serait vain de le nier, mais parallèlement à ce phénomène, il s'en est produit un autre qui explique parfaitement le premier.

Les enfants qui ont fréquenté l'école primaire en 1920-1921 étaient nés entre 1907 et 1914; l'année scolaire 1923-1924 a réuni les enfants nés au cours des années 1910-1917. Éminemment suggestifs sont les résultats de la comparaison des naissances pendant ces deux périodes. La période 1907-1914 enregistre 1,392,000 naissances; la période 1910-1917 n'en a enregistré que 1,157,000, soit une différence de 235,000 naissances. A un tel recul dans la natalité devait nécessairement correspondre un recul proportionné dans la population scolaire; il y a là une relation de cause à effet, sans plus.

Pour être expliquée, la réalité n'en reste pas moins triste. C'est incontestable. Est-ce à dire « qu'une menace de mort plane au-dessus de nos écoles primaires ». Loin de nous ce noir pessimisme; rien ne le justifie.

A preuve le tableau suivant des naissances de 1913 à 1921 :

1913	171,099	1918	84,056
1914	156,389	1919	123,314
1915	24,291	1920	163,738
1916	99,360	1921	163,333
1917	86,675		

Ces statistiques suggèrent deux constatations. Les années de la guerre ont été nécessairement déficitaires, d'où la diminution dans la population scolaire de 1923-1924. A partir de 1918, la courbe de la natalité se relève brusquement;

entre les chiffres de 1913 et ceux de 1921, il n'y a plus qu'un écart de moins de 8,000 unités.

Comme conséquence de ce relèvement dans la natalité, la population des écoles gardiennes a augmenté considérablement ainsi que l'atteste le tableau ci-dessous :

Population des écoles gardiennes.

(Situation au 31 décembre.)

CATÉGORIE D'ÉCOLES.	Années.	NOMBRE DES ÉLÈVES.		
		Garçons.	Filles.	TOTAL.
Communes	1912	41,859	40,582	82,441
	1913	42,464	40,655	83,119
	1922	25,051	24,202	49,253
	1923	31,432	20,672	61,104
Adoptées	1912	32,015	34,663	66,676
	1913	32,089	34,618	66,707
	1922	21,547	22,817	44,364
	1923	26,908	27,509	54,417
Privées subsidiées	1912	60,693	67,911	128,604
	1913	62,790	70,092	132,882
	1922	31,378	33,622	65,000
	1923	36,746	38,573	75,319
TOTAUX	1912	134,565	143,156	277,721
	1913	137,343	145,365	282,708
	1922	77,976	80,641	158,617
	1923	95,086	95,754	190,840

A ne prendre que les chiffres des deux dernières années, nous constatons que la population des écoles gardiennes, en 1923, est en augmentation de 32,223 unités sur celle de l'année précédente.

Ces chiffres autorisent des conclusions franchement optimistes.

La population scolaire de 1923 est en diminution de 54,865 unités, si on la compare à celle de 1922 qui était de 910,757, mais la population des écoles gardiennes était de 190,840, soit de 63,613 élèves par année, les écoles gardiennes comportant trois années; il en résulte que la population scolaire de 1923 demeurera stable ou ira en s'accroissant légèrement, pendant trois années du moins, les entrées aux écoles primaires dépassant ou égalant les sorties.

Le quatrième degré.

L'enseignement du quatrième degré a nécessairement retenu l'attention de votre Commission. Toutefois, comme nous avons traité la question, dans toute son ampleur, dans notre rapport précédent, nous n'en dirons cette fois que quelques mots pour signaler les modifications apportées à son programme et les progrès réalisés dans son organisation.

Depuis dix ans, depuis la promulgation de la loi instituant le quatrième degré, on se heurte, nous l'avons déjà signalé, à d'insurmontables difficultés dans son organisation à cause d'une conception initiale erronée, voire absurde, que personne ne peut traduire dans la pratique, celle des quatrièmes degrés à enseignement différencié.

Protéiforme devait être, dans la pensée de ses auteurs, la nouvelle institution scolaire; d'avance, ils en avaient déterminé cinq types, cinq incarnations :

- 1° Le type industriel technique ;
- 2° Le type commercial ;
- 3° Le type rural pour garçons ;
- 4° Le type ménager urbain ;
- 5° Le type ménager rural.

Mais ce n'étaient que des types, susceptibles de modifications quasi infinies dans leur réalisation concrète; la nature et l'importance de l'enseignement pratique devaient varier avec les besoins des communes chargées de l'organisation des quatrièmes degrés.

Pour chacun de ces types, les branches à tendances pratiques s'étaient taillé, dans l'horaire, la part du lion, au détriment de l'étude de la langue maternelle et du calcul, pierres angulaires cependant de l'école primaire.

Tel était l'engouement pour le cours de technologie et autres spécialités, qu'au cours de la discussion, un de nos collègues, très averti des choses d'enseignement, allait jusqu'à proposer de fixer par un texte de loi le temps accordé aux matières de culture générale et aux matières à tendances pratiques; pour ces dernières, dans les classes de garçons, il demandait que douze heures par semaine fussent consacrées au dessin industriel et à l'éducation manuelle. Et encore ajoutait-il que ce ne pouvait être là qu'un minimum !

La première conséquence de cette conception, et non la plus fâcheuse, fut la surcharge des programmes. Comme la grenouille de la fable, ils se gonflèrent, jusqu'à en crever, d'une abondance de notions qu'il n'est au pouvoir d'aucun enfant d'apprendre, encore moins de retenir.

Au cours de la discussion du précédent budget, un de nos collègues, ancien normaliste, n'a pas hésité à qualifier de monstrueux ce programme. Il osa même ajouter, sans provoquer la moindre contradiction, que beaucoup de membres du Parlement, et lui tout le premier « auraient de la peine à passer un examen sur les diverses branches, que comporte le programme du quatrième degré, à l'école primaire ».

Pour étayer son opinion apparemment audacieuse, il citait les matières de physique enseignées aux malheureux enfants de 12 ans : « l'étude des phénomènes dont la science étudie les manifestations sensibles préparant celles des phénomènes dont une analyse a dégagé les éléments intelligibles plus ou moins abstraits. la chaleur, l'optique, la pesanteur, la mécanique, l'électricité. Pour ce qui concerne la chimie : l'étude du chlore, des acides, des composés organiques, des acides gras, etc. »

Quel homme intelligent, devant une telle énumération, n'éprouvera un senti-

ment d'admiration, mais d'une admiration mêlée de terreur? « Je n'avais jamais lu encore un livre si mauvais, dit quelque part Anatole France; cela même me le rendit considérable. » Nous pouvons en dire autant du programme du quatrième degré. Il est considérable de toutes les façons, et en particulier de la façon du maître écrivain. A ceux qui n'en seraient pas tout à fait convaincus et réclameraient d'autres preuves, nous nous permettrions de lire la liste minimum des objets à dessiner au cours de la première année du type industriel technique. La voici, telle qu'elle fut dressée par les promoteurs du quatrième degré : « tenon droit et mortaise, équerre de menuisier ou d'ajusteur, rivet, boulon et écrou, rabot, marteau, bague, anneau, manchon, trusquin, poulie, leviers, vilebrequin. »

Voulez-vous la liste minimum de la seconde année? Elle comprend la série complète des assemblages : « châssis de fenêtre, porte, corniche, engrenage, bielle, piston, bâti, corps de pompe, carcasse. »

Ce n'est pas tout.

Confondant, à toute évidence, l'enseignement primaire et l'enseignement professionnel, ils ajoutaient encore : « Le croquis pourra être complété par le calcul du poids de la matière et le cours sera utilement couronné, pour les futurs artisans du fer, par l'analyse et la synthèse d'un plan d'ensemble, c'est-à-dire par l'extraction, de semblable plan, de pièces détachées, et par sa reconstitution au moyen des plans de ces pièces; et, pour les futurs ouvriers du bâtiment, par la lecture de plans de maisons simples.

» Le cours de technologie donnera la description des outils essentiels employés dans les industries de la région et indiquera le mode de s'en servir.

» Après l'étude des outils, ce sera le tour des matières premières mises en œuvre dans ces industries. Il importe que l'élève puisse les palper à son aise, éprouver leur résistance, distinguer les variétés, les « choix » d'un même produit, avec leurs dénominations particulières, leurs qualités spéciales et les usages auxquels ils sont destinés.

» Mais, pour bien connaître une matière, il n'y a rien de plus utile que de la travailler. Comment, en effet, se rendre compte de son degré de dureté, si l'on n'y fait mordre l'outil approprié? L'organisation d'un atelier scolaire s'impose donc. »

Après cela, il semble superflu de passer en revue les exigences formulées dans les autres types d'organisation du quatrième degré. L'esprit est le même, l'encombrement est pareil pour le type commercial, le type rural pour garçons, le type ménager rural. Pas n'est besoin d'en reproduire les programmes. On se les imagine aisément.

Que de telles exigences dénaturent complètement le caractère de l'enseignement primaire, voilà qui est aussi aisé à imaginer. L'enseignement primaire, et en particulier dans son quatrième degré, a une finalité propre de formation intellectuelle et morale. Beaucoup d'enfants n'iront pas au-delà. Ils devraient donc y trouver ce dont ils ont besoin pour la vie : une culture générale qui soit le fondement et la vertu de toutes leurs activités. Il n'en est pas question.

Aussi, il est arrivé ce qui devait arriver.

Pendant dix ans, on a piétiné sur place. Les communes, effrayées par les prétentions des abstrauteurs de quintessence, ont hésité; les unes cherchant avec bonne volonté à réaliser le possible parmi toutes ces impossibilités, les autres se déclarant dès l'abord empêchées par toutes sortes de raisons. Ici, la situation financière ne permettait pas de coûteuses expériences. Là, manquaient les maîtres capables d'enseigner toutes ces merveilles. Et quand, par hasard, on avait trouvé l'argent et les maîtres, c'était les parents que leur bon sens proverbial gardait heureusement des folles utopies des pédagogues.

En effet, nous avons déjà signalé le faible pourcentage des enfants qui fréquentent le quatrième degré : 4 % dans la province de Namur, 6 % dans la Flandre orientale. La situation n'est pas meilleure dans les grandes communes urbaines : à Anderlecht, par exemple, commune très peuplée, le pourcentage, en 1922, n'était que de 4.5.

Le troisième degré terminé, les parents retirent leurs enfants de l'école primaire et les envoient à l'école moyenne, à l'athénée ou au collège.

Ce sont là des faits contre quoi viendront en vain déferler et les jérémiades et les protestations. La conception du quatrième degré à enseignement différencié a fait faillite. Ses programmes aux exigences démesurées ne résistent pas à une critique raisonnable. Ses méthodes sont plus déformatrices que formatrices. Les maîtres le condamnent. Les parents en refusent les bienfaits pour leurs enfants. Ce quatrième degré-là est mort. Qu'il dorme dans les archives, sous la poussière bienveillante des cartons verts, en compagnie des autres idéologies anciennes, où s'est exercé le vieil esprit inquiet des pédagogues!

On nous demandera peut-être : Pourquoi tenir un tel langage si clair et si énergique? N'avez-vous pas dans vos précédents rapports insisté sur le caractère de culture générale du quatrième degré?

Là est précisément la question. De nombreuses communes, nous le savons, ont hésité, hésitent encore à organiser le quatrième degré, si hérissé de difficultés. Telles localités ont un caractère mi-urbain, mi-rural. Quel type adopter? Le type industriel technique? Le commercial? Le rural pour garçons? Le ménage urbain? Le ménage rural? Cruelle perplexité. On conçoit que les administrateurs communaux, que les comités scolaires interrogent les quatre coins de l'horizon pour voir d'où viendra le salut. Car ne n'est pas tout. Il faudra l'atelier scolaire, qui s'impose, et les outils, qui ne s'imposent pas moins. Il faudra le jardin pour les expériences agricoles, horticoles et potagères. Il faudra les professeurs, Pies de la Mirandole du vilebrequin et de l'arithmétique, de la langue maternelle et de la truelle ou de la varlope. Ce n'est pas tout encore. Il faudra des élèves, de ces bons enfants, capables de digérer tout cela, y compris « les matières premières de la région », de ces bons enfants qu'on ne trouvera pas, parce que les parents les envoient à l'école pour y apprendre à parler correctement et à compter juste, et non pas à dessiner des poulies, à assembler des chassis de fenêtre, à analyser des plans, à faire mordre l'outil sur la pierre ou le fer.

Et tout cela montre précisément qu'on a méconnu le caractère de culture générale du quatrième degré, sur quoi nous avons insisté précédemment.

Il importe donc que ces communes et ces comités scolaires se rendent compte

de cette vérité. La conception initiale du quatrième degré est viciée dans sa racine. Le quatrième degré ne doit pas être un enseignement professionnel. Les travaux manuels qu'il comportent ne visent que l'éducation des sens, à qui il importe de faire acquérir un tel degré de finesse qu'ils deviennent des instruments délicats et précis de la perception et du jugement. Son programme doit être la continuation pure et simple de celui des degrés antérieurs, avec, en plus, quelques notions pratiques, dont l'énumération serait facile et qui sont nécessaires à tous les enfants, quelles que soient les études qu'ils poursuivent ou les métiers auxquels ils se destinent.

Aussi bien, encore une fois, les faits concluent dans notre sens.

Le Gouvernement a modifié considérablement le programme du mois d'août 1920; il a renforcé les cours de culture générale et diminué le temps consacré à l'étude des matières aux tendances techniques; en outre, il a organisé des cours spéciaux pour la préparation des instituteurs déjà diplômés.

Les conséquences de ces diverses mesures ne se sont pas fait longtemps attendre. L'organisation du quatrième degré a sensiblement progressé. Au cours de l'année écoulée, quatre-vingt huit classes communales ont été créées. On peut espérer de l'avenir prochain un accroissement de ce nombre. Notamment les écoles à personnel enseignant restreint, peuvent désormais songer à organiser un quatrième degré, rendu praticable par la simplification des programmes.

* * *

Tout en se réjouissant de ces résultats heureux, votre Commission envisage de nouveaux progrès. Elle estime qu'il ne faut pas s'arrêter en si beau chemin. Puisque le quatrième degré primaire doit être un enseignement de culture générale, elle pense que, d'accentuer ce caractère, enrichira cet enseignement, lui fera produire tous les fruits qu'il est capable de porter.

Aussi bien, la suggestion que nous allons formuler, procède de la même pensée que les réformes que l'honorable M. Nolf se propose de réaliser dans quelques mois.

En octobre prochain, l'enseignement moyen s'articulera avec le troisième degré primaire. Les programmes des trois degrés inférieurs de l'enseignement primaire et de la section préparatoire des établissements d'enseignement moyen sont unifiés. Le troisième degré primaire terminé, les élèves pourront entrer *de plano* dans la section moyenne des écoles moyennes, dont les trois années auront un programme identique à celui des classes de sixième, cinquième et quatrième des humanités modernes.

L'accès aux humanités anciennes sera favorisé considérablement. L'honorable Ministre des Sciences et des Arts a, en effet, déclaré au Sénat que, dans les écoles moyennes situées dans les localités dépourvues d'athénées, on pourra envisager l'organisation de deux ou trois années d'enseignement des langues anciennes.

La liaison est donc établie entre l'enseignement primaire et l'enseignement

moyen. Toute solution de continuité a disparu. La séparation est comblée. Et il convient de s'en réjouir.

Cependant, il reste une lacune. Il arrivera que des enfants, soit par ignorance de leurs aptitudes, soit par l'incurie de leurs parents inhabiles peut-être à découvrir les signes d'une vocation éventuelle, dépasseront sans s'y arrêter le carrefour critique, s'engageront dans la voie du quatrième degré, finiront pourtant par reconnaître leur erreur et désireront la réparer. Nous avons déjà posé la question : pouvons-nous nous désintéresser de ces enfants ? La collectivité doit-elle abandonner à leur sort manqué ces cerveaux que la nature avait peut-être choisis pour l'élite ? Poser la question, c'est y répondre. Y répondre, c'est dire qu'il faut trouver le moyen de combler la lacune et de récupérer ces forces vives.

On peut aussi considérer que nombreuses sont les communes qui, possédant d'excellentes écoles primaires, n'ont ni écoles moyennes, ni athénées. Leurs enfants sont obligés d'aller à la ville voisine pour y continuer leurs études. D'où souvent de grands frais pour les familles et, en tous cas, de sérieuses pertes de temps pour les étudiants.

Or, ces difficultés peuvent être facilement surmontées, cette lacune signalée plus haut peut être comblée par la création d'un cours de latin. Les communes, s'inspirant uniquement de leurs nécessités et du vœu de leurs habitants, auraient la faculté d'établir ce cours de latin, cours de culture générale s'il en fut, dans certaines classes du quatrième degré.

J'entends bien qu'on va nous objecter l'impossibilité d'augmenter encore les programmes. Nous avons nous-mêmes critiqué cette surabondance des matières qui fausse toute la formation intellectuelle des esprits et aboutit à l'hypertrophie de la mémoire aux dépens de la finesse du jugement. Mais les programmes ont subi une première simplification. Qu'on leur en impose une seconde, s'il est nécessaire. L'élève n'en retirera que du profit.

Bref, dans certaines communes qui ne possèdent pas d'établissements d'enseignement moyen, la création d'un cours élémentaire de latin aux classes du quatrième degré ne manquera pas d'être envisagée avec faveur. Elle permettra aux enfants de compléter leur formation, sans frais, sans perte de temps, tout en jouissant de la bonne influence familiale. Elle donnera à ceux qui sentiraient s'éveiller en eux le désir d'études ultérieures la possibilité de les faire sans subir aucun retard. A tous, elle dispensera cette vertu précieuse que les humanistes ont toujours reconnue à la fréquentation des langues anciennes. On peut ajouter que la connaissance même élémentaire du latin remédiera sans conteste, en partie du moins à l'ignorance du français et à la crise de l'orthographe que les pédagogues dénoncent comme un mal de notre temps.

Ce sont là des avantages peu négligeables, puisqu'ils accroissent le rendement des études, l'exploitation des richesses intellectuelles de notre jeunesse, puisqu'ils facilitent la découverte et l'éducation des élites, par quoi un pays affirme dans le monde ses énergies vitales.

TABLEAU II.

Statistique de l'enseignement primaire.

Nombre des écoles et des classes primaires

CATÉGORIES D'ÉCOLES.	Écoles				TOTAL.
	pour garçons.	pour filles.	mixtes		
			par destination.	de fait.	
Écoles communales	1,552	1,342	963	1,081	4,938
Id. adoptées	371	1,004	48	445	1,868
Id. privées subsidiées	389	559	4	393	1,345
TOTAUX pour le pays.	2,312	2,905	1,015	1,919	8,151

Nombre des membres

ÉCOLES PRIMAIRES.	Directeurs et directrices déchargés de classe.				Titulaires de classe.			
	Laïcs.		Religieux.		Laïcs.		Religieux.	
	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.
Écoles communales	320	198	»	7	8,440	5,571	9	563
Id. adoptées	64	22	35	216	1,385	1,710	300	3,726
Id. privées subsidiées	26	26	66	163	1,011	1,790	419	1,749
TOTAUX pour le pays	410	246	101	386	10,866	9,074	728	6,038

CATÉGORIES D'ÉCOLES.	Population scolaire des écoles primaires.		
	Garçons.	Filles.	TOTAL.
Écoles communales	290,400	163,565	453,965
Id. adoptées	78,698	177,969	256,667
Id. privées subsidiées	59,098	86,162	145,260
TOTAUX pour le pays	428,196	427,696	855,892

Répartition des élèves des écoles

CATÉGORIES D'ÉCOLES.	1 ^{er} degré.				2 ^e degré.			
	1 ^{re} année.		2 ^e année.		3 ^e année.		4 ^e année.	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Écoles communales	41,188	22,657	46,503	25,341	51,658	28,770	53,144	30,314
Id. adoptées	12,551	26,110	12,446	28,585	12,796	29,685	13,074	30,347
Id. privées subsidiées	8,451	12,074	8,247	13,001	9,150	13,934	9,783	14,856
TOTAL pour le pays	62,190	60,841	67,196	66,927	73,604	72,389	76,001	75,517

Situation au 31 décembre 1923.

soumises à l'inspection de l'État.

Classes				
pour garçons.	pour filles.	mixtes		TOTAL.
		par destination.	de fait.	
5,816	4,999	2,535	1,468	14,818
1,768	4,386	283	704	7,141
1,746	2,615	37	612	5,028
9,348	12,000	2,855	2,784	26,987

du personnel enseignant.

Intérimaires, suppléants et provisoires.				Maîtres spéciaux.				Totaux des				TOTAL. GÉNÉRAL.
Laïcs.		Religieux.		Laïcs.		Religieux.		laïcs.		religieux.		
H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	
242	503	1	4	195	716	»	1	9,197	6,991	10	575	
28	68	5	29	12	32	3	4	1,489	1,832	343	3,975	7,639
21	57	11	18	20	39	13	11	1,108	1,912	509	1,941	5,470
291	628	17	51	227	787	16	16	11,794	10,735	862	6,491	29,882

Nombre des élèves payant volontairement une rétribution scolaire.		
Garçons.	Filles.	TOTAL.
3,178	2,947	6,125
1,087	431	1,518
3,215	1,685	4,900
7,480	5,063	12,543

primaires, par années d'études.

3 ^e degré.				4 ^e degré.			
5 ^e année.		6 ^e année.		7 ^e année.		8 ^e année.	
Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
45,133	25,813	36,056	20,557	11,702	6,923	5,015	3,190
12,033	26,654	9,653	21,782	4,417	11,047	1,728	3,759
9,397	13,143	8,162	11,112	3,843	5,476	2,065	2,566
66,563	65,610	53,871	53,451	19,962	23,446	8,809	9,515

Les trainards à l'école primaire.

Quand on jette un coup d'œil sur les statistiques de la population de certaines écoles, on est étonné, pour ne pas dire stupéfait du peu d'homogénéité des classes; on constate, avec effroi, que plus de cinquante pour cent des enfants accusent un retard d'un, de deux, de trois ans et même plus, dans leurs études.

On trouve pêle-mêle dans une même classe, des enfants en avance d'un an sur leurs condisciples, d'autres d'âge normal, puis des doubleurs et des tripleurs. Sur les mêmes bancs, les enfants à intelligence normale voisinent avec des intelligences inférieures à la normale ou même avec des anormaux proprement dits. Un enseignement identique est donné à des élèves dont la capacité diffère du tout au tout : les mieux doués et les insuffisants.

Il y a là une situation critique pour les élèves comme pour les maîtres, qui peut énerver tout notre enseignement primaire et à quoi la Chambre devra s'efforcer de trouver un remède.

Sans doute, il y a toujours eu des trainards dans les classes. C'est un phénomène normal, dira-t-on, et qui se manifestait déjà bien longtemps avant la guerre, que d'aucuns voudraient charger de toutes les responsabilités. Des pédagogues tentaient déjà alors de dénombrer les écoliers en retard dans leurs études. M. Jonckheere estimait que sur 10,549 enfants — garçons et filles — soumis à l'enquête de 1903, 1,108 ou 10.5 % se révélaient comme des arriérés pédagogiques, c'est-à-dire en retard d'au moins trois ans dans leurs études.

Avec le temps la situation n'a fait qu'empirer. A Anderlecht, par exemple, on constatait en 1921 que sur 5,452 enfants, 897 ou 16.5 % étaient en retard de deux ans; 1,526 ou 28 % de deux ans et plus.

Le Gouvernement ne possède pas de statistiques au sujet du nombre des trainards dans l'enseignement public. Nous ne pouvons que le regretter et émettre le vœu de voir faire ce dénombrement suggestif.

En l'absence des données officielles, nous avons pu recueillir certains chiffres qui, s'ils n'éclairent pas complètement la question, attestent cependant la réalité et l'étendue du mal.

Notre enquête a porté sur les écoles d'Anderlecht, de Forest et de Liège.

L'administration communale d'Anderlecht, et il convient de lui rendre hommage, fut la seule à procéder officiellement à une vaste enquête sur notre enseignement primaire. Piloté par notre collègue M. MELCKMANS, échevin de l'Instruction publique et M. Boon, Directeur de l'Enseignement spécial, nous avons visité plusieurs établissements scolaires de la grande commune de l'agglomération bruxelloise, qui s'est efforcée d'adapter son organisation scolaire, ses programmes et ses méthodes au niveau mental des enfants. Nous fondant sur les observations personnelles de notre propre enquête, sur les rapports des autorités scolaires adressés à M. Melckmans et sur la substantielle étude de M. Boon : *L'Instruction obligatoire et les devoirs des administrations publiques*, nous décrivons plus loin les efforts faits et les résultats consolants obtenus. Contentons-nous, pour l'instant, de signaler les données statistiques recueillies au début de l'enquête faite par les soins des autorités scolaires.

Population des écoles primaires d'Anderlecht en juillet 1921.

École primaire	Popu- lation.	En avance d'un an.	Nor- maux.	EN RETARD DE						
				1 an.	2 ans.	3 ans.	4 ans.	5 ans.	6 ans.	7 ans.
N° 1	348	5	119	98	72	31	20	2	1	»
2	369	5	162	106	59	27	8	2	»	»
3	422	7	164	123	65	38	19	4	1	1
4	347	4	116	112	68	33	13	1	»	»
5	411	10	138	120	77	44	18	3	1	»
6	531	15	182	142	107	64	16	3	2	»
7	493	4	222	145	74	34	12	2	»	»
8	379	5	181	85	66	30	5	5	»	2
9	588	13	242	156	102	48	21	6	»	»
10	446	5	170	137	69	45	17	2	1	»
11	114	3	44	35	16	14	»	2	»	»
12	267	5	80	87	55	25	14	1	»	»
13	394	7	189	93	65	28	6	6	»	»
	5,109	88	2,009	1,349	895	461	169	39	6	3

Le Directeur de l'Enseignement spécial a rectifié quelque peu ces chiffres mais les résultats n'en ont guère été affectés. Les voici :

Les écoles d'Anderlecht, d'une population de 5,452 enfants, comptaient à la fin de l'année scolaire 1920-1921 :

67 élèves ayant un an d'avance sur l'âge normal.			
2,314	id.	l'âge normal, soit 42 %.	
1,545	id.	un an de retard dans leurs études, soit 28 %.	
897	id.	deux ans	id. 16.5 %.
416	id.	trois ans	id. 8 %.
165	id.	quatre ans	id. 3 %.
44	id.	cinq ans	id. 1 %.
3	id.	six ans	id.
1	id.	sept ans	id.

Le tableau suivant détermine la situation dans chaque degré de l'école primaire :

	Population.	-1	0	1	2	3	4	5	6	7
Degré inférieur . .	1855	22	1,144	452	167	36	24	8	2	»
	en %.	1	61.5	25	9	2	1	0.5	»	»
Degré moyen . . .	1961	25	701	548	330	209	111	35	1	1
	en %.	1	36	28	17	10.5	5	2	»	»
Degré supérieur . .	1381	16	371	428	367	168	30	1	»	»
	en %.	1	26.5	31	26.5	12	2	»	»	»
Quatrième degré . .	255	4	98	117	33	3	»	»	»	»
	en %.	1.5	38	46	13	1	»	»	»	»

Ce tableau suggère deux observations. Le plus haut pourcentage des enfants en retard dans leurs études est fourni par le degré moyen. Très minime est le nombre des enfants qui fréquentent le quatrième degré : 255 sur 5,452, soit 4,5 % de la population scolaire totale. Chiffres assurément significatifs surtout si l'on pense qu'Anderlecht est une commune où prédomine l'élément ouvrier, où l'on s'attendrait donc à voir en faveur le quatrième degré du type technique. Il n'en est rien. Nous avons dit tout à l'heure comment la conception initiale de cet enseignement l'avait rendu pour ainsi dire impraticable. Ce cas nouveau ne fait que confirmer notre thèse.

Le tableau suivant résume la situation générale :

	Population.	-1	0	1	2	3	4	5	6	7
Écoles primaires :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
les 4 degrés :										
Garçons et filles.	5,452	67	2,314	1,545	897	416	165	44	3	1
en %.		1	42	28	16.5	8	3	1		

Quelle est la situation dans les autres communes de l'agglomération bruxelloise? Nous l'ignorons. Mais s'il faut en croire les résultats d'une enquête faite à Forest, en 1920, et qui nous ont été communiqués par le Directeur de l'Enseignement spécial d'Anderlecht, le mal serait général.

Voici ces résultats :

Écoles primaires :

Les quatre degrés :

Garçons et filles.	2,118	»	828	560	380	208	100	42
en %.	»	39	26	18	9,5	4,5	2	

Enfin, pour terminer cette énumération fastidieuse, nous donnons ci-contre un tableau relatif à la population scolaire de Liège; il permet de constater que le mal y sévit de même. Les écoles de la Cité ardente ne comptent pas moins de trainards que celles d'Anderlecht; dans certaines classes plus de 50 % des enfants subissent un retard de un, deux, trois ans et même plus dans leurs études.

Pour la bonne interprétation des données statistiques qui suivent, il importe de remarquer que les écoles communales et adoptables considérées dans le tableau sont établies dans les mêmes quartiers ou dans des quartiers semblables chacune à chacune. Ainsi les écoles de garçons et de filles, communales et adoptables reprises sous la même lettre (A par ex.) sont situées à 400 mètres l'une de l'autre. D'autre part pour accorder toute rigueur à une statistique, il faudrait qu'elle fût établie sur de grands nombres; il semble certain en tous cas que les résultats pris en d'autres écoles se rapprocheraient de ceux qui ont été obtenus ici.

TABLEAU III.

Écoles communales de Liège.

GARÇONS							FILLES.						
Années d'études.	Popula- tion.	Retards de					Années d'études.	Popula- tion.	Retards de				
		1 an.	2 ans.	3 ans.	+ de 3 ans.	TOTAL.			1 an.	2 ans.	3 ans.	+ de 3 ans.	TOTAL.
A 1 ^{re}	14	33 1/2 %	»	7 %	»	40 %	A 1 ^{re}	15	26 %	13 %	»	»	33 %
2 ^e	14	7 %	7 %	»	»	14 %	2 ^e	12	16.6 %	8.3 %	»	8.3 %	33 %
3 ^e	24	20 %	12 %	9 %	»	41 %	3 ^e	24	44 %	22 %	4 %	»	70 %
4 ^e	24	28 %	12 %	9 %	4 %	51 %	4 ^e	26	30 %	27 %	7.7 %	4 %	68.7 %
5 ^e	36	22 %	24 %	14 %	12 %	72 %	5 ^e	23	17 %	17 %	8.5 %	4 %	46.5 %
6 ^e	19	16 %	25 %	5 %	»	46 %	6 ^e	16	30 %	25 %	»	»	55 %
B 1 ^{re}	25	8 %	»	4 %	»	12 %	B 1 ^{re}	26	16 %	8 %	»	4 %	28 %
2 ^e	32	15.4 %	12.5 %	»	»	27.9 %	2 ^e	32	36 %	15 %	13 %	»	64 %
3 ^e	50	30 %	6 %	8 %	2 %	46 %	3 ^e	49	34 %	12 %	10 %	8 %	64 %
4 ^e	55	23 %	12.5 %	5.5 %	7 %	48 %	4 ^e	60	36.5 %	11 %	6.4 %	4.8 %	58.7 %
5 ^e	57	25 %	6.8 %	8.5 %	»	40.3 %	5 ^e	53	32 %	20 %	5.5 %	3.7 %	61.2 %
6 ^e	44	22.5 %	26 %	6.6 %	»	55.1 %	6 ^e	52	39.9 %	13.3 %	7.6 %	»	60.8 %
C 1 ^{re}	35	6 %	»	»	3 %	9 %	C 1 ^{re}	23	33 %	4 %	»	»	37 %
2 ^e	48	30 %	6 %	1 %	6 %	43 %	2 ^e	23	40 %	»	»	»	40 %
3 ^e	54	27 %	13 %	11 %	4 %	55 %	3 ^e	55	34 %	21.6 %	23.4 %	5.4 %	84.4 %
4 ^e	51	32 %	16 %	8 %	10 %	66 %	4 ^e	50	30 %	18 %	22 %	2 %	72 %
5 ^e	79	27 %	16 %	12.6 %	1.3 %	56.9 %	5 ^e	67	30.5 %	30 %	15 %	6 %	81.5 %
6 ^e	47	20 %	23 %	4 %	»	47 %	6 ^e	47	36 %	10 %	18 %	»	64 %
D 1 ^{re}	31	»	3 %	»	»	3 %	D 1 ^{re}	9	12 %	»	»	»	12 %
2 ^e	30	39.6 %	13.3 %	»	»	52.9 %	2 ^e	31	15 %	9 %	3 %	»	27 %
3 ^e	37	11 %	3 %	»	»	14 %	3 ^e	27	43 %	4 %	»	4 %	51 %
4 ^e	46	25 %	4 %	»	4 %	33 %	4 ^e	21	25 %	5 %	5 %	5 %	40 %
5 ^e	37	16 %	5.3 %	2.7 %	»	24 %	5 ^e	28	35 %	14 %	3.5 %	»	52.5 %
6 ^e	19	20 %	11 %	5 %	»	36 %	6 ^e	23	34.7 %	13 %	4.3 %	»	52 %

Écoles adoptables.

GARÇONS.							FILLES.						
Années d'études.	Popu-lation.	Retards de					Années d'études.	Popu-lation.	Retards de				
		1 an.	2 ans.	3 ans.	+ de 3 ans.	TOTAL.			1 an.	2 ans.	3 ans.	+ de 3 ans.	TOTAL.
A 1 ^{re}	5	20 %	»	»	»	20 %	A 1 ^{re}	14	28 %	»	»	»	28.4 %
2 ^e	8	25 %	25 %	12.5 %	»	62.5 %	2 ^e	16	27.5 %	16.5 %	5.5 %	»	49.5 %
3 ^e	8	25 %	12.5 %	»	»	37.5 %	3 ^e	15	33 %	13 %	6.6 %	13 %	65.6 %
4 ^e	10	10 %	10 %	20 %	»	40 %	4 ^e	24	36 %	24 %	20 %	4 %	84 %
5 ^e	21	35 %	10 %	15 %	5 %	65 %	5 ^e	8	50 %	12.5 %	12.5 %	»	75 %
6 ^e	21	45 %	20 %	5 %	»	70 %	6 ^e	7	42 %	42 %	»	»	84 %
B 1 ^{re}	6	»	17 %	»	»	17 %	B 1 ^{re}	21	15 %	10 %	10 %	5 %	50 %
2 ^e	13	15 %	15 %	»	»	30 %	2 ^e	14	63 %	7 %	7 %	»	87 %
3 ^e	21	26 %	10 %	5 %	5 %	46 %	3 ^e	10	40 %	10 %	30 %	»	80 %
4 ^e	20	5 %	15 %	5 %	5 %	30 %	4 ^e	16	11 %	27.5 %	22 %	16.5 %	77 %
5 ^e	28	14 %	14 %	14 %	»	42 %	5 ^e	15	19.8 %	13 %	»	»	32.8 %
6 ^e	19	10 %	16 %	»	»	26 %	6 ^e	8	25 %	25 %	»	»	50 %
C 1 ^{re}	12	33 %	»	»	»	33 %	C 1 ^{re}	10	40 %	»	»	»	40 %
2 ^e	20	30 %	»	»	»	30 %	2 ^e	14	21 %	14 %	»	7 %	42 %
3 ^e	26	16 %	16 %	16 %	»	48 %	3 ^e	17	36 %	30 %	6 %	6 %	78 %
4 ^e	25	8 %	16 %	8 %	»	32 %	4 ^e	16	33 %	16 %	5.5 %	»	54.5 %
5 ^e	23	39 %	21.7 %	»	»	60.7 %	5 ^e	17	24 %	42 %	12 %	6 %	84 %
6 ^e	14	42.6 %	»	»	»	42.6 %	6 ^e	10	10 %	30 %	20 %	20 %	80 %
D 1 ^{re}	17	6 %	»	»	»	6 %	D 1 ^{re}	13	30 %	7.7 %	7.7 %	»	45.4 %
2 ^e	26	20 %	4 %	»	»	24 %	2 ^e	13	46 %	7.7 %	»	»	53.7 %
3 ^e	33	3 %	9 %	3 %	»	15 %	3 ^e	21	20 %	16 %	8 %	4 %	48 %
4 ^e	27	15 %	3.5 %	»	»	18.5 %	4 ^e	60	26.5 %	16.5 %	4.8 %	»	47.9 %
5 ^e	44	4.5 %	»	2 %	2 %	8.5 %	5 ^e	28	24.5 %	7 %	24.5 %	»	56 %
6 ^e	35	5.5 %	5.5 %	»	»	11 %	6 ^e	42	33.6 %	21.6 %	9.6 %	»	64.8 %

* * *

Nous éprouvons le besoin de nous excuser d'avoir, au cours des pages précédentes, entassé chiffres sur chiffres. Cette accumulation, nous l'avons crue nécessaire. Certains sont enclins à nier le mal ou, s'ils l'admettent, c'est à titre exceptionnel et pour en attribuer la responsabilité aux maîtres. « Un instituteur a d'autant moins d'anormaux qu'il vaut plus pédagogiquement » écrit l'inspecteur Flament. Il y a dans cette affirmation de l'éminent pédagogue une âme de vérité, mais elle n'infirme pas l'existence de nombreux enfants arriérés pour des raisons intrinsèques... D'autres entendent réagir contre les exagérations des spécialistes qui « par instinct ou par intérêt raisonné veulent augmenter outre mesure l'importance de leur spécialité. Pour un aliéniste, il n'y a que des fous ; pour un auriste, il n'y a que des sourds. » « On est toujours anormal de quelque chose » disait le docteur Beauvisage, de Lyon, à un Congrès d'éducation familiale. Il faut prendre ce mot pour une boutade, sans plus.

Au vrai, avant la guerre, les autorités scolaires semblaient ne pas attribuer à ce problème l'importance qu'il mérite. Les classes de ce temps-là, contenaient-elles moins d'arriérés que les classes de ce temps-ci ? Il est probable. La loi sur l'instruction obligatoire était récente. Avant sa promulgation, les moins doués échappaient à l'école du maître soit pour l'école buissonnière, soit pour les menus travaux des champs. Il fallut l'application de la loi pour amener dans les classes la presque totalité des enfants en âge d'école. Est-il étonnant, dès lors, que se révèle aujourd'hui une plus grande proportion de moins doués, dont la présence encombre les degrés inférieurs de nos établissements scolaires.

* * *

Le législateur de 1914 a créé, il est vrai, un enseignement spécial pour enfant faiblement doués ou arriérés et enfants anormaux. L'article 14 de la loi organique de l'enseignement primaire stipule, en effet, dans son cinquième alinéa, que « là où l'importance de la population le permet, les communes seront tenues d'organiser des classes pour enfants faiblement doués ou arriérés ou pour enfants anormaux. »

Ces dispositions sont difficilement applicables dans les petites communes, nous le reconnaissons volontiers. Elles sont restées lettre morte dans beaucoup de grands centres. On a continué de grouper les enfants en s'inspirant uniquement du souci de les répartir en nombre égal dans les différentes classes. Les assembler en tenant compte de leurs aptitudes individuelles paraissait et paraît encore à certains administrateurs et membres du personnel enseignant un idéal irréalisable.

Certes on ne doute pas que les enfants diffèrent de physionomie physique, mais on semble croire que leurs physionomies mentales ne présentent que des traits communs et uniformes. Et si l'on veut bien, dans l'examen des écoliers, faire une part minime à ces variétés mentales physiologiques, on espère que l'instituteur va fondre cette variété en un tout homogène et hisser d'une main ferme les faiblement doués au plan des enfants normaux ou des mieux doués. Travail d'Hercule, s'il en fut, mais que le héros de la légende refuserait sans

doute d'entreprendre, malgré sa force et son esprit de demi-dieu. Ce travail aussi formidable que vain, on le demande à nos instituteurs.

Les conséquences de ces méthodes défectueuses, nous les avons exposées plus haut. C'est la multiplication des classes composées d'éléments peu homogènes du point de vue mental. C'est, pour beaucoup d'écoliers, dont l'intelligence n'est pas adaptée au programme, l'impossibilité de profiter de l'enseignement qui leur est donné.

Des statistiques relatives aux trainards, que nous avons publiées dans les pages qui précèdent, on peut conclure que des milliers d'enfants quittent l'école primaire après le troisième et même après le deuxième degré. Ils ne satisfont pas, du moins dans son esprit, à l'obligation scolaire inscrite dans la loi. S'ils ne suivent pas les cours des quatre degrés qui s'étendent sur huit années, comment peut-on espérer qu'ils retirent de leurs études le maximum de rendement ?

Or, dans la province de Namur, répétons-le, 4 % seulement de la population scolaire atteignent le quatrième degré; à Anderlecht 4.5 %, à Forest, 3 %.

Il y a plus, des milliers d'enfants n'arrivent même pas au troisième degré; ils quittent l'école primaire après la quatrième année d'étude. A cela se réduit pour eux dans la réalité l'obligation scolaire.

Nous avons demandé au Gouvernement de nous fournir le relevé des enfants ayant quitté l'enseignement en 1922 et en 1923 après la quatrième, la sixième et la septième année d'études. Nous reproduisons ci-dessous le tableau que l'honorable M. NOLF a bien voulu nous transmettre.

**Relevé des enfants ayant quitté l'enseignement en 1922 et en 1923
après la 6^e ou la 7^e année d'études.**

Élèves n'étant plus soumis à l'obligation scolaire et qui ont quitté définitivement l'école :

1° A la fin de l'année scolaire 1922-1923.

Après le deuxième degré . .	10,299 garçons	} 18,097
Id. . .	7,798 filles	
Après le troisième degré . .	27,779 garçons	} 56,570
Id. . .	28,791 filles	

2° A la fin de l'année scolaire 1921-1922.

Après le deuxième degré . .	10,411 garçons	} 18,233
Id. . .	7,822 filles	
Après le troisième degré . .	26,422 garçons	} 53,610
Id. . .	27,188 filles	

Les mêmes renseignements ne sont pas encore spécialement établis pour l'abandon après la 7^e année d'études.

Le déficit scolaire au terme de cette période a été

en 1922 de 9,047 garçons et de 11,042 filles. Total : 20,089

en 1923 de 9,084 garçons et de 12,304 filles. Total : 22,108.

Mais dans ces derniers nombres sont compris les enfants qui ont changé d'école. »

Nous regrettons l'absence de ces derniers renseignements; ils eussent été, nous n'en doutons pas, très suggestifs; à leur défaut, nous disposons des statistiques relatives à l'année scolaire 1923-1924, que nous avons reproduites à la page 14. Les voici :

Population scolaire en 7^e année : 19,962 garçons, 23,446 filles.

Id. id. en 8^e année : 8,809 garçons, 9,515 filles.

Si l'on compare ces derniers chiffres avec celui de la population scolaire qui est de 855,892 enfants, on constatera non sans stupéfaction que 18,324 enfants seulement fréquentent la dernière année du quatrième degré, soit 2 % !

Si maintenant, aux écoliers qui terminent le quatrième degré primaire nous ajoutons ceux qui fréquentent les classes correspondantes des écoles moyennes et des athénées, nous pouvons conclure que moins de 20 % des enfants font des études primaires complètes.

Cela ne laisse pas de suggérer des réflexions quelque peu désenchantées. Quel profit peuvent avoir retiré de leurs classes, les autres, les 80 % ? Leur cerveau inadapté au programme a peu retenu des leçons du maître. Il s'est plutôt lentement ankylosé par défaut d'un exercice approprié à leur tempérament. Ces enfants ont trainé plusieurs années en vain sur les mêmes bancs et n'ont reçu qu'une instruction tronquée.

Quant aux 20 % qui ont parcouru le cycle complet, ont-ils eux-mêmes recueilli tout le fruit espéré de leurs travaux ? Le fait qu'ils vivaient avec des trainards n'a-t-il pas été souvent pour leurs progrès un grand empêchement ? Quand l'instituteur enseigne, quand il donne des devoirs, quand il interroge, il doit viser l'élève moyen, il doit, pour employer une expression populaire, mettre de l'eau dans son vin, et d'autant plus d'eau qu'il y a dans sa classe plus d'arriérés. N'est-il pas vrai ? Et pourrait-il agir autrement puisque l'enseignement est collectif ? Aussi l'on ne songe pas sans regret à tout l'argent dépensé en pure perte par les parents, à tout le temps malheureusement prodigué en répétitions inutiles, en explications vaines, en efforts superflus pour emplir ce tonneau des Danaïdes et surtout à tout ce dévouement gaspillé par des maîtres admirables, prodigues de leurs peines, et que l'on voudrait voir récompensés par un succès plus complet.

L'enseignement spécial.

Le problème n'est pas nouveau. Il y a près d'un demi-siècle que les meilleures volontés, les dévouements les plus actifs s'efforcent de le résoudre. En 1877 déjà, la Congrégation des Frères de la Charité ouvrait, à Gand, le premier établissement pour enfants arriérés et anormaux. Dans la suite, la même congrégation créa des établissements similaires à Manage, Tessenderloo, Lummen, Louvain et Hollogne-aux-Pierres. En 1910, ces diverses maisons hospitalisaient près de 2,000 anormaux.

Entre temps, certaines grandes villes avaient ouvert à leur tour des classes pour anormaux. Bruxelles, en 1893; Anvers, en 1899; Gand, en 1904; Liège, en 1913; Seraing, en 1917, créent des cours d'enseignement spécial. Un tableau statistique dressé à l'occasion de l'Exposition de Bruxelles par la Société protectrice de l'Enfance, évaluait à 1,200 le nombre des enfants fréquentant les classes d'enseignement spécial des villes de Bruxelles, Gand et Anvers.

La création de l'Institut National de Pédologie, en 1909, donna une nouvelle impulsion à l'étude des questions médico-pédagogiques. L'Institut s'était assigné pour but « de travailler à perfectionner les méthodes d'éducation en usage dans l'enseignement primaire, en se basant, d'une part, sur l'étude expérimentale de l'enfant et en soumettant, d'autre part, à l'expérimentation, les procédés d'éducation les mieux proportionnés à la nature de l'enfant »

La loi du 14 juin 1920 sur l'assistance des enfants anormaux éducatibles et les conditions de leur placement réalisa un progrès considérable. Jusqu'à cette date, seuls les enfants pauvres, sourds-muets, aveugles et aliénés jouissaient du bénéfice du Fonds commun. La nouvelle loi ajoute à cette catégorie de déshérités tous les enfants pauvres incapables de fréquenter avec fruit l'enseignement primaire, ainsi que les estropiés. On ne peut que s'incliner devant les auteurs de cette loi. Ils puisèrent dans leur amour du peuple et de l'enfance la pensée de cette mesure noblement humaine, dont on n'a peut-être pas apprécié comme il convenait le caractère moral et démocratique.

Nous donnons ci-dessous le relevé des établissements d'enseignement spécial avec quelques renseignements sur le fonctionnement de chacun d'eux, que l'Œuvre Nationale de l'Enfance a bien voulu nous procurer.

I. — Établissements pour anormaux éducatibles.

1° *Institut-Saint-Joseph, Quai du Strop à Gand* (Frères de la Charité). — Pour garçons (Flamands), centre d'observation. L'âge d'admission est de six à seize ans. L'enseignement, d'un genre tout à fait spécial, est donné par des professeurs diplômés. Pour les enfants en âge d'études professionnelles, des ateliers ont été établis; les élèves y apprennent le métier de cordonnier, tailleur, peintre, menuisier, forgeron, boulanger ou jardinier.

Un médecin en chef et un médecin adjoint, nommés par le Gouvernement, sont attachés à l'Institut.

2° *Institut de la Sainte-Famille, à Manage* (Frères de la Charité). — Pour garçons (Wallons) normaux éducatibles (indigents). Age d'admission : à partir de six ans. Enseignement spécial primaire et cours théoriques et pratiques pour tailleurs, cordonniers, menuisiers et imprimeurs.

3° *Institut Saint-Benoît, à Lokeren* (Sœurs de la Charité). Pour les fillettes anormales. Age d'admission : quatre à vingt-cinq ans. L'Institut a pour but spécial l'entretien moral, médical et hygiénique des fillettes, atteintes à différents degrés de débilité mentale, les arriérées scolaires et les épileptiques éducatibles. L'établissement comprend neuf sections distinctes, entièrement séparées les unes des autres, et ayant chacune un préau, un réfectoire, un dortoir, une salle de jeux, etc.

Un médecin en chef spécialisé, assisté de deux médecins adjoints, visitent les enfants tous les jours et dirigent les sœurs dans les soins et l'éducation à donner aux élèves.

Toutes les enfants assistent régulièrement aux cours scolaires et reçoivent un enseignement intellectuel, d'après les méthodes et les procédés spéciaux, en usage pour les enfants anormaux.

Parvenues à l'âge de 17 ans, les élèves sont placées à la section professionnelle, où elles sont initiées, chacune selon ses aptitudes, soit aux ouvrages manuels, soit aux ouvrages ménagers, à l'art culinaire, au jardinage, etc. L'établissement reçoit les enfants indigents et les enfants payants.

4° *Établissement des Sœurs de la Charité à Bouges-les-Namur*. — Catégorie d'enfants admis : 1° Sourds-muets jusqu'à 13 ans; 2° sourdes-muettes et fillettes mentalement anormales, mais éducatibles, à partir de 4 ans. Enseignement primaire, suivant méthodes spéciales et d'après la catégorie d'enfants. Enseignement professionnel : travaux de ménage, cuisine, lessive, repassage, couture, lingerie, tricot à la machine.

5° *Institut Saint-Lambert à Hollogne-aux-Pierres* (Frères de la Charité). — Pour garçons à partir de 6 ans. But : Développer dans la mesure du possible, par un enseignement plus spécial les facultés des enfants dont l'intelligence semble engourdie. Organisation et enseignement : l'Institut comprend plusieurs sections distinctes, ayant chacune ses dortoirs, ses réfectoires, ses préaux, etc. Le classement des enfants se fait d'après leur état mental et selon les indications d'un médecin spécialiste qui les visite journalièrement. Périodiquement, ils sont soumis individuellement par le médecin, avec le concours des professeurs et des infirmiers, à un examen scientifique sur leur état physique, psychologique, intellectuel et moral, afin de mieux constater les progrès de chacun.

Les plus jeunes des enfants fréquentent régulièrement les classes ordinaires

organisées d'après tous les principes médicaux et pédagogiques modernes; les plus âgés sont en outre initiés à l'apprentissage d'un métier. Tous suivent le régime du pensionnat.

6° *Maison du Sacré-Cœur à Lummen* (Frères de la Charité). — Spécialement réservée aux garçons anormaux éducatibles et semi-éducatibles (de langue flamande) des provinces d'Anvers, Limbourg, Brabant et Liège. Age d'admission : de six à seize ans. Enseignement primaire spécial et enseignement professionnel pour les enfants plus âgés, qui peuvent y apprendre un métier : cordonnier, tailleur, boulanger, jardinier, etc. Un médecin en chef et un médecin adjoint nommés par le Gouvernement sont attachés à l'Institut.

7° *Institut Saint-Michel à Spa* (Filles de la Croix). — Pour filles anormales éducatibles et semi-éducatibles, admises jusqu'à l'âge de 21 ans. Quatre classes pour anormaux existent à l'Institut.

Ces classes sont visitées régulièrement par un inspecteur pédagogique, nommé par le Gouvernement.

8° *Institut médico-pédagogique Sainte-Élisabeth, à Rixensart*. — Personnel laïque, destiné aux enfants irréguliers éducatibles, choisis plus particulièrement parmi les pupilles de l'Œuvre Nationale des Orphelins de la Guerre et parmi les enfants justiciables des tribunaux. L'établissement reçoit garçons et filles qui, par suite d'arriération mentale ou de défauts divers, ne peuvent s'adapter à l'enseignement ordinaire des écoles primaires. Les garçons n'y sont admis, en général, que s'ils ont moins de 10 ans; ils ne peuvent séjourner à l'Institut lorsqu'ils ont dépassé leur dixième année. La limite d'âge d'entrée pour les filles est fixée à 13 ans. Les enfants sont tous admis à l'essai. Dans le cas où l'éducation spéciale ne donne que des résultats très peu marqués, l'Institution invite les parents à reprendre l'enfant trop anormal et leur désigne les établissements pouvant convenir plus particulièrement à son cas. Tous les principes de l'enseignement spécial y sont appliqués : 1° l'enseignement est, autant que possible, individuel; 2° les leçons tendent avant tout au développement de l'initiative, de l'activité personnelle et de l'intelligence. Un médecin spécialiste est attaché à l'établissement.

9° *Institut Saint-Charles, à Saint-Job-in-'t-Goor*. — Personnel laïque; mêmes indications que pour l'Institut de Rixensart, si ce n'est que celui-ci est consacré aux enfants pouvant recevoir l'enseignement en langue française et celui de Saint-Job-in-'t-Goor aux enfants qui parlent flamand.

10° *Section des anormaux à la colonie de Gheel-Elsum*. — Pour arriérés et imbéciles éducatibles des deux sexes, susceptibles d'éducation dans le milieu familial tel qu'il existe à Gheel. Reçoit plus particulièrement les enfants qui paraissent devoir rester, dans un âge plus avancé, dans le milieu spécial de Gheel, par suite de leur imbecillité ou de difformités accentuées. Age

d'admission : les enfants dès la naissance. A leur majorité, les anormaux peuvent rester et passer dans une autre section. Enseignement ordinaire : éducation des organes des sens, enseignement des anormaux, y compris la lecture, l'écriture et le calcul. Enseignement professionnel : métiers de la campagne, ferme, menuiserie, forge, etc. Pour les filles, éducation ménagère et fermière. Les épileptiques et les idiots profonds ne sont pas admis.

11° *Abbaye de Terbank à Héverlé* (Sœurs Dominicaines). — Pour petits garçons arriérés de 4 à 12 ans. Les frais de pension sont fixés selon la section choisie.

12° *Établissement du Sacré-Cœur, à Graty*. — Admet les enfants des deux sexes, garçons de 3 à 10 ans; filles de 3 à 21 ans;

II. — Établissements pour enfants ne nécessitant que des soins maternels : anormaux profonds, idiots

1° « *Le Rosaire* », à *Oost-Duinkerke-Bains* (Religieuses Dominicaines). — Pour les enfants anormaux-mentaux, savoir : les simples ou débiles d'esprit, les imbéciles et les idiots. L'âge d'admission des filles est de 2 à 15 ans; quant aux garçons, ne sont reçus que ceux qui, au moment de l'admission, ont au moins 2 ans et ne dépassent pas 8 ans.

Les fillettes peuvent être gardées jusqu'à l'âge de 21 ans, les garçons en tous cas jusqu'à 12 ans, peut-être jusqu'à 21 ans.

Le Rosaire reçoit des enfants indigents et des enfants payants.

Un médecin spécialisé est attaché à l'établissement.

Tous les enfants dont l'intelligence est susceptible d'un certain développement fréquentent régulièrement les classes scolaires et reçoivent un enseignement intellectuel spécial, d'après les méthodes Decroly-Montessori. En outre, les filles sont initiées, autant que possible, aux soins du ménage et à la tenue d'une maison.

2° *Institut de l'Enfant Jésus à Ciney*. — Pour enfants non éducatiles des deux sexes. Age d'admission : de 3 à 4 ans. Enseignement intuitif, aussi élémentaire que possible, en rapport avec l'état mental de l'enfant. Quelques notions de travail manuel, si possible. L'établissement reçoit les enfants indigents et les enfants payants.

3° *Institut Saint-Jean à Saint-Genois-Helchin* (Sœurs de la Charité). — Pour fillettes non éducatiles. Age d'admission : vers 3 ans. Dans des cas particuliers, à partir de 2 ans.

4° *Institut des Sœurs de Saint-Vincent à Bachte-lex-Deynze*, les garçons de moins de 12 ans.

5° *Institut des Sœurs de Saint-Philippe de Néry à Eecloo*. — Institution provisoire destinée à recevoir des enfants anormaux non éducatiles des deux sexes (Flamands). Age d'admission : de 2 à 16 ans.

6° *Etablissement du Sacré Cœur à Graty* (personnel laïque). — Admet les enfants des deux sexes : garçons, de 3 à 10 ans; filles, de 3 à 21 ans.

7° *Etablissement des Sœurs de Saint-Vincent de Paul à Wijchmael-Beverloo*, pour fillettes de la province de Limbourg.

Les arriérés dans les écoles.

Venons-en à une autre catégorie d'enfants.

Il ne s'agit plus ici d'enfants atteints d'anomalies physiques, sensorielles, intellectuelles, affectives ou motrices graves, « d'enfants estropiés par accident, infirmes par troubles moteurs graves et incurables, dus à un état constitutionnel ou maladif, d'enfants porteurs de stigmates psychiques, de dégénérescence et de déchéance intellectuelle. » Non, ces enfants ont leur place tout indiquée dans les pensionnats dont nous venons de signaler l'existence et où généralement ils seront reçus gratuitement.

Il s'agit exclusivement des inadaptés au régime scolaire, ou encore des écoliers qui ne jouissent que de facultés réduites, inférieures à la moyenne commune, bref des indigents de l'intelligence, visés par l'article 14 de la loi organique de l'enseignement primaire.

Ils ont droit comme les autres à une formation adéquate à leurs moyens. Nous sommes tous d'accord là-dessus. Mais à quel régime convient-il de les soumettre? Car il importe d'une part, qu'ils tirent un bénéfice, le plus grand possible de leurs années d'école, qu'ils s'assimilent toute la nourriture intellectuelle assimilable à leur tempérament, qu'ils reçoivent au moins une éducation instinctive équivalente à une certaine éducation de l'esprit, et d'autre part qu'ils ne deviennent pas pour les normaux et les biens doués une entrave à la formation complète et progressive à laquelle ceux-ci ont également droit.

Là git tout le problème.

L'expérience d'Anderlecht.

Ce problème est susceptible de diverses solutions. Nous nous bornerons, dans le présent rapport, à indiquer celle que lui ont donnée les autorités scolaires d'Anderlecht.

Comme elle procède du système connu sous le nom de « système de Mannheim », rappelons brièvement la nature de celui-ci.

Partant du fait qu'il existe :

- 1° Des enfants normalement doués qui avancent régulièrement ;
- 2° Des élèves, normalement faibles, dont l'avancement est irrégulier ;
- 3° Des élèves, anormalement faibles, mais néanmoins éducatibles ;
- 4° Des idiots et d'autres anormaux inéducatibles ;
- 5° Des surnormaux qui, après deux ou trois ans d'école, se distinguent par

leurs aptitudes spéciales et qui sont tout désignés pour suivre les cours d'écoles supérieures, la ville de Mannheim a créé cinq espèces de classes :

- a) Les classes dites normales ou principales (Hauptklassen);
- b) Les classes de répétition ou d'avancement (Förderklassen);
- c) Les classes auxiliaires (Hilfsklassen);
- d) Les classes de langues (Sprachklassen);
- e) Les classes préparatoires aux écoles supérieures (Vorbereitungsklassen).

C'est cette organisation, *mutatis mutandis*, que nous allons retrouver dans la grande commune de l'agglomération bruxelloise.

Notre collègue, M. Melekmans, le dévoué échevin de l'instruction publique d'Anderlecht, en fut l'animateur. Frappé du nombre encombrant des trainards dans les écoles de la commune, il décida, en juillet 1921, de procéder à une sorte d'inventaire général et de dresser une statistique des élèves arriérés dans leurs études.

Nous avons reproduit plus haut ce document instructif. Bornons-nous à rappeler que, d'après ces constatations, sur 5,109 élèves il y en avait :

88 en avance d'un an sur l'âge normal.
 2,009 à l'âge normal.
 1,439 en retard d'un an.
 895 en retard de deux ans.
 461 en retard de trois ans.
 169 en retard de quatre ans.
 48 en retard de cinq ans et plus.

Devant cette situation lamentable, l'échevin décida de faire procéder au classement de tous les élèves des écoles primaires n° 5 et 9 et de tenter, dans les premières années d'études, un essai d'application du programme d'idées associées, par l'emploi de la méthode des centres d'intérêt.

Le classement devait tenir compte :

- 1° Des aptitudes intellectuelles et du degré d'avancement scolaire des écoliers (révélés par les éducateurs des années précédentes et confirmés par un examen mental ou des épreuves pédagogiques collectives);
- 2° De l'âge des écoliers (consigné dans les statistiques établies par le personnel enseignant);
- 3° Du nombre d'enfants que l'on peut réunir dans chaque section.

Ce travail de sélection fut fait avec grand soin.

On demanda aux titulaires des classes des années précédentes de proposer un classement provisoire, d'après lequel furent composés les groupes.

Les membres du personnel enseignant furent conviés à porter leur attention toute spéciale sur les cas demandant un examen approfondi, notamment :

- 1° Les enfants âgés qui pouvaient s'adapter à l'enseignement donné dans les classes ordinaires;

2° Les enfants d'âge normal qui évoluaient lentement et qui se trouveraient mieux dans les sections parallèles.

Cette sélection fut ensuite soumise à un contrôle. Pour s'assurer que les élèves se trouvaient bien dans la classe qui leur convenait, un complément d'examen leur fut imposé. Le second classement terminé, on constata que l'organisation rationnelle, répondant le mieux aux données fournies par ces épreuves, exigeait la formation des classes suivantes :

1° Des classes ordinaires pour ceux qui suivaient régulièrement le programme normal ; leur population serait d'environ 30 élèves ;

2° Des classes parallèles pour ceux qui ne s'adaptaient pas au régime ordinaire, les doubleurs, les tripleurs, incapables de regagner le temps perdu et de retrouver le niveau des enfants normaux de leur âge ; avec un programme adapté à leur mentalité, ces écoliers sont susceptibles d'un degré d'instruction très favorable ; la population serait d'environ 20 élèves par classe ;

3° Des classes de perfectionnement pour les retardataires qui peuvent dans la suite, grâce à un enseignement approprié et temporaire, rentrer dans les sections ordinaires ou parallèles, organismes nouveaux, capables de récupérer certains éléments ; la population serait d'un maximum de 12 élèves ;

4° Des classes d'observation pour enfants plus gravement atteints au point de vue physique et mental, et incapables momentanément de suivre le régime des autres groupes ; la population maxima y serait de 12 élèves.

Pour éviter de froisser les susceptibilités légitimes des parents, on adopta pour désigner les classes des appellations telle que : sixième année *A* pour la section ordinaire, sixième année *B* pour la classe parallèle. Et le même scrupule fit réunir toutes les classes dans le même bâtiment.

Enfin, il fut entendu qu'on surveillerait l'évolution des enfants dans leurs classes respectives et qu'on appliquerait le système de redoublement par demi-année, afin de pouvoir remanier plus facilement les groupements, dans l'intérêt du développement le plus complet de l'écolier. En vue de cela les compositions seraient organisées au 15 février et au 1^{er} juillet.

Dans la formation des classes on s'inspirait de la règle suivante :

Les classes ordinaires peuvent compter une population plus forte que les classes parallèles, parce que l'instituteur de celles-ci doit y recourir à des procédés d'enseignement plus individualisés.

Cette méthode de sélection en diminuant les écarts entre les extrêmes d'un même groupe, donna comme premier résultat, des groupes plus homogènes. Il y avait bien dans les classes ordinaires des enfants en avance sur l'âge normal, mais ils pouvaient suivre les cours avec profit. D'autre part, les classes parallèles comptaient peut-être des enfants plus jeunes, mais incapables de s'adapter au régime de la classe de leur âge.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser — l'observation vaut la peine d'être

notée — le nombre des classes ne dut point être augmenté. Si les classes parallèles ne comptaient qu'une population réduite, les classes ordinaires avaient pu, sans inconvénient, à cause de l'homogénéité des élèves, grouper un contingent plus fort.

Même, si l'on avait appliqué à la lettre le principe de la sélection, une classe aurait pu être supprimée. Dans la réalité, le nombre des classes s'accrut par suite de la création de classes de perfectionnement et d'observation.

Les résultats heureux s'affirmèrent bientôt. Le nombre des trainards diminua sensiblement; tandis qu'en septembre 1921 la population de l'école n° 5, sur 365 écoliers, en comptait 81, soit 22 %, tous doubleurs qui ne s'adaptaient pas à l'enseignement ordinaire, six mois plus tard, ce nombre se réduisait à 21, soit 6 %, et les autres entraient dans les classes ordinaires ou parallèles.

A l'école n° 9, sur une population de 580, le nombre des doubleurs était en juillet de 81, soit près de 14 %; il tombait à 40, soit 7 %. C'est appréciable.

D'autre part, on modifia les horaires et on élaborait un programme minimum pour les classes parallèles. La première de ces mesures produisit des résultats si favorables que l'horaire des classes parallèles fut étendu dans la suite aux classes ordinaires.

Nous ne pouvons entrer ici dans le détail du fonctionnement de cette nouvelle organisation scolaire. Elle est extrêmement intéressante et tous ceux que préoccupent les problèmes de la scolarité normale et anormale feront bien d'aller sur place observer cette expérience pédagogique.

Dès maintenant, les autorités scolaires d'Anderlecht considèrent comme acquis les résultats suivants :

1° Les matières enseignées sont mieux adaptées au niveau intellectuel des enfants;

2° Par suite, le nombre des doubleurs se réduit : de 20 à 30 % qu'il était, il tombe au chiffre de 1 à 3 %;

3° Par suite encore, il y a une diminution progressive des retards scolaires.

Comme résultats particuliers de la nouvelle organisation, les mêmes autorités constatent :

1° Que des enfants, faibles dans certaines branches, sont maintenus avec fruit dans leurs classes;

2° Que la classe de perfectionnement a permis la récupération de divers éléments non négligeables.

Que ces résultats soient fondés, le tableau ci-dessous le prouve surabondamment. Il indique la population des diverses écoles soumises ou non à la méthode de sélection, avec le nombre des doubleurs.

Écoles primaires.	Population scolaire 1922-1923.	Nombre de doubleurs.	Pourcentage.
N° 1	337	37	10.98
N° 2	301	37	12.29
Annexe r. Savoir . . .	144	19	13.19
N° 3	393	40	10.18
N° 4	319	51	15.99
N° 5 ⁽¹⁾	316	6	1.90
N° 6 ⁽¹⁾	353	15	4.25
N° 7	397	74	18.64
N° 8	349	72	20.63
N° 9 ⁽¹⁾	507	23	4.54
N° 10.	390	86	22.05
N° 11.	93	13	13.98
N° 12 ⁽¹⁾	332	14	4.22
N° 13.	376	29	7.91

On remarquera que le pourcentage des trainards dans les classes non soumises à la sélection varie de 7.91 à 22.05 %. Il n'est que de 1.9 à 4.54 % dans les classes que la sélection a rendues plus homogènes.

⁽¹⁾ Écoles soumises à sélection.

ÉCOLE N°5 - FILLES - 300 ENFANTS - 12 CLASSES
SCHOOL N°5 - MEISJES - 300 KINDEREN - 12 KLASSEN

Classes ordinaires <i>Gewone klassen</i>	Classes parallèles <i>Parallel-klassen</i>		
6 ^e A			
5 ^e A			
4 ^e A		Classe de perfectionnement <i>Klasse voor voortgezet onderwijs</i>	Enseignement spécial Classe d'observation <i>Bijzonder onderwijs</i> <i>Waarnemings klasse</i>
3 ^e A			
2 ^e A		Enseignement Français ou Flamand <i>Fransch of Vlaamsch onderwijs</i>	
1 ^e A		Classes Françaises <i>Fransche klassen</i>	Classe Française <i>Fransche klasse</i>

ÉCOLE N°9 - GARÇONS - 450 ENFANTS - 19 CLASSES
SCHOOL N°9 - JONGENS - 450 KINDEREN - 19 KLASSEN

Classes ordinaires <i>Gewone klassen</i>	Classes parallèles <i>Parallel-klassen</i>	Classes ordinaires <i>Gewone klassen</i>	Classes parallèles <i>Parallel-klassen</i>		
6 ^e A					
5 ^e A				Classe de perfectionnement (récupération) <i>Klasse voor voortgezet onderwijs (recuperatie)</i>	Enseignement spécial Classes d'observation <i>Bijzonder onderwijs</i> <i>Waarnemings klasse</i>
4 ^e A					
3 ^e A					
2 ^e A				Enseignement Français ou Flamand <i>Fransch of Vlaamsch onderwijs</i>	
1 ^e A				Classes Françaises <i>Fransche klassen</i>	Classes flamandes <i>Vlaamsche klassen</i>

et n° 9. Nous donnons ci-dessous le schéma de l'organisation actuelle des écoles n° 5

. . .

La ville de Liège a tenté également, en 1913, un essai d'enseignement spécial. Disons tout de suite que l'issue de l'expérience fut malheureuse.

A côté des classes ordinaires pour écoliers normaux, les autorités communales avaient créé :

1° Un enseignement de secours, moins étendu et plus concret, donné dans des classes de répétition pour les enfants qui ne suivaient pas fructueusement l'enseignement ordinaire ;

2° Un enseignement spécial donné dans les classes auxiliaires aux enfants qui n'arrivaient pas à suivre dans les classes de répétition.

L'impossibilité de s'assimiler l'enseignement de ces classes de répétition provenait, d'après les autorités scolaires, des causes suivantes, isolées ou combinées :

- 1° Anomalies physiques ou sensorielles ;
- 2° Anomalies mentales ;
- 3° Troubles moraux, notamment indiscipline marquée ;
- 4° Irrégularité de la fréquentation.

Les trois premières de ces causes justifiaient l'envoi de l'élève dans les classes auxiliaires.

Les conditions d'admission étaient :

1° La désignation par les médecins ou les maîtres des classes de répétition des écoliers à envoyer dans les cours auxiliaires ;

2° Une demande faite par le directeur à l'inspecteur, accompagnée des pièces suivantes :

- a) La fiche médicale de l'élève.
- b) Une déclaration donnant le motif du passage de l'élève d'une classe ordinaire dans une classe de répétition.
- c) Un rapport détaillé sur les motifs de la mesure sollicitée.

3° Une décision du comité d'enquête, qui, par les soins de l'inspecteur, procédait à l'examen de l'enfant.

4° Un examen médico-pédagogique de l'élève, par les soins de l'inspecteur et du médecin de la classe auxiliaire.

L'essai, on le voit, ressemblait par plusieurs points à celui d'Anderlecht. Il a été abandonné pour des raisons qu'il importerait beaucoup de mettre en lumière. La sagesse antique conseillait la connaissance de soi-même. On peut appliquer cet excellent précepte aux choses de l'enseignement. Mieux on les connaît, avec les causes du succès ou de l'échec des tentatives nouvelles, mieux on sera renseignés sur les conditions essentielles des progrès à réaliser. Cela est vrai de toutes les expériences nouvelles et en particulier de l'organisation d'un enseignement spécial.

En toute logique, après avoir constaté les défaillances de l'enseignement primaire, nous aurions dû rechercher les causes de ce phénomène. Nous avons préféré un procédé moins rigoureux et c'est à dessein que nous avons voulu signaler quelques-uns des moyens employés pour guérir ou tout au moins pallier le mal. Le succès obtenu par l'administration d'Anderlecht atteste l'excellence de ces moyens. L'expérience prouve que notre organisation scolaire peut être améliorée, le nombre des retardataires fortement réduit, le rendement de l'école considérablement augmenté. Le doute n'est plus permis, quelle que soit la doctrine pédagogique dont on se réclame.

On sait que, si l'article 1^{er} de la loi organique de l'enseignement primaire impose aux chefs de famille l'obligation de pourvoir à l'instruction de leurs enfants, l'article 2 suspend cette obligation, lorsque l'enfant est atteint d'infirmités physiques ou intellectuelles déterminant l'incapacité de fréquenter l'école primaire ou les classes pour anormaux établies dans un rayon de quatre kilomètres de son habitation.

Ces classes pour anormaux sont prévues à l'article 14, que nous avons rappelé plus haut.

Un arrêté royal du 29 mars 1923 réglant l'octroi des subsides de l'État aux écoles primaires, porte que les classes pour anormaux caractérisés ne doivent, pour bénéficier de ces subsides, réunir qu'un minimum de 15 élèves.

Tous ces efforts, dignes de grands éloges, n'ont malheureusement pas atteint leur but. Ni la loi du 14 juin 1920, ni les dispositions de l'article 14 de la loi de 1914, n'ont produit les fruits qu'on était en droit d'espérer.

Le problème est là cependant. Il s'impose à tous les esprits soucieux de l'avenir. Il provoque des études, des enquêtes, des projets de loi. Il suscite partout les recherches des bonnes volontés.

Qui s'en étonnerait? Le problème est en effet d'importance. Il y va d'une part de l'intérêt des normaux et d'autre part de celui des anormaux eux-mêmes qui ont droit, nous l'avons dit, à une formation compatible avec leur état. C'est enfin rendre un service précieux que de les mettre à même, dans la mesure de leurs moyens, de faire œuvre d'homme. C'est, enfin, un service à rendre à la société que d'améliorer ses éléments imparfaits. Ces anormaux laissés à l'aventure, incapables plus tard de remplir le moindre rôle dans l'activité productive, ne seront que des poids morts pour la collectivité. Ils deviendront parfois des éléments plus nuisibles encore. N'est-ce pas dans leurs rangs que se recrutent beaucoup de délinquants de la criminalité infantile?

D'accord sur l'importance du problème, on s'accorde aussi généralement sur sa solution. Le Dr Vervaeck l'indiquait, l'an dernier, en termes éloquents :

« Si l'école primaire opérait le plus tôt possible une sélection méthodique, un dépistage scientifique des enfants anormaux, elle effectuerait une grande œuvre en vue de la diminution de la délinquance, de la criminalité.

» Nos enquêtes pénitentiaires au sujet de la période scolaire des délinquants démontrent que, tout au moins chez les condamnés dégénérés et anormaux — et leur proportion dans nos prisons dépasse 60 % — la fréquentation de l'école a été en règle générale irrégulière et leur application mauvaise; leur anormalité constitutionnelle et intellectuelle dont nous relevons les tares évidentes en prison s'était déjà, dans la plupart des cas, révélée en classe : 75 %, environ.

» En les dépistant, on eût pu par un régime pédagogique approprié, régime qui doit être surtout d'ordre éducatif, atténuer la gravité de leurs anomalies d'esprit et de caractère; on eût pu aussi, conformément aux principes médico-thérapeutiques de la déficience mentale, les orienter très tôt vers le métier manuel ou la vie agricole qui permettent, dans bien des cas, de réaliser une adaptation très satisfaisante des anormaux à l'existence sociale régulière.

» C'est à l'école donc que l'on doit intervenir énergiquement pour prévenir la criminalité; c'est là que l'on peut enrayer le danger qu'elle constitue au point de vue social. »

Nous souscrivons à ces conclusions.

Elles suggèrent les méthodes capables de dégager chez ces enfants les puissances perfectibles. Des écoles où des maîtres perspicaces et dévoués s'efforceraient de découvrir les voies accessibles à la productivité de leurs retardataires, éveilleraient dans leurs âmes obscures le sentiment de la dignité humaine et de la responsabilité, quels bienfaits n'apporteraient-elles pas aux enfants et à l'organisme social?

Pour les anormaux profonds, pour les enfants frappés de tares physiques ou mentales graves, il ne peut y avoir aucun doute sur la nature du remède à appliquer.

Ces enfants ne peuvent fréquenter l'école primaire. Les garder dans la famille leur serait non moins nuisible. Leur propre intérêt et l'intérêt de la collectivité exigent qu'on les envoie dans les établissements alimentés par le Fonds commun, où ils sont reçus gratuitement.

Plus complexe est le cas des enfants dont les anomalies sont le fait du milieu familial, scolaire ou social.

Sans doute l'influence du milieu familial devrait être excellente. Elle l'est dans bien des cas. Avec ses devoirs généraux et ses devoirs spéciaux, avec le sentiment si étroit de la solidarité et de la générosité, la famille est l'école des vertus et en particulier des vertus sociales. Elle enseigne l'obéissance, le respect de l'autorité, le support mutuel, l'amour, le dévouement, l'esprit de sacrifice. Dans la famille nous prenons une idée plus claire, un sentiment plus chaud de l'idéal dans les relations humaines.

Parfois, hélas, le milieu familial est tout autre. La méconnaissance des devoirs mutuels amène les querelles, la désertion du foyer, l'oubli de toutes les lois morales. Un tel milieu est un danger permanent pour les enfants qui n'y apprennent qu'à satisfaire sans retenue leurs instincts inférieurs. De là l'école buissonnière, l'école de la rue, qui est malheureusement trop souvent l'école de l'immoralité, ou encore l'école du cinéma qui ne vaut guère mieux.

Il résulte d'une enquête faite à l'institut Saint-Ferdinand, à Lummen et portant sur les protégés des Juges pour enfants, que 80 % de ces enfants fréquentaient régulièrement le cinéma. Selon M. Rouvroy, directeur de l'Etablissement central d'observation à Moll-Hutte, 80 % des fillettes qui passent en justice sont des ferventes des films mélodramatiques et elles choisissent les salles où la musique ajoute son excitation à la jouissance émotive de l'image.

Dans tous ces cas, l'anomalie, il importe d'y insister, n'est pas une cause. Elle n'est qu'un effet. Or le vieux principe est toujours vrai : *Sublata causa, tollitur effectus*. On remédiera au mal en arrachant ces enfants à leur milieu délétère, pour les confier aux établissements bénéficiant du Fonds commun. Là, avec l'enseignement général dont ils sont capables, ils recevront une éducation professionnelle.

Nous avons visité certains de ces pensionnats. L'Institut Saint-Ferdinand à Lummen, apparaît comme un modèle du genre. A l'Institut des Frères de la Charité, à Gand, nous avons admiré la multiplicité et la variété des moyens intuitifs employés pour réveiller les facultés endormies des élèves, par la culture rationnelle de tous leurs sens. A décrire ces moyens et le matériel didactique, d'une richesse merveilleuse, les Frères de la Charité ont consacré un volume : *L'Éducation sensorielle chez les enfants anormaux*, d'une lecture étonnamment instructive pour tous ceux que préoccupe le problème.

On y saisit sur le vif les méthodes suivies : l'heureuse concordance de tous les exercices qui convergent au réveil des facultés, l'observation quotidienne des résultats acquis, l'enregistrement méthodique des moindres progrès réalisés avec leur signification pour l'avenir. Chaque écolier possède ainsi son *curriculum vitae scolasticae* où s'inscrivent les remarques utiles sur son éducation physique, sensorielle et intellectuelle. ●

La loi du 14 juin 1920, due à l'initiative de notre éminent collègue, M. Vandervelde, est, répétons-le, malheureusement ignorée de beaucoup d'autorités communales. Les directeurs d'écoles ne semblent pas la connaître davantage. Est-ce simple négligence de l'esprit ? Est-ce une inconcevable méconnaissance des devoirs civiques élémentaires ? On reste confondu, en même temps qu'indigné, devant les insuffisances de certaines administrations communales. Il en est même qui paraissent ignorer l'existence d'établissements pour sourds-muets et aveugles. Cela ressort du moins d'une déclaration faite à la Société protectrice de l'enfance anormale et reproduite par notre collègue M. Melckmans, dans les développements de sa récente proposition de loi relative aux enfants anormaux. Un membre signalait, à une des réunions de la Société, que nombre d'enfants sourds-muets ne reçoivent aucune instruction. Dans certains établissements, il avait rencontré des infirmes de 12, 13 et 16 ans, récemment admis, et qui n'avaient jamais été en classe.

Ces établissements rendront également de précieux services aux communes à faible population. Car ce n'est que là « où l'importance de la population le permet » que les pouvoirs communaux sont tenus d'organiser des classes pour enfants faiblement doués ou arriérés, ou pour enfants anormaux.

Dans les grandes communes, pour les arriérés pédagogiques, du fait du

milieu scolaire ou d'une insuffisance intellectuelle vraie, le remède paraît tout indiqué. Il consistera, selon nous, dans la généralisation du système pratiqué à Anderlecht, combiné avec les dispositions de l'article 14 de la loi organique de l'enseignement primaire.

L'expérience d'Anderlecht, en effet, a prouvé l'efficacité remarquable des méthodes pédagogiques spéciales, appliquées au relèvement et à la formation des enfants dont le rendement scolaire est insuffisant.

Nous les résumons ci-dessous.

Il y a lieu tout d'abord de procéder à la sélection des écoliers, en examinant leur âge, leur santé, leur milieu social et le niveau de leur développement mental et scolaire.

La sélection faite, il s'agit d'opérer le classement dans des conditions telles qu'il n'exige ni un accroissement de personnel enseignant, ni un surplus de dépenses.

La nouvelle organisation d'Anderlecht répond à ces conditions.

Le classement comprendra, croyons-nous, les catégories suivantes :

1° Les enfants bien doués, à évolution intellectuelle régulière, seront groupés dans des classes ordinaires, d'une population d'environ 30 élèves;

2° Les enfants actuellement arriérés et les jeunes enfants à évolution lente seront réunis dans des classes parallèles, par groupes d'environ 20 élèves;

3° Les enfants qui ont subi un retard occasionnel et perdu un temps recouvrable et ceux des classes ordinaires et parallèles qui ont besoin d'un secours passager dans certaines branches, fréquenteront la classe de perfectionnement ou de récupération;

4° Enfin, les enfants moins doués à des degrés divers recevront leur éducation dans les classes de l'enseignement spécial, où la population sera réduite à 15 élèves par groupe.

Ce classement ainsi opéré doit être incessamment surveillé.

Il peut être utile d'aider, à un moment de son évolution, l'enfant ordinaire. Il peut devenir nécessaire ou tout au moins désirable de le glisser temporairement ou définitivement dans une section parallèle.

D'autre part, l'élève de cette section pourra suivre la filière complète des classes parallèles. Il pourra aussi accidentellement avoir besoin de secours et passer dans une classe de perfectionnement. Il pourra enfin progresser d'une manière assez favorable pour qu'on envisage son retour dans la classe ordinaire.

Cette sélection et le classement qu'elle provoque, si importants qu'ils soient, ne constituent que les mesures préliminaires en vue d'instituer des classes homogènes.

Il reste à déterminer les programmes et les méthodes.

Le programme actuel est unique. Il est exposé aux enfants bien doués comme aux faiblement doués, aux normaux comme aux arriérés pédagogiques. Il fait fi de toutes les différences entre écoliers, il les ignore : c'est la raison de son unicité.

C'est aussi la raison de ses mécomptes.

Il convient donc de revenir à une conception plus saine, et, cessant d'agir comme si les enfants étaient faits pour les programmes, de souscrire à l'opinion opposée et d'adapter le programme à la capacité des écoliers.

Il tombe sous le sens, par exemple, que le programme des classes parallèles ne peut être identique à celui des classes ordinaires.

L'élément sensible se rencontre au commencement comme à la fin de nos opérations intellectuelles. L'expérience est la source première de nos idées : *sensibilia sunt prima principia cogitationis humanae*. Il n'est rien dans l'intelligence qui ne soit d'abord dans les sens. Et ces réalités concrètes, perçues par les sens, sont encore l'objet et la fin du jugement : *id quod est terminus et finis iudicii*.

Or, puisque les sens sont les portes de l'intelligence, on peut se demander si les programmes scolaires accordent à leur éducation l'importance à laquelle ils ont droit. Remarquez que la plupart des arriérés se trouvent au degré moyen. N'est-ce pas le signe d'une défaillance dans les débuts de leur formation ? Et cette défaillance ne tient-elle pas à une insuffisance de l'éducation des sens ?

Car si l'éducation sensorielle est le fondement de toute instruction, elle doit surtout guider les premiers pas de l'arriéré et de l'anormal. Elle est à la portée de leurs facultés rudimentaires qui, par l'exercice, s'éveilleront de leur sommeil. D'aucuns prétendent que l'abstraction et les autres travaux intellectuels dont l'abstraction donne la clef, sont un domaine fermé à l'arriéré. C'est aller un peu loin dans l'affirmation. Mais il est en tous cas incontestable que ce n'est que par l'exercice méthodique et constant des sens, que pourront se perfectionner l'acuité et la clarté de ses perceptions sensorielles. L'arriéré accumulera ainsi dans sa mémoire les données fournies par le monde extérieur. C'est là, dans ce fonds riche des sensations perçues et reconnues, qu'il trouvera la matière où appliquer son attention, son imagination, son jugement et ses premières possibilités de généralisation.

Aux modifications des programmes doivent correspondre des modifications des méthodes. L'éducation doit avoir le pas sur l'instruction proprement dite. Il s'agit avant tout d'armer l'enfant pour la vie, d'en faire un homme capable de remplir sa fonction, en haut ou en bas, peu importe, pourvu qu'il remplisse le mieux possible, avec le plus d'utilité pour lui-même et pour les autres, la fonction à laquelle le prédestinent ses facultés. Car, on a vu bien souvent des natures très lourdes, et qui semblaient vouées à l'échec inévitable, réussir fort bien, dès qu'on les plaçait devant les actes de la vie pratique.

Signalons, en passant, que les autorités scolaires d'Anderlecht sont très satisfaites de la méthode à laquelle le docteur Decroly, professeur à l'Université de Bruxelles, a donné son nom.

* * *

Nous ne nous faisons pas illusion : certains pédagogues refuseront de souscrire à plusieurs de ces idées. Ils les critiqueront. Ils les combattront même avec cette âpreté dans la discussion qui est propre aux gens d'école, comme aux poètes, *genus irritabile*.

Que si cependant ils consentent à les examiner de près, à contrôler sur place les résultats des expériences — et on les accueillera à bras ouverts tant dans les écoles d'Anderlecht que dans les établissements des Frères de la Charité à Gand — qui sait s'ils ne seront pas amenés à réformer des jugements préconçus et à se rallier aux conceptions nouvelles?

Aussi bien, ces conceptions ne rompent qu'en apparence avec la pédagogie traditionnelle. Sans doute, les contempteurs de cette dernière ont pu parfois donner le change au point qu'il semblait que s'il n'y avait pas opposition radicale, il y avait tout au moins solution de continuité entre la pédagogie traditionnelle et la pédagogie nouvelle. Celle-ci seule connaissait les tests, les mensurations, les enquêtes, les travaux de laboratoire; celle-là avait toujours manqué de base scientifique, sa doctrine était « une doctrine vague et purement littéraire, une réunion de phrases creuses, qu'il est possible de critiquer tant la pensée en est flottante ».

De tels brocards ont irrité les tenants de la vieille pédagogie. L'humanité n'a-t-elle pas été élevée à son école? A-t-elle eu tant à se plaindre quant au résultat des disciplines des magisters anciens?

Ils ont haussé les épaules. Toutes ces nouveautés dont on vantait les caractères révolutionnaires, ils ont douté de leur valeur et n'ont pu admettre que les pédagogues novateurs fussent sans ancêtres.

De là à tenir ces innovations pour des idéologies utopiques, il n'y avait qu'un pas. Certains le franchirent, le cœur léger, pour se cantonner dans ce qu'ils appelaient leurs traditions.

Il faudrait pourtant essayer de s'entendre. Il n'y a pas selon nous, d'opposition entre les deux pédagogies. La pédagogie nouvelle, c'est la pédagogie traditionnelle enrichie de toutes les découvertes effectuées dans le domaine de la psychologie expérimentale, de la physiologie, des sciences naturelles. Un progrès, dès qu'il est acquis, entre dans la tradition, il ne s'y oppose pas. Il ne faut d'ailleurs pas se méprendre.

Le progrès ne consiste pas essentiellement dans la nouveauté. L'école nouvelle, l'école au soleil, l'école sur mesure, sont incontestablement des nouveautés. Sont-elles des progrès?

Non. Le progrès est une marche en avant. Le classement des écoliers selon leurs aptitudes n'a rien d'utopique comme serait par exemple un enseignement individualisé qui devrait tenir compte des aptitudes personnelles de chaque enfant. « Binet lui-même le reconnaît. Un enseignement ne doit pas être approprié uniquement aux aptitudes de chacun, car nous ne sommes pas seuls au monde; nous vivons dans un temps, dans un milieu, parmi des individus et une nature auxquels nous sommes obligés de nous adapter; l'adaptation est la loi souveraine de la vie. L'instruction et l'éducation, qui ont pour but de faciliter cette adaptation, doivent tenir compte à la fois de ces deux données: le milieu avec ses exigences, l'être humain avec ses ressources. »

Mais à côté de ces nouveautés révolutionnaires, irréalisables, que de progrès incontestés illustrent le dernier quart de siècle!

Les maîtres de jadis, je le veux bien, n'ont pas ignoré les différences qualitatives des aptitudes de leurs élèves. Le prétendre serait une injustice et une erreur.

Mais ce serait une autre erreur que d'affirmer qu'ils ont toujours suffisamment tenu compte de ces différences. Leur attention discernait plutôt les points de ressemblance de leurs écoliers.

Les chercheurs, par d'innombrables observations, ont mis en lumière l'extrême variété des enfants, des points de vue physique, sensoriel, mental et moral. Ils ont mesuré les diversités individuelles. Ils ont déterminé expérimentalement les aptitudes mentales des écoliers. Binet et Simon ont même fourni le moyen de diagnostiquer, en années, que dis-je, en mois, le retard intellectuel des enfants. Il n'est pas exagéré de dire que les tests de Binet ont fait le tour du monde et que son échelle métrique de l'intelligence marquera une date dans l'histoire de la psychologie pédagogique.

Que toutes ces découvertes doivent influencer profondément notre organisation scolaire est chose évidente. Les partisans de la tradition n'y contrediront point.

D'ailleurs, la tradition ne peut devenir une chape de plomb qui nous écrase et nous étouffe. A refuser de s'incorporer les conclusions de ces travaux remarquables, elle cesserait de justifier son nom, elle ne serait plus le passé transmis et vivant en nous, dans nos institutions et nos mœurs, elle deviendrait le passé tout court, le passé mort, tel que celui qui étonne nos curiosités dans les paléontologies.

Se résigner à regret ne serait pas non plus une attitude franche et loyale. Il convient d'aller de l'avant, vers le progrès, puisque le progrès est un degré supérieur dans la réalisation de l'idéal et de s'en réjouir.

Oui certes, de s'en réjouir.

Car, la sélection des intelligences, l'adaptation de l'enseignement à l'infinie variété des enfants, l'exploration de leurs tares et leurs lacunes éventuelles, tout cela aboutit à la récupération d'un grand nombre d'enfants arriérés, c'est-à-dire, en fin de compte, à l'enrichissement de l'intelligence collective de la Nation.

Que l'on n'objecte pas, pour tenter — tentative vaine — d'arrêter les progrès de la pédagogie, que les conceptions nouvelles supposent des doctrines auxquelles d'aucuns ne pourraient ni ne voudraient se rallier.

Nous sommes ici sur le terrain de l'expérience ; les doctrines et hypothèses qui les fondent ne sont pas en cause. Nous n'avons à nous occuper que des faits, et ces faits — disons-le en passant — n'infirmement en rien les doctrines anciennes ; au contraire, ils les confirment scientifiquement. Qu'on nous permette un exemple. Parmi les récents travaux de psychologie expérimentale, il faut mettre au premier plan ceux du docteur Decroly. On lui doit notamment une étude, publiée en collaboration avec M^{lle} Degand, et intitulée : *Observations relatives à l'évolution des notions de quantité continue et discontinue chez l'enfant*. Certains liraient avec profit ce substantiel opuscule. C'est un petit chef-d'œuvre d'observation. Mais, s'ils sont suffisamment informés des doctrines qu'ils croient défendre, ils

remarqueront que M. Decroly et M^{lle} Degand n'ont fait que vérifier expérimentalement les conclusions de la philosophie traditionnelle (1).

Qui oserait prétendre, après cela, que la pédagogie nouvelle se place en dehors et surtout contre la tradition ?

Elle se réclame de recherches rigoureusement scientifiques; elle se propose une amélioration considérable de notre enseignement primaire. Ce sera pour lui un immense bienfait si on peut l'adapter, dans la mesure du possible, aux différences quantitatives et qualitatives des aptitudes des écoliers.

La nécessité est urgente. Les faits condamnent l'école uniforme, du moins dans les grandes villes, où il est possible de la changer. Ceux-là même, qui hésitent à se rallier au système nouveau, avouent qu'elle est un véritable lit de Procuste, où les enfants sont torturés, jusqu'à ce qu'ils prennent les dimensions du type moyen pour qui elle a été créée.

Nous admettons volontiers que les instituteurs font des prodiges pour adapter — c'est la tâche qu'on leur impose — à un programme qui suppose des classes homogènes, les groupements les plus abondamment hétérogènes. Ils consacrent à cette besogne leurs jours et leurs veilles, leur esprit et leur cœur, besogne ingrate, tâche impossible, puisqu'elle aboutit au résultat que nous avons dit plus haut et dont font foi les statistiques fournies par le Gouvernement pour 1922 :

16 %	des élèves	quittent l'école	après la 4 ^e année,	
15 %	id.	id.	id.	5 ^e id.
40 %	id.	id.	id.	6 ^e id.
14 %	id.	id.	id.	7 ^e id.
12 %	id.	id.	id.	8 ^e id.

Mais si on ne peut rendre les instituteurs responsables de telles défaillances, il importe de les aider à mettre en œuvre les conceptions nouvelles, afin qu'ils accomplissent avec plus de joie une tâche qu'on aura rendue plus féconde.

*
* *

Nous avons interrogé le gouvernement au sujet de l'instruction des enfants arriérés et des enfants anormaux; nous avons reçu de l'honorable M. Nolf la réponse suivante :

« La question des arriérés pédagogiques a retenu l'attention de mon administration.

» Dans plusieurs sections préparatoires des écoles moyennes on a procédé à la répartition des élèves en classes fortes et en classes faibles de manière à pouvoir adapter l'enseignement au degré d'avancement et aux besoins individuels des élèves.

(1) Cf. DE LA VAISSIÈRE, *Psychologie pédagogique*, p. 143, Paris, Beauchesne, 1916.

» Dans quelques écoles, on a mis à l'essai l'organisation de classes complémentaires dans lesquelles, par un enseignement individuel et intensif des matières principales, on tâche de préparer les élèves à suivre les cours de la classe correspondant à leur âge. Ce système serait étendu aux écoles à population forte au cas où les résultats seraient probants. Il existe dans divers établissements des cours complémentaires de langues pour mettre les élèves retardés à même de suivre avec fruit le cours ordinaire donné à leurs condisciples. »

» Les institutions scolaires à l'usage des enfants anormaux profonds ressortissent au Département de la Justice.

» Les enfants débiles ou souffrant d'anormalités physiques sont recueillis par l'Œuvre Nationale de l'Enfance, dépendant du Ministère de l'Intérieur et jouissant d'une dotation annuelle considérable à charge du Trésor public.

» Beaucoup de villes et de grosses communes ont créé des « classes d'enseignement spécial », à l'usage des enfants faiblement doués ou arriérés ou anormaux.

» Le Gouvernement a toujours favorisé les classes de l'espèce. L'arrêté royal du 29 mars 1923, réglant l'octroi des subsides de l'État aux écoles primaires ; porte que les classes pour anormaux caractérisés, pour bénéficier de ces subsides, ne doivent réunir qu'un minimum de 15 élèves.

» Il y a lieu de considérer que le Gouvernement n'a pas la direction des écoles primaires. Celle-ci appartient aux communes et aux directions d'écoles libres. Les Conseils communaux et les Comités scolaires ont toute la latitude pour créer des classes pour doubleurs et retardataires et grouper les élèves d'après leurs aptitudes.

» Pour ce qui concerne la formation d'un personnel capable d'éduquer les anormaux, un arrêté ministériel du 10 mai courant, vient d'instituer un certificat d'aptitude à ce genre d'enseignement. Cet arrêté prévoit des cours normaux d'une durée d'une année et comportant 120 leçons d'une heure. Un cours français et un cours flamand vont être organisés incessamment à l'intervention de mon Département ».

La formation des instituteurs.

On nous accuserait de pratiquer le lieu commun si nous redisons ici la noblesse du rôle de l'instituteur. L'école primaire est par excellence l'instrument de l'éducation nationale. Des enfants qui lui sont confiés, elle doit en faire des hommes capables de discerner et d'accomplir, en toutes circonstances, leur devoir. Elle doit créer des âmes. Elle forge l'avenir.

On conviendra que le rôle de l'instituteur exige, pour être vraiment efficace, une somme étonnante de qualités intellectuelles et morales.

Déjà, s'il s'agit des arriérés, des faiblement doués, des anormaux pédagogiques, rappelez-vous la pratique du système d'Anderlecht, la sélection, le groupement des enfants d'après leurs aptitudes, la surveillance de leur évolution physique et mentale, la recherche des lacunes à combler, l'auscultation des insuffisances à

compléter. Tout cela, qui est la grosse affaire de l'enseignement et de l'éducation, ne requiert-il pas de la part des maîtres une étude préliminaire approfondie de la psychologie pédagogique?

Tout cela n'impose-t-il pas aussi le goût du sacrifice et du dévouement? Entreprendre de réveiller les facultés endormies de l'enfant, descendre au niveau des intelligences rudimentaires, ressasser continuellement les mêmes notions, rester volontairement immergé dans le concret, malgré l'appel des sirènes de l'idéal, se river à la vie réelle et pratique, la seule dont les faiblement dévoués soient capables et à laquelle il convient de les adapter, oui certes, voilà une matière qui demande l'oubli de soi, le don de toute son activité à une tâche en laquelle on a foi, l'amour de cette mission généreuse qui n'a en vue que le bien de l'enfant.

Si ces qualités sont fondamentales pour les maîtres des arriérés et des faiblement doués, elles ne le sont pas moins pour ceux qui ont à éduquer les enfants normaux. Quelle que soit la matière sur laquelle travaille l'instituteur, l'œuvre est spécifiquement la même, tantôt plus facile, tantôt plus âpre, requérant toujours néanmoins une haute formation de l'esprit et du cœur.

Car lui aussi devra cultiver tout à la fois l'esprit et le cœur des enfants confiés à ses soins.

Cultiver l'esprit, le former, ce n'est pas tant le charger de l'ornement de connaissances que développer au maximum les énergies mentales en leur conservant un harmonieux équilibre. Sans doute, l'enfant doit emporter de l'école un bagage sérieux de notions claires, positives, méthodiquement classées, mais ce qui importe davantage, c'est qu'il possède, à sa sortie des classes, une imagination riche, une mémoire heureuse, un jugement sûr; c'est qu'il ait appris à s'élever des faits aux lois, des contingences à l'absolu, c'est qu'il sache s'expliquer en un langage approprié sur les réalités observées, sur les vérités apprises. Assurément l'enseignement sera mesuré selon l'âge. Ses résultats ne seront recherchés qu'en fonction du développement des facultés de l'enfant, de l'évolution de ses intérêts, de sa mémoire, de son imagination, de sa pensée logique.

L'éducation des sens précèdera donc l'éducation proprement intellectuelle. Mais celle-ci est le but réel. Les exercices sensoriels chez les enfants normaux, doivent toujours marcher de pair avec les exercices d'abstraction, de comparaison, de causalité, de généralisation.

D'où l'on voit quelle erreur c'est que de cantonner ou de retenir trop longtemps l'enfant dans le domaine des perceptions sensibles. Spontanément, il s'élève aux idées générales. La psychologie expérimentale et la psychologie traditionnelle, les philosophes modernes et les scolastiques d'autrefois, Meumann et saint Thomas sont d'accord pour proclamer « que l'enfant ne fait qu'un pas des représentations concrètes aux concepts les plus généraux et redescend ensuite aux catégories de concepts plus spécifiques ».

Mais pour éveiller dans l'enfant, pour diriger dans leur développement progressif les puissances d'abstraction, de généralisation et de synthèse; pour rattacher tout ce travail à l'observation sensible et tout ensemble l'en dégager,

bref, pour former son esprit, il faut un esprit bien formé. *Nemo dat quod non habet*. On ne donne aux autres que ce que l'on possède soi-même.

Ici une question se pose : nos instituteurs sont-ils formés comme il convient pour qu'ils soient capables à leur tour de former d'autres esprits ?

A cette grave question, nous devons à la vérité de dire que beaucoup de pédagogues, et non des moindres, des inspecteurs, des directeurs d'école normale répondent négativement.

Certes, le personnel enseignant de nos écoles primaires abonde en dévouements, en travailleurs courageux, consciencieux, pleins de zèle. Il ne manque pas non plus d'esprits sagaces et déliés en mesure d'exciter et guider autour d'eux les activités intellectuelles. Cela n'est pas à contester, ce n'est pas en bas qu'il faut chercher la cause du mal, mais en haut. Il est permis de demander si l'enseignement normal, tel qu'il est conçu et pratiqué peut donner ces habitudes intellectuelles faites de clarté, d'ordre, de précision, ces vues d'ensemble qui refoulent les détails dans l'ombre sans les oublier, mais qui mettent en relief l'armature par où les parties s'engrènent dans une harmonieuse unité ; ce goût du naturel et de la mesure qui caractérise ce qui est vrai, grand ou beau, bref, tout ce qu'on désigne d'ordinaire sous le nom de culture générale.

Comment du reste le futur instituteur acquerrait-il cette culture générale à l'école normale, où on lui impose l'étude de trente spécialités différentes ? La multiplicité des notions, en farcissant le cerveau, ne donne qu'un vernis de fausse érudition. Elle crée l'état d'esprit de l'homme à qui l'on décoche l'appellation péjorative de primaire et qui a de vagues clartés de beaucoup de choses, sans le pouvoir de remonter jusqu'aux lois et aux principes, dont il ne soupçonne pas même l'existence.

Un pédagogue de grand talent, M. Hendrickx, directeur de l'école normale de Liège, résume comme suit ses observations au sujet des résultats de l'examen d'inspecteur cantonal en 1919 : « En résumé, instruction générale insuffisante, connaissances pédagogiques mal assimilées, tendances à perdre de vue les principes généraux pour s'attarder aux détails, tels sont les défauts capitaux mis en lumière par l'examen. »

L'examen d'aptitude aux fonctions d'inspecteur adjoint et d'inspectrice adjointe auquel se sont présentés, en 1920, cinq cents candidats, a donné lieu à des constatations analogues pour un certain nombre de postulants. Les voici :

a) Instruction générale en surface sans profondeur, notamment insuffisance de la composition écrite ;

b) Conception étriquée de la pédagogie ;

c) Insuffisance de l'esprit d'observation et de discernement ; on applique automatiquement les procédés sans tenir compte des contingences.

Toutefois M. Hendrickx n'impute pas aux instituteurs la responsabilité de ces défaillances. A l'en croire, la cause du mal git tout entière dans l'insuffisance de la culture reçue à l'école normale.

L'éminent directeur de l'école normale de Liège préconise une réforme à

laquelle nous souscririons volontiers, mais nous n'y croyons pas les esprits suffisamment préparés. A regret, nous nous bornerons à suggérer un rajustement des programmes et de l'horaire de l'école normale, très peu adaptés l'un et l'autre à la formation générale.

Qu'on en juge :

Sur les 117 heures hebdomadaires de cours, réparties entre les cinq années, 34 $\frac{1}{2}$ heures sont accordées à l'écriture, aux travaux manuels, à la gymnastique et au dessin, 7 heures à la préparation professionnelle directe. Il reste donc 76 heures dans lesquelles sont comptées 13 heures consacrées à l'étude pratique d'une seconde langue, 1 heure d'hygiène, 1 heure de commerce et 5 heures de chant. On dispose de bien peu de temps pour les quelques matières qui pourraient servir à la culture générale. Aussi propose-t-on une autre conception de l'enseignement normal. On partirait de ces trois principes :

1° Il importe surtout d'affiner les facultés du futur instituteur, de lui inspirer le goût de l'étude, de le mettre à même de s'instruire seul et facilement au sortir de l'école normale;

2° Il faut, dans l'horaire, réduire à la portion congrue les branches à caractère nettement utilitaire, dont la valeur éducative demeure discutable, malgré les affirmations des spécialistes. On ne les supprimerait pourtant pas, pour l'ordinaire : il faut munir l'instituteur des connaissances élémentaires, quelles qu'elles soient, qu'il aura à enseigner plus tard à ses élèves;

3° Au point de vue de la préparation professionnelle, l'étude systématique de la nature humaine, de la nature de l'enfant, des lois de son esprit, du processus de ses volitions, des influences réciproques de son corps et de son âme, a une importance et une valeur tout autre, que l'exposition des procédés didactiques, la dissection d'un programme type ou l'explication et le commentaire du règlement modèle. La réforme proposée commencerait donc par un élagage sérieux, par une bonne coupe dans l'horaire des branches les moins favorables à la culture générale. Puis on introduirait l'enseignement du latin, dont les esprits les plus éclairés ont reconnu et proclamé la valeur incalculable pour la formation, l'assouplissement, l'affermissement des intelligences.

Rappelons un témoignage entre mille. Chargé de dépouiller et de résumer les réponses envoyées par les membres du Conseil supérieur de l'instruction publique de France au Ministre qui les avait consultés sur la question des humanités, M. Beaulavon s'exprime ainsi : « Le plus grand nombre, presque les deux tiers, estiment que la vieille éducation classique à base de langues anciennes, pourvu qu'on réussisse à y faire pénétrer des études scientifiques solides et intelligentes, est le moyen éminent, le moyen par excellence d'obtenir la véritable culture générale de la personnalité, qu'elle est par conséquent nécessaire non pas seulement à la petite poignée de futurs humanistes, mais à tous ceux qui auront à penser et à agir par eux-mêmes, à critiquer, à comprendre, à innover, à juger avec finesse comme avec géométrie; ils veulent donc donner cette même culture générale, littéraire et scientifique à la fois à tout le meilleur de notre jeunesse. »

Au premier rang de ceux qui auront à penser et à agir par eux-mêmes, à critiquer, à comprendre, à innover, à juger avec finesse comme avec géométrie, ne convient-il pas de placer les instituteurs à qui est confiée la plus noble, mais aussi la plus difficile des tâches : former des âmes, c'est-à-dire des esprits justes et des cœurs forts, introduire un peu d'intelligence et de force morale dans la vie privée comme dans la vie publique, allumer dans le monde des lumières bienfaisantes.

L'œuvre est belle. La culture classique rendra l'instituteur plus apte à la réaliser dans sa plénitude. Elle le relèvera à ses propres yeux. Elle accroîtra auprès des enfants et de leurs parents le prestige de maîtres qu'elle égalera à tous les ouvriers intellectuels, tandis que trop souvent ils n'apparaissent qu'au rang de mercenaires. La culture classique enfin leur donnera un rayonnement bien plus grand de pensée et d'influence.

Est-il étonnant que, convaincues de la vertu de la culture humaniste, deux nations voisines viennent d'apporter de profondes modifications au régime de leur enseignement normal et de leur enseignement primaire.

En Italie, un décret Gentile a introduit le latin, non seulement dans tout l'enseignement moyen, mais encore dans le programme des études normales : le latin est obligatoire dès la deuxième année du cours inférieur, six heures par semaine y sont consacrées dans chacune des trois classes inférieures, cinq heures dans la première classe du cours supérieur et quatre dans chacune des deux classes suivantes.

Mais ce n'est pas par une porte dérobée qu'il faut établir le latin à l'école normale. Si l'on réduit le nombre d'heures consacrées aux branches pratiques, si l'on reporte quelques heures de science ou de mathématiques aux classes supérieures, on trouvera le temps suffisant, soit approximativement une heure par jour pendant cinq ans, à accorder à l'enseignement du latin. Si l'on ajoute dans les classes supérieures un cours très élémentaire, mais systématique, de logique, de psychologie rationnelle et d'éthique, on aura, nous paraît-il, tous les éléments d'une formation bien autrement puissante que celle que le système actuel peut donner. Peut-être alors que les pouvoirs publics seront amenés à reconnaître cette préparation plus parfaite de l'instituteur à ses fonctions et son ascension dans l'échelle sociale par l'octroi d'un traitement mieux en rapport avec la culture exigée et l'importance des services qu'il est appelé à rendre.

Que cette réforme soit désirée par tous les hommes d'enseignement, on ne peut en douter. Connaissant l'avantage d'une telle étude pour la formation d'une élite nécessaire à toute démocratie, ils espèrent que non seulement on renforcera l'étude du latin dans l'enseignement normal, mais qu'il viendra un temps où nos élèves de l'enseignement primaire, et notamment les enfants du 4^e degré, voudront participer aussi à un enseignement qui élèvera leur esprit et leur cœur et qui jusqu'ici avait été le privilège de quelques-uns. Ce jour-là tous les enfants du peuple connaîtront avec joie une plus haute culture.

Passons maintenant à l'examen du Budget.

Il prévoit :

Pour dépenses ordinaires, une somme de fr.	287,576,695 97
Pour dépenses exceptionnelles, une somme de	47,175,788 »
Soit ensemble. fr.	<u>334,752,483 97</u>

Comparés aux crédits alloués pour l'exercice 1923, ces chiffres accusent :

Pour les dépenses ordinaires, une augmentation de . fr.	5,508,397 87
Pour les dépenses exceptionnelles, une augmentation de .	41,839,963 »
Soit pour l'ensemble une augmentation de . . . fr.	<u>47,348,360 87</u>

Il y a lieu, en outre, de tenir compte des crédits prévus au Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires, crédit dont l'ensemble s'élève à 33,640,737 francs.

Les principales augmentations résultent de l'accroissement des pensions et de leur taux moyen, de la majoration de l'indemnité familiale du personnel enseignant, des augmentations réglementaires de traitement des professeurs de l'enseignement moyen et des inspecteurs de l'enseignement primaire, du paiement par l'État des traitements des instituteurs, etc. La majoration la plus importante — 24,852,519 francs — est due aux indemnités temporaires et mobiles de vie chère qui figuraient précédemment au Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires.

Il s'agit d'un crédit non limitatif, calculé dans l'hypothèse où l'index-number dépasserait 420 pendant toute l'année 1924.

CHAPITRE PREMIER.

ADMINISTRATION CENTRALE.

Ce chapitre prévoit un crédit de 3,530,845 francs pour les traitements des fonctionnaires, employés et gens de service de l'Administration centrale; au regard du chiffre afférent à l'exercice précédent, ce crédit ne présente qu'une augmentation de 77,223 francs, bien qu'il comporte une somme de 130,000 francs prévue par les augmentations réglementaires, ainsi que pour les rétributions des agents de la section d'enseignement de l'Administration des territoires rédimés.

Cette majoration a paru manifestement insuffisante à votre Commission.

* * *

La question du relèvement des traitements préoccupe à bon droit et de plus en plus tous les agents de l'État. Elle ne peut manquer de retenir l'attention bienveillante de la Chambre qui se doit de remédier le plus tôt possible à une situa-

tion indigne de la haute valeur de nos fonctionnaires et de leur esprit de dévouement aux services publics.

Que la situation soit devenue intolérable pour la plupart, tout le monde en convient.

Déjà en 1914, elle n'était pas brillante. L'Association des fonctionnaires des administrations centrales de l'État, non compris le Département des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes adressant récemment une requête à l'honorable Premier Ministre, disait : « Le caractère modéré de notre demande vous apparaîtra encore mieux, si vous voulez bien considérer qu'en prenant pour point de départ le barème des traitements de 1914, on s'appuie sur une base qui, elle-même, à cette époque était défavorable aux fonctionnaires de l'État, étant donné que la rétribution de ceux-ci était déjà insuffisante. En fait, les traitements avaient fait l'objet de mesures de relèvement, dans les divers départements, entre les années 1910 et 1912. Mais ces rajustements avaient été eux-mêmes très modérés, surtout si l'on tient compte de l'augmentation sensible du coût de la vie dans les dernières années qui ont précédé la guerre. Avant cela, c'est-à-dire avant le relèvement de 1910 à 1912, les traitements n'avaient plus été révisés depuis l'année 1868. »

On pourrait ajouter que, comparée aux positions rémunératrices offertes par le commerce et l'industrie à des hommes d'égale valeur, la situation des serviteurs de l'État en 1914, était nettement inférieure. La vie était étroite. On vivait sans luxe; mais enfin on vivait avec l'espoir légitime d'une amélioration attendue et d'un avenir plus large.

Hélas! l'avenir est venu.

Il n'a apporté aux fonctionnaires que des désillusions.

L'enchérissement de la vie n'a fait que croître depuis 1914, et surtout depuis l'armistice, dans des proportions qui ont laissé loin derrière elles les minimales améliorations consenties par nos maîtres argentiers. Sans doute, à cause de la guerre, à cause de la défaillance de l'Allemagne à réparer, le pays s'est trouvé dans de telles difficultés financières qu'il a fallu chercher un remède au mal dans la compression des dépenses. Ce remède ne devait être que provisoire en ce qui concerne les serviteurs de l'État. Il est temps qu'on y renonce.

En effet, nos fonctionnaires connaissent un abaissement immérité de leur *standard of life*, un étriquement progressif de leurs moyens de subsistance et de représentation sociale. Ils se préoccupent à bon droit d'assurer à leurs enfants une éducation convenable et un avenir conforme aux prévisions d'avant guerre. Ils ne peuvent guère, sans de grandes privations et de pénibles souffrances morales, remplir ces devoirs fondamentaux.

De là un état d'inquiétude continuelle, démoralisant, mauvais conseiller.

Un homme, qui étudie avec une rare autorité la crise de la natalité belge, le R. P. Lemaire, publiait récemment dans la *Libre Belgique* un tableau extrêmement suggestif qui prouve à l'évidence que la crise de la natalité sévit sévèrement dans le monde des fonctionnaires et des agents de l'État. Il concluait que la question devient angoissante, que nous allons à une catastrophe, que

l'État doit se mettre résolument en face de ce problème vital, l'envisager dans toute sa plénitude et le résoudre au mieux des intérêts de la Belgique.

C'est dire que dans le relèvement des traitements, il devra être tenu compte des familles nombreuses.

On aura beau faire. Il faudra bien en arriver à comprendre, d'une part, que l'intérêt du pays réclame le plus grand nombre possible de familles nombreuses, et, d'autre part, qu'il est injuste, pour le même travail, de donner le même salaire à un célibataire et au chef d'une famille nombreuse.

Les célibataires, les hommes mariés qui n'ont qu'un enfant, n'ont pas de charges familiales, ou en ont de très légères. Ils vivent pour eux-mêmes sans songer à l'intérêt ultérieur et aux besoins de la collectivité. Ceux, au contraire, qui ont de nombreux enfants, ont des charges proportionnées. Et ils ont, non seulement, leur valeur personnelle de travailleurs, mais encore leur valeur sociale de pourvoyeurs de l'avenir.

La Ligue des familles nombreuses, réunie en assemblée générale le 25 mai dernier, à l'Hôtel de Ville de Bruxelles, a adopté, à l'unanimité, le vœu : « Que dans l'établissement du nouveau barème des traitements et salaires du personnel de l'État — y compris les militaires et les instituteurs — le Gouvernement et les Chambres adoptent les bases qui leur ont été proposées par le Comité central de la Ligue et dont la disposition principale consiste à porter les allocations familiales : à 3 francs par jour pour chacun des deux premiers enfants et à 4 francs par jour pour le troisième et pour chacun des suivants. »

Ce serait une injustice flagrante, et qui pourrait amener de graves conséquences, que, dans l'établissement du nouveau barème attendu par tous et pour tous, de ne pas tenir compte d'un vœu si nettement conforme au bon droit et aux intérêts de la Patrie.

Nous souhaitons donc que la question soit résolue sans retard, afin que l'organisation des services publics, utile à tous, n'ait pas à en souffrir, car, telle est — le Roi le rappelait dans son récent discours de Namur — « la mission des fonctionnaires, souvent obscurs, dont les mérites ne sont pas assez reconnus et dont l'existence matérielle n'est souvent pas en rapport avec la préparation qui doit être exigée d'eux et avec l'importance de leur rôle. »

CHAPITRE II.

PENSIONS ET SECOURS.

Ce chapitre est en augmentation de 1,040,000 francs.

Cette augmentation se justifie :

1° Par l'accroissement du nombre de pensions et de leur taux moyen ;

2° Par les conséquences budgétaires de l'application de l'arrêté royal du 22 février 1921 (*Moniteur* du 6 mars) qui met à la charge du Département liquidateur, non plus le premier trimestre de la pension ou une fraction, mais tous

les arrérages échus à l'expiration du trimestre pendant lequel la Cour des Comptes approuve le règlement de la pension, le plus souvent neuf mois après l'entrée en jouissance de celle-ci.

Votre Commission avait demandé l'an dernier au Gouvernement de lui faire connaître ses intentions quant au relèvement des pensions du personnel enseignant et notamment de la pension des instituteurs.

A cette question, l'honorable M. NOLF nous avait répondu que le problème était à l'étude, qu'une Commission avait été constituée pour examiner les propositions qui ont été émises et pour élaborer un avant-projet de codification et de coordination de la législation sur les pensions des membres du personnel enseignant, « Les travaux de la Commission, ajoutait l'honorable Ministre des Sciences et des Arts, sont poussés activement ».

Un an s'est écoulé et la Commission continue ses études; qu'elle continue aussi à les pousser très activement, nous n'en doutons pas, mais il faut cependant aboutir.

Votre Commission insiste pour qu'il soit donné satisfaction aux revendications légitimes du personnel enseignant.

L'honorable Premier Ministre a bien voulu reconnaître, à l'occasion d'un débat récent, que la pension des fonctionnaires est un droit, une sorte de prolongation du traitement. Il ajoutait que le Gouvernement prenait l'engagement de faire suivre la péréquation des traitements d'une péréquation des pensions, l'une et l'autre devant produire des effets rétroactifs au 1^{er} juillet 1923.

Cette double déclaration aura réconforté tous les serviteurs de l'État; il est à espérer qu'une solution interviendra à bref délai.

CHAPITRE III.

SCIENCES.

Les crédits prévus à ce chapitre n'ont donné lieu à aucune observation.

CHAPITRE IV.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Ce chapitre est en augmentation de 370,500 francs.

Cette augmentation est la conséquence budgétaire de la loi du 15 octobre 1921 (art. 7 et 11) relative aux Mieux doués. Le montant des subsides de l'État aux Fonds communaux, intercommunaux et provinciaux des Mieux doués est fixé pour l'exercice 1924 à 15 centimes par habitant, soit une majoration de cinq centimes sur les subsides de l'an dernier.

CHAPITRE V.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Divers amendements du Gouvernement ont modifié les crédits primitifs et porté l'augmentation de ce chapitre à 916,700 francs.

Cette majoration résulte en grande partie de l'application de la loi du 31 juillet 1923 sur l'emploi des langues à l'Université de Gand; elle comporte notamment une somme de 287,300 francs destinée à couvrir les charges nouvelles résultant des nominations dans le corps professoral et dans le cadre administratif des Universités de l'État, et une somme de 221,400 francs en charge temporaire, nécessaire en vue de l'installation des nouveaux auditoires et laboratoires à l'Université de Gand.

Plusieurs de nos collègues ont exprimé le désir de connaître les résultats de l'application de la loi relative à l'emploi des langues à l'Université de Gand.

Votre Commission a demandé, à ce sujet, des précisions au Gouvernement. Les voici :

Université de Gand.

A. — Nombre des inscriptions au régime flamand et au régime français pour les grades légaux de candidat autres que celui de candidat ingénieur :

	Régime flamand.	Régime français.
Première épreuve de la candidature en philosophie et lettres préparatoire au droit	0	24
Première épreuve de la candidature en philosophie et lettres préparatoire aux doctorats autres que le doctorat en philologie germanique. . .	0	11
Première épreuve de la candidature en philosophie et lettres préparatoire au doctorat en philologie germanique	2	1
Première épreuve de la candidature en sciences physiques et mathématiques	2	7
Première épreuve de la candidature en notariat.	1	6
Première épreuve de la candidature en sciences naturelles	5	32
Première épreuve des candidatures en sciences naturelles et en médecine combinées	0	3
	<u>10</u>	<u>84</u>

B. — Nombre des inscriptions aux écoles techniques (première année), toutes sections réunies :

318	162 Belges :	0 aucun élève ne suit tous les cours flamands.
		143 élèves suivent exclusivement tous les cours français.
	156 étrangers :	19 élèves suivent des cours flamands et des cours français ⁽¹⁾ .
		1 élève suit exclusivement les cours flamands (hollandais).
		155 élèves suivent exclusivement les cours français.

N. B. — A la Section des ingénieurs électriciens (grade complémentaire), sur 17 élèves (16 Belges, 1 étranger), 3 élèves suivent un cours d'électrotechnique générale, dédoublé (cours flamand et cours français faits par le même professeur).

C. — Nombre des inscriptions pour les grades scientifiques autres que ceux qui sont conférés par les Écoles (cours faits exclusivement en flamand) :

Première épreuve de la candidature en histoire de l'art et archéologie	6
Première épreuve de la licence en sciences commerciales. . .	24
Première épreuve de la candidature en éducation physique. . .	3
	30

Divers membres se sont élevés contre l'autorisation accordée à certains professeurs de l'Université de Gand de donner des cours dans un établissement d'enseignement supérieur établi à Gand; d'autres, soucieux de l'application intégrale des dispositions relatives à l'organisation des cours flamands ont fait remarquer qu'on n'exigeait pas la présence aux susdits cours des élèves obligatoirement inscrits.

Votre Commission a adressé, à ce sujet, une question, à M. le Ministre des Sciences et des Arts, qui lui a répondu ce qui suit :

« Il est exact que certains professeurs et chargés de cours de l'Université de Gand donnent des cours dans un établissement d'enseignement supérieur établi à Gand.

Dans d'autres cas analogues, on s'est toujours inspiré d'un esprit de large tolérance. Le Comité organisateur de l'établissement visé ayant déclaré que « l'école des Hautes Études de Gand ne s'érige pas en rivale de l'Université » le Gouvernement a estimé qu'il n'y avait pas lieu d'interdire à des membres du personnel enseignant des universités de l'État de prêter leur concours à cette école. Il ne manquerait pas de prendre les mesures requises si des abus se produisaient.

Les étudiants « doivent assister effectivement » aux cours flamands obligatoires et leur simple inscription aux dits cours sans « leur présence matérielle » ne pourrait être considérée comme satisfaisant à la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891

(1). Sur ces 19 élèves, 17 suivent le cours flamand de géométrie descriptive (cours flamand et cours français faits par le même professeur), 6 le cours flamand de physique (cours flamand et cours français faits par deux professeurs différents), 6 le cours flamand de chimie (id.), 1 les exercices de rédaction flamande (id.).

pour ce qui concerne les articles 33 (chaque Université ne peut conférer de diplôme qu'à ses propres élèves) et 40, alinéa 2 (les diplômes et certificats délivrés par une Université attestent de plus, que ceux qui les ont obtenus étaient réellement des élèves de ces Universités).

Les étudiants ne pourraient éventuellement passer un examen sur les cours flamands devant le jury central en français. L'examen doit être subi en entier devant le jury de l'Université ou devant le jury central. »

Plusieurs membres ont demandé que le Gouvernement encourage l'étude des dialectes flamands tout autant que celle des dialectes wallons. Une école de dialectologie flamande existe depuis longtemps à Louvain; elle a son organe : les *Leuvensche Bijdragen*, créé en 1896, et où ont été publiés des travaux de très grande valeur. Une étude systématique a été mise sur le métier, il y a un an; elle est en bonne voie et dispose de la collaboration d'un grand nombre d'étudiants et de docteurs en philosophie et lettres. Il faudrait que celui qui dirige cette légion de chercheurs jouisse des mêmes facilités que M. Haust, détaché de l'athénée royal de Liège, pour s'occuper de la rédaction du dictionnaire wallon.

Pour répondre au désir de plusieurs membres de votre Commission, nous donnons ci-dessous un tableau de la population universitaire :

Nombre des étudiants qui se sont inscrits pendant les années 1919, 1920, 1921, 1922 et 1923 pour subir devant les jurys constitués par le Gouvernement et les jurys universitaires, la première épreuve des examens de candidat en philosophie et lettres, candidat notaire, candidat en sciences naturelles, candidat en sciences physiques et mathématiques et candidat ingénieur :

Désignation du Jury ou de l'Université.	Candidat en philosophie préparatoire au droit.	Candidat en philosophie préparatoire au doctorat.	Candidat en notariat.	Candidat en sciences naturelles préparatoires à la médecine.	Candidat en sciences naturelles préparatoires au doctorat.	Candidat en sciences physiques et mathématiques.	Candidat ingénieur.
Année 1919.							
1. Jury central	21	8	6	12	4	4	7
2. Jury Saint-Louis à Bruxelles	220	1	»	1	»	»	»
3. Jury Notre-Dame de la Paix à Namur . . .	74	42	»	20	65	»	»
4. Université de Gand . .	72	26	44	147	»	9	49
5. Université de Liège . .	114	54	26	263	107	23	192
6. Université de Bruxelles.	229	24	51	274	159	17	253
7. Université de Louvain .	209	101	91	554	250	18	186
TOTAUX . . .	969	256	218	1,270	585	71	681
Année 1920.							
1. Jury central	15	22	3	2	5	4	9
2. Jury Saint-Louis à Bruxelles	85	1	»	»	»	»	»
3. Jury Notre-Dame de la Paix à Namur . . .	43	5	»	23	10	»	»
4. Université de Gand . .	38	19	15	71	»	2	43
5. Université de Liège . .	74	29	13	145	64	12	216
6. Université de Bruxelles.	82	20	29	199	82	11	183
7. Université de Louvain .	83	53	40	374	140	12	120
TOTAUX . . .	420	149	100	814	301	41	571

Désignation du Jury ou de l'Université.	Candidat en philosophie préparatoire au droit.	Candidat en philosophie préparatoire au doctorat.	Candidat en notariat.	Candidat en sciences naturelles préparatoires à la médecine.	Candidat en sciences naturelles préparatoires au doctorat.	Candidat en sciences physiques et mathématiques.	Candidat ingénieur.
Année 1921.							
1 Jury central	25	27	4	6	5	3	5
2 Jury Saint-Louis à Bru- xelles	94	1	»	»	»	»	»
3. Jury Notre-Dame de la Paix à Namur.	37	3	»	9	25	»	»
4. Université de Gand.	36	10	15	64	»	5	40
5 Université de Liège.	79	21	13	111	34	10	202
6. Université de Bruxelles.	101	34	11	115	91	23	156
7. Université de Louvain	81	64	18	537	116	20	129
TOTAUX	453	160	61	842	271	61	532
Année 1922.							
1. Jury central	25	21	2	3	8	4	11
2. Jury Saint-Louis à Bru- xelles	82	1	»	»	»	»	»
3. Jury Notre-Dame de la Paix à Namur.	45	9	»	8	20	»	»
4 Université de Gand.	32	10	8	20	29	3	27
5. Université de Liège.	56	43	4	78	36	16	164
6. Université de Bruxelles.	71	26	5	102	36	10	127
7. Université de Louvain	85	57	26	347	125	5	91
TOTAUX.	396	167	45	558	254	38	420
Année 1923.							
1 Jury central	19	23	12	5	7	8	8
2. Jury Saint-Louis à Bru- xelles	56	»	»	»	»	»	»
3. Jury Notre-Dame de la Paix à Namur.	41	10	»	6	21	»	»
4. Université de Gand.	35	20	10	3	49	4	27
5. Université de Liège.	79	51	3	92	28	7	152
6. Université de Bruxelles.	80	22	11	111	66	10	45
7. Université de Louvain	85	81	16	266	110	16	136
8. École des Mines de Mons.	»	»	»	»	»	»	2
TOTAUX.	395	207	52	483	281	45	370
TOTAUX GÉNÉRAUX	2,633	939	476	3,967	1,692	256	2,580

*Nombre d'étudiants admis aux épreuves préparatoires
pendant les années 1919 à 1923 :*

	1919	1920	1921	1922	1923
1. Jury d'homologation .	140	140	128	164	185
2. Université de Gand .	65	»	»	»	»
3. Id. de Liège .	201	120	»	102	93
4. Id. de Bruxelles.	57	»	»	36	»
5. Id. de Louvain .	118	123	»	110	62
TOTAUX. . .	581	383	128	412	340

N. B. — Les chiffres mentionnés pour les universités se rapportent aux épreuves préparatoires à l'examen de candidat ingénieur subies dans ces établissements.

*Nombre des certificats d'études moyennes homologués
pendant les années 1919 à 1923 :*

1919	1,807
1920	1,867
1921	1,771
1922	1,821
1923	1,664

CHAPITRE VI.

ENSEIGNEMENT MOYEN.

La majoration de ce chapitre est de 1,752,297 francs.

Le Gouvernement la justifie comme suit :

1° Prévision pour l'application du nouveau barème des traitements du personnel enseignant ; la dépense totale probable est de 1,650,000 francs, supportée de la manière suivante : Etat, 500,000 francs ; communes, 137,500 francs ($\frac{1}{5}$) ; augmentation du minerval révisé par l'arrêté royal du 2 juin 1923 (*Moniteur* du 24 août), 962,500 francs ;

2° Création d'emplois dans les établissements d'enseignement moyen depuis le 1^{er} juin 1923, 73,337 francs ; création d'une école moyenne pour filles à Ostende, 115,000 francs dont 96,625 francs provenant du transfert de l'article 79, par suite du rattachement de l'école primaire à l'école moyenne dont elle formera la section préparatoire ;

3° Augmentation de 350,000 francs par suite du rattachement à la Belgique des territoires d'Eupen et de Malmédy.

De nombreux membres ont exprimé le désir de voir le Gouvernement doter

d'un statut les professeurs des écoles moyennes de l'État; d'autres ont demandé instamment que des modifications soient apportées d'urgence à l'organisation de la Caisse des veuves et des orphelins du personnel de l'enseignement moyen.

Les lignes suivantes résument les vœux exprimés par nos collègues, vœux auxquels votre Commission s'est unanimement ralliée :

Les professeurs d'écoles moyennes se plaignaient avant la guerre déjà de l'absence de règles précises déterminant les conditions d'admission et d'avancement dans l'enseignement moyen du second degré; ces plaintes se sont reproduites après l'armistice, mais n'ont pu provoquer jusqu'ici l'adoption d'un arrêté assurant le recrutement et les promotions basés sur le mérite et la capacité.

L'importance croissante des écoles moyennes, leur prospérité extraordinaire et le rôle prépondérant qu'elles sont appelées à jouer dans l'avenir font, semble-t-il, au Gouvernement une obligation pressante d'octroyer au personnel de ces établissements un statut destiné à assurer le meilleur recrutement possible, à stimuler les dévouements, à encourager les initiatives et à récompenser le vrai mérite.

Ces considérations avaient retenu l'attention de M. Destrée lors de son passage au Ministère des Sciences et des Arts.

Une commission mixte, composée de directeurs de son Département et de délégués du personnel avait été chargée de lui soumettre des propositions dans ce sens. Le travail est terminé depuis 1924.

Il est incontestable que, prises dans leur ensemble, les dispositions proposées par cette commission sont intéressantes et révèlent chez leurs auteurs un réel désir de sauvegarder les intérêts de l'enseignement moyen tout en défendant ceux du personnel en cause.

On y remarque que l'avancement et les augmentations sont subordonnées à l'octroi de cotes de valeur et à un classement de mérite dans lequel l'ancienneté joue un rôle secondaire, mais où les aptitudes et le dévouement constatés par les rapports des directeurs et inspecteurs ont une influence prépondérante.

Le Conseil de classement du personnel d'après les cotes de valeur et le Conseil d'arbitrage suggérés par cette commission sont deux propositions extrêmement intéressantes, qui pourraient être réalisées sans plus tarder.

D'autant plus que par arrêté royal du 17 décembre 1923, paru au *Moniteur* du 22 du même mois, il doit être institué dans chacun des départements ministériels un ou plusieurs conseils de discipline dont la composition et les attributions concordent parfaitement avec la composition et les attributions du Conseil d'arbitrage réclamé par le personnel des écoles moyennes.

Il n'est pas inutile de faire remarquer que des institutions du même genre existent dans l'enseignement primaire sous le nom de Conseils d'appel et y rendent des services appréciés. (Loi 1914, art. 35.)

La question troublante des pensions préoccupe aussi de plus en plus le personnel de l'enseignement moyen de l'État.

Une Commission interministérielle s'en est occupée; son rapport n'a pas été publié jusqu'ici.

Plus récemment, la Commission d'enquête administrative présidée par M. le conseiller de Haene, rencontrait ce point dans un de ses rapports et concluait en ces termes :

« Le régime actuellement en vigueur constitue une entrave de l'État à l'égard de ses agents. Aussi, conviendrait-il de le modifier par une adaptation aux méthodes modernes adoptées dans d'autres administrations publiques ou dans des entreprises privées, lesquelles assurent à leur personnel, soit avec la participation de celui-ci, soit à titre gratuit, des pensions de retraite dans des conditions telles que leur liberté de renoncer au service de ce personnel reste entière. Grâce à ce régime, ces administrations ou entreprises, à la différence des services de l'État, ont donc la faculté d'éliminer les incapables et les inutiles en leur réservant le droit à une pension en rapport avec leurs états de services et de ne conserver dans leurs rangs que les éléments productifs. »

Cette Commission conclut encore à l'unification des règlements régissant, d'une part, la mise à la retraite et, d'autre part, l'octroi de pensions aux veuves et aux orphelins, permettant la centralisation entre les mains d'une seule direction.

Les provinces de Brabant et du Hainaut, la Caisse d'Épargne, la Banque Nationale, la Caisse des Reports, les Usines Solvay, plusieurs grandes associations minières et métallurgiques, etc., ont adopté pour la pension de leur personnel, des veuves et des orphelins de ces derniers, des dispositions qui se rapprochent très sensiblement de celles que réclament les professeurs de nos écoles moyennes.

Signalons encore que les différents groupements de l'enseignement primaire et ceux de l'enseignement moyen ont émis récemment le vœu de voir se réaliser au plus tôt la réforme des pensions d'après les principes constitutifs de l'assurance-vie et proposé la fusion de leurs caisses pour hâter l'introduction de cette réforme.

En attendant la réalisation de cette mesure éminemment désirable, réalisation qu'une loi seule peut décréter, certaines améliorations pourraient être apportées immédiatement aux statuts de la Caisse des Veuves et Orphelins du personnel de l'Enseignement moyen comme à ceux de la Caisse des Veuves et Orphelins de l'enseignement primaire.

Ces réformes devraient avoir pour but :

- a) De garantir dans tous les cas une pension suffisante à la veuve et aux orphelins ;
- b) D'uniformiser les taux des retenues et de supprimer toutes les retenues extraordinaires ;
- c) De permettre aux célibataires ou veufs affiliés de désigner un bénéficiaire parmi leurs ascendants ou descendants ;
- d) D'admettre une représentation effective et plus importante des délégués du personnel dans le Conseil d'administration de la Caisse des Veuves et Orphelins.

Quant aux années admissibles pour la fixation du traitement, des augmentations et le calcul de la pension de retraite, — l'arrêté royal du 17 janvier 1924

accordant le maximum de traitement après vingt-cinq années de services aux professeurs de l'enseignement moyen n'a pu réaliser qu'en partie les desiderata du personnel. S'il convient d'attendre le rapport de la Commission chargée de l'étude de la péréquation des traitements avant d'examiner à nouveau les revendications qui n'ont pu être satisfaites lors de la dernière révision des barèmes du personnel des Écoles moyennes, il serait malaisé de se refuser à faire disparaître certaines anomalies ayant trait à la façon dont se calcule le nombre d'années de services admissibles pour la fixation du traitement et de la pension.

Il est logique de baser ce calcul sur les mêmes principes pour l'enseignement moyen que pour l'enseignement primaire. Des membres ont fait remarquer que le législateur s'est montré plus généreux pour l'instituteur primaire, que le Gouvernement ne l'a été pour les professeurs de l'enseignement moyen.

Enseignement primaire.

1° Sont admis en vue de la fixation du traitement et de l'octroi des augmentations périodiques *tous* les services rendus postérieurement à l'obtention du diplôme légal, soit dans un établissement d'enseignement *moyen* public ou *privé*, soit dans l'enseignement primaire de l'État (éc. de bienfaisance, des pupilles, etc.), de la commune, de la province, soit dans l'enseignement primaire adopté, adoptable ou *libre* ;

2° Comptent au même titre les services rendus dans l'enseignement primaire, adopté ou adoptable, *antérieurement* à l'obtention du diplôme légal.

Enseignement moyen.

Les articles 22 et 23 de l'arrêté royal du 15 avril 1921, non rapportés dans celui du 17 janvier 1924, énoncent les différents services admissibles pour la fixation du traitement et du classement des professeurs d'écoles moyennes.

Art. 23. A. — *Postérieurement* à l'obtention du diplôme; les services rendus, soit à titre *effectif*, soit à titre *intérimaire* :

- a) Dans les établissements d'instruction soumis au régime des lois organiques de l'enseignement moyen ;
- b) dans les écoles normales primaires de l'État et des communes ;
- c) dans les écoles normales provinciales ou libres agréées ;
- d) dans les écoles primaires communales, adoptées ou adoptables ;
- e) dans les établissements d'instruction dépendant des Ministères de la Justice et de la Défense Nationale.

B. — *Antérieurement* à l'obtention du diplôme légal, les services rendus, soit à titre *effectif*, soit à titre *intérimaire*, dans les mêmes établissements, mais à partir de la 4^e année seulement.

Mais l'article 24 du même arrêté stipule que les services antérieurs à la nomination dans les établissements d'instruction moyenne de l'État doivent, pour

être assimilés aux services ordinaires, être admissibles dans la supputation du taux de la pension éventuelle des intéressés.

Et parmi les services énoncés à l'article 23, il en est pourtant qui ne sont pas admissibles en matière de pension :

A. — Postérieurement à l'obtention du diplôme, les services rendus à titre intérimaire :

- a) Dans les écoles primaires adoptables;
- b) dans les écoles normales provinciales ou libres agréées;
- c) dans les écoles primaires adoptées (antérieurement à la mise en vigueur de la loi du 13 mai 1913).

B. — Antérieurement à l'obtention du diplôme légal, les services rendus soit à titre effectif, soit à titre intérimaire :

- a) Dans les écoles primaires adoptées ou adoptables;
- b) Dans les écoles normales provinciales ou libres agréées.

Il est donc manifeste que l'article 24 de l'arrêté royal du 15 avril 1921 détruit en partie les dispositions prévues aux articles 21 et 22 de cet arrêté.

D'autre part, les services rendus dans l'enseignement libre ou l'enseignement privé, assimilés aux services ordinaires en faveur de l'instituteur primaire, ne sont pas admissibles pour la fixation du traitement, du classement des professeurs d'écoles moyennes.

Enfin, si l'article 24 de l'arrêté rappelé plus haut déclare que ce sont les années admissibles dans la supputation du taux de la pension qui déterminent les années admissibles pour la fixation du traitement et du classement, l'article 23, qui le précède, paraît ne pas tenir compte encore de ce principe, puisqu'il décide que les services militaires rendus pendant la campagne 1914-1918 et donnant droit à l'octroi de chevrons de front ne seront comptés que pour une durée *double* dans le calcul du traitement, alors que ces mêmes années sont comptées pour une durée *triple* en matière de pension.

Ces différentes constatations montrent que les articles 22, 23 et 24 de l'arrêté royal du 15 avril 1921 et l'article 5 de l'arrêté royal du 17 janvier 1924 doivent être modifiés et complétés, de façon à en faire disparaître certaines contradictions et à relever certaines omissions nuisibles aux intérêts du personnel et, en tout cas, injustifiables, en regard des dispositions éminemment plus logiques prises en faveur des instituteurs primaires. Il y aurait donc lieu :

1° De remplacer l'article 22 de l'arrêté royal du 15 avril 1921 par le suivant :

Sont admis, en vue de la fixation du traitement et de l'octroi des augmentations périodiques, tous les services rendus postérieurement à l'obtention du diplôme légal ou de la dispense, soit à titre intérimaire, soit à titre définitif, par les professeurs agrégés de l'enseignement moyen du degré inférieur et les régents d'écoles moyennes, par les porteurs du diplôme de capacité pour l'enseignement

du dessin, de la gymnastique, de la musique, du travail manuel, de l'économie domestique et des ouvrages de mains,
par les instituteurs et institutrices des sections préparatoires :

- a) Dans l'enseignement moyen, public ou privé ;
- b) Dans les écoles normales primaires de l'État et des communes, dans les écoles normales provinciales ou libres ;
- c) Dans les établissements d'instruction dépendant des Ministères de la Justice et de la Défense Nationale ;
- d) Dans l'enseignement primaire de l'État (écoles de bienfaisance, des pupilles, etc.) ;
- e) Dans l'enseignement primaire communal, adopté, adoptable ou libre.

Comptent au même titre et dans les mêmes conditions, les services rendus, antérieurement à l'obtention du diplôme légal ou de la dispense, dans les mêmes établissements, sauf dans l'enseignement moyen privé et dans l'enseignement primaire libre.

2° D'abroger l'article 24 du dit arrêté.

Votre Commission s'est intéressée au sort des maîtres d'études ou surveillants et des professeurs spéciaux — gymnastique et dessin — des athénées. Elle croit que des mesures s'imposent en vue de satisfaire à leurs légitimes revendications.

Nous nous permettons de les résumer. Les premiers demandent l'unification des catégories et l'allocation d'une indemnité de diplôme aux surveillants docteurs, la fixation à 6,300 du premier échelon de leurs traitements, une part de 1,000 francs dans le minerval, la rémunération du cours d'écriture et une meilleure distribution du travail.

Les seconds revendiquent leur assimilation aux licenciés en Art et Archéologie d'une part, en éducation physique d'autre part et le casuel ou minerval des professeurs dits de cours généraux.

Ces revendications nous ont paru modérées et dignes de retenir l'attention de la Chambre et du Gouvernement.

CHAPITRE VII.

ENSEIGNEMENT NORMAL.

Ce chapitre subit une augmentation de 560,335 francs.

Elle est due principalement à l'organisation des écoles d'application de Blankenberghe et de Virton ainsi qu'aux indemnités payées aux professeurs, aux instituteurs et aux institutrices porteurs d'un ou de plusieurs certificats de capacité pour l'enseignement de certaines branches.

A propos de l'article 62, de nombreux membres ont exprimé le vœu de voir le Gouvernement relever le traitement des professeurs des écoles normales de l'État.

Depuis 1920, les instituteurs des écoles communales, adoptées et adoptables, jouissent du maximum de leur traitement après vingt-cinq ans de service; le 1^{er} janvier 1924 le Gouvernement a accordé la même faveur au personnel des écoles moyennes et des athénées; seuls, les professeurs des écoles normales n'obtiennent ce maximum qu'après trente ans de service.

Il y a là une distinction aussi injuste qu'irrationnelle; il n'est pas possible qu'elle persiste plus longtemps; en demandant que le Gouvernement mette fin à cette situation, nos collègues sont persuadés de répondre à ses intentions.

Interrogé à ce sujet, l'honorable M. Nolf nous a fait parvenir la réponse suivante :

« Le Gouvernement ne perd pas de vue cette question qui doit être examinée en même temps que la péréquation générale des barèmes actuellement à l'étude. L'adoption de la mesure préconisée entraînerait une dépense sérieuse pour le Trésor public.

La situation dans l'enseignement normal est différente de celle qui se présente dans l'enseignement moyen. Dans ce dernier enseignement, il a été possible de réaliser la réforme indiquée sans de trop lourdes dépenses, parce que une grande partie des frais pouvait être couverte par l'augmentation du minerval payé par les élèves. Il n'est pas possible de recourir à ce procédé pour les écoles normales, les élèves ne payant pas de minerval dans ces institutions.

A l'heure actuelle, la situation des professeurs d'école normale de l'État reste d'ailleurs toujours supérieure à celle des professeurs d'école moyenne lesquels en règle générale ont fait les mêmes études.

Le traitement minimum de professeur d'école normale est de 7,400 francs (avant la guerre il était de 2,500 francs). Le traitement maximum atteint après 30 années de fonctions est de 14,800 francs (avant la guerre le traitement obtenu après 30 années de fonctions était de 5,000 francs).

D'après le nouveau barème, les régents d'école moyenne débutent avec 6,900 francs, donc avec 500 francs en dessous du traitement correspondant des écoles normales. Après 25 ans de fonctions ils ont un traitement de 12,000 francs qui constitue le maximum; dans les écoles normales, les intéressés ont actuellement 13,000 francs après 24 ans de services, donc 1,000 francs de plus et leur maximum, après 30 ans, dépasse de 2,800 francs le maximum du traitement des régents d'école moyenne.

Les intéressés peuvent donc attendre, sans se réclamer d'une lésion de leurs intérêts, la péréquation générale des barèmes. »

* * *

Nous donnons ci-dessous le relevé des établissements d'enseignement moyen, avec leur population.

*Établissements d'enseignement moyen de l'État du degré inférieur.***A. — GARÇONS.**

	Région flamande du pays.	Région wallonne du pays.
Nombre d'écoles moyennes	30	52
Nombre de classes	124	215

B. — FILLES.

Nombre d'écoles moyennes	15	22
Nombre de classes	52	102

Établissements d'enseignement moyen de l'État du degré supérieur
(Athénées royaux et sections d'athénées).

	Région flamande du pays.	Région wallonne du pays.
Nombre d'établissements.	$9 + 1^{(1)} = 10$	$12 + 4^{(1)} = 16$
Nombre de classes.	$204 + 7^{(1)} = 211$	$253 + 34^{(1)} = 287$

Enseignement moyen de l'État.*Population scolaire au 31 décembre 1923 :*

Athénées royaux	9,309 élèves.
Écoles moyennes de l'État pour garçons	7,458 »
Id. id. pour filles	4,074 »
Total.	<u>20,847 élèves.</u>

Sections préparatoires (primaires) annexées aux écoles moyennes pour garçons	17,451 élèves.
Id. pour filles	6,600 »
Total.	<u>24,051 élèves.</u>
TOTAL GÉNÉRAL.	<u>44,892 élèves.</u>

(1) Section d'athénées.

A titre documentaire, voici le tableau de la population des établissements de l'enseignement libre :

Tableau récapitulatif par provinces.

Provinces.	Classes préparatoires.	Septième ou première préparatoire.	Humanités anciennes.	Humanités modernes.	Sections commerciales.	Sections agricoles.	Cours spéciaux.	Autres sections.	TOTAL.
Anvers	2,303	904	2,294	772	370	30	7	»	6,716
Brabant	2,802	1,424	3,122	2,444	830	»	171	»	10,793
Flandre occidentale. .	2,406	781	1,414	953	44	76	»	»	5,676
Flandre orientale . .	3,253	839	1,692	1,316	282	71	28	72	7,553
Hainaut	375	576	1,879	1,634	»	»	34	»	4,518
Liège	968	548	1,544	1,069	»	99	30	161	4,519
Limbourg	479	523	787	401	»	»	»	»	2,192
Luxembourg.	15	126	302	329	»	82	»	16	870
Namur	391	328	933	724	»	»	8	»	2,386
TOTAL.	12,992	6,807	14,069	9,664	1,526	358	278	249	45,223

On a signalé à votre Commission une œuvre scolaire nouvelle, qui par le but humanitaire et social qu'elle se propose, ne peut manquer de commander la sympathie. C'est la Croix-Rouge de la Jeunesse, section de la Croix-Rouge de Belgique. L'œuvre est récente, elle groupe déjà environ 40,000 enfants des écoles primaires et secondaires de Belgique, qui joindront leurs efforts aux millions d'enfants de 4 à 16 ans, unis dans des œuvres similaires des autres pays civilisés, pour le même but.

Ce but est non seulement de favoriser l'état sanitaire de nos enfants par la création de plaines de jeux, de centres de démonstration d'hygiène, de cliniques scolaires, mais encore de leur donner une éducation morale par la pratique des vertus civiques de solidarité, de désintéressement, de fraternité. Bref la Croix-Rouge de la Jeunesse veut réagir contre le darwinisme social né de la guerre. Son action morale, elle désire la faire cadrer avec l'esprit de l'école moderne et, par son idéal et ses principes, collaborer à l'éducation de nos enfants.

Cette œuvre a rencontré des encouragements parmi les autorités scolaires, les pouvoirs publics, les inspecteurs, les médecins chargés de l'inspection médicale scolaire, et de nombreux éducateurs. Un comité consultatif réunit à sa tête des personnalités du corps enseignant. M. le Ministre des Sciences et des Arts lui a accordé son patronage. Les Directeurs généraux de l'enseignement primaire et normal lui ont apporté leur appui empressé.

Nous souhaitons que ces concours précieux soient renforcés et que les moyens de promouvoir cette œuvre soient l'objet d'une attention particulière des Pouvoirs publics. Il importe en effet de favoriser tous les organismes qui peuvent aider à la vie spirituelle et morale de la nation.

* . *

Des membres ont estimé qu'il y avait lieu de mettre les inspecteurs adjoints de l'enseignement primaire sur le même pied que les inspecteurs cantonaux ; identiques sont les fonctions des uns et des autres ; elles entraînent les mêmes responsabilités ; elles exigent la même autorité et le même prestige.

Interrogé à cet égard, l'honorable M. Nolf nous a transmis la réponse que voici :

« On a sollicité la suppression du cadre des inspecteurs adjoints et l'assimilation de ces fonctionnaires aux inspecteurs cantonaux.

» Il n'est pas possible d'accueillir pareille demande.

» Des 92 agents nommés aux fonctions d'inspecteur adjoint 51 ont satisfait à l'examen établi pour le grade de cantonal.

» Les autres ont échoué ou ne se sont pas même présentés à l'épreuve.

» On ne peut certes reconnaître à ceux-ci les mêmes mérites et les mêmes avantages qu'à leurs collègues.

» Ce serait corrompre la base de toute bonne organisation administrative ».

* . *

Nous donnons ci-dessous quelques statistiques officielles relatives à notre enseignement normal :

Au 31 décembre 1923, il y avait 16 écoles normales de l'État : 9 pour élèves instituteurs et 7 pour élèves institutrices.

Les écoles normales d'instituteurs sont situées respectivement à Blankenberghe, Couvin, Huy, Lierre, Mons, Nivelles, Gand, Verviers et Virton. Les écoles normales d'institutrices sont établies à Andenne, Arlon, Bruges, Bruxelles (rue Berkendael), Bruxelles (2^{me} district), rue des Chrysanthèmes, Liège et Tournai.

A la même date, il y avait 63 écoles normales primaires agréées : 20 écoles normales pour instituteurs et 43 écoles normales pour institutrices.

Parmi les 20 écoles normales d'instituteurs, il y a :

2 écoles normales provinciales (Morlanwelz, Tirlemont) ;

3 écoles normales communales (Anvers, Bruxelles, Liège) ;

15 écoles normales privées.

Parmi les écoles normales d'institutrices, il y a :

2 écoles normales provinciales (Mons, Jodoigne) ;

4 écoles normales communales (Anvers, Bruxelles, Gand, Liège) ;

37 écoles normales privées.

Les tableaux ci-joints font connaître la population de ces divers établissements.

POPULATION.

Écoles normales de l'État pour garçons 1923-1924.

	Section préparatoire.					École normale.				Population générale.
	1 ^{re} année.	2 ^e année.	Total.			1 ^{re} année.	2 ^e année.	3 ^e année.	Total.	
Blankenberghe	8	31	39			28	16	»	44	83
Couvin	12	36*	48			23	14	12	49	97
Gand	17	61	78			59	24	24	107	185
Huy	0	35	35			44	25	16	85	120
Lierre	9	36	45			21	20	16	57	102
Mons	10	37	47			31	16	23	70	117
Nivelles	7	17	24			21	21	14	56	80
Verviers	»	39	39			32	24	18	74	113
Virton	27	34	61			33	27	9	69	130
	90	326	416			292	187	132	611	1,027

Écoles normales de l'État pour filles 1923-1924.

Andenne	24	63	87			42	31	26	99	186
Arlon	20	28	48			45	32	22	99	147
Bruges	29	58	87			50	38	27	115	302
Bruxelles	58	80	138			59	65	57	181	319
Laeken	7	26	33			36	22	20	78	111
Liège	38	53	91			53	38	29	120	211
Tournai	27	84	111			75	51	52	178	289
	208	392	595			360	277	233	870	1 465

Écoles normales agréées pour garçons 1923-1924.

	Section préparatoire.			Nombre de professeurs payés (1).	Nombre de classes.	École normale.				Population générale.
	1 ^{re} année.	2 ^e année.	Total.			1 ^{re} année.	2 ^e année.	3 ^e année.	Total.	
Alseberg	»	22	22	Pas payés.	»	19	16	8	43	65
Arlon	17	38	55	10	4	29	28	15	72	127
Bonne-Espérance	»	62	62	10	6	60	38	21	181	243
Anvers communale).	30	30	60	4 (2)	4	33	21	20	74	134
Anvers	56	67	123	13	5	41	25	26	92	215
Bruxelles (communale)	56	52	108	14 (2)	8	50	30	33	113	221
Bruxelles	30	81	111	13	6	70	24	32	126	237
Gand (strop)	»	40	40	8	4	31	19	15	105	145
Liège (communale)	»	38	38	9	4	33	26	18	115	153
Louvain.	»	10	10	6	4	21	23	21	65	75
Malines	»	78	78	9	5	59	39	37	135	213
Malonne	22	41	63	9	4	61	35	38	144	207
Mechelen-s/M	40	115	155	12	9	66	51	51	168	323
Oostacker	26	30	56	7	4	26	22	10	58	114
Thourout	»	100	100	12	8	87	65	54	206	306
Tirlemont	48	50	98	15	8	52	36	24	112	210
Saint-Nicolas	44	90	134	14	8	97	70	74	241	375
Theux	15	38	53	9	4	46	25	22	93	146
Morlanwelz	26	42	68	4 (2)	4	40	24	19	83	151
										5,735

(1) Y compris le directeur et le professeur de religion lorsqu'il y en a un.

(2) Écoles n'ayant pas de professeur de religion.

Écoles normales agréées pour filles 1923-1924.

	Section préparatoire.			Nombre de professeurs payés (1)	Nombre de classes.	École normale.				POPULATION GÉNÉRALE.
	1 ^{re} année.	2 ^e année.	Total.			1 ^{re} année.	2 ^e année.	3 ^e année.	Total.	
Anvers (communale) .	33	36	69	7 (2)	4	37	32	29	98	167
Anvers	53	66	119	13	6	63	42	34	139	258
Bastogne	33	59	92	14	6	53	31	15	99	191
Blegny-Trembleur. .	18	30	48	11	5	39	14	11	64	112
Brugellette	22	32	54	9	4	18	19	14	50	105
Bruges	10	32	42	1	6	34	61	19	134	176
Bruxelles (communale).	69	80	149	4 (2)	9	35	51	35	121	270
Bruxelles	32	26	58	6	4	25	8	8	41	85
Celles	5	16	21	6	4	19	14	14	47	68
Champion	31	35	66	12	5	53	50	33	136	202
Champion	»	12	12	4	4	4	9	3	16	28
Diest	8	36	44	8	4	27	15	14	56	100
Eccloo	28	89	117	17	8	104	82	45	231	348 (2 sect.).
Gand	16	66	82	14	6	76	48	38	158	240
Gand	»	28	28	6 (2)	4	25	17	22	64	92
Gosselies	16	21	37	9	4	30	21	16	67	104
Gyseghem	»	47	47	13	8	46	45	37	128	175
Hasselt	28	47	75	9	4	45	34	32	111	186
Héverlé	67	209	276	29	15	147	82	49	278	554 (2 sect.).
Hérenthals	30	48	78	12	5	67	44	32	143	221
Hougaerde	20	27	47	13	8	27	29	14	70	117 (2 sect.).
Huy	13	16	29	6	4	21	10	13	44	73
Haies	14	33	47	9	4	19	16	14	49	96
Laeken	31	34	65	9	4	29	29	12	70	135
Liège (communale) .	»	68	68	10	5	48	30	24	102	170
Liège	16	39	55	10	4	43	36	21	102	157
Lens-la-Ville	17	22	39	8	4	23	23	18	64	103
Louvain	13	25	38	9	4	32	19	12	63	101
Mont-Saint-Amand. .	40	70	110	12	6	70	36	36	232	362
Nivelles	15	29	44	10	4	44	22	17	83	131
Pecq	24	30	54	10	4	30	21	16	67	121
Pesche	»	30	30	9	4	33	24	12	69	99
Saint-Nicolas	32	73	105	14	7	70	60	50	180	285
Thielt	23	40	63	8	5	61	34	31	126	189
Turnhout	36	48	84	10	4	39	27	23	89	173
Virton	18	31	49	9	4	30	14	15	59	108
Vosselaer	»	32	32	9	4	14	22	19	55	87
Wavre-Notre-Dame. .	38	49	87	14	9	76	49	36	161	248
Wyneghem.	12	33	45	9	4	36	18	12	66	111
Yveris	42	61	103	17	7	69	37	28	134	237
Jodoigne	15	15	30	6	4	24	20	10	54	114
Renaix	»	20	20	6	4	20	15	12	47	67
Leuze	5	16	21	6 (2)	4	12	9	9	30	51
										6,887

(1) Y compris le directeur et le professeur de religion lorsqu'il y en a un.

(2) Écoles n'ayant pas de professeur de religion.

CHAPITRE VIII.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Ce chapitre est en augmentation de 1,006,804 francs.

Le Gouvernement justifie cette majoration par les raisons suivantes :

1° L'application des arrêtés royaux des 26 et 29 septembre 1923 fixant le nouveau barème des traitements des membres de l'inspection scolaire;

2° Le service des traitements du personnel enseignant primaire des territoires rédimés.

A propos de l'article 79 prévoyant les crédits nécessaires au service annuel ordinaire de l'instruction primaire, votre Commission, à l'unanimité, a émis le vœu de voir le Gouvernement relever le traitement des instituteurs.

La qualité de l'enseignement public dépend de la valeur des maîtres et non seulement de leur valeur intellectuelle et pédagogique, mais encore de la qualité de vie qu'on leur assure; ils doivent pouvoir se consacrer tout entier à leur noble mais très exigeante tâche.

Il ne faut pas que ces hommes qui sont parmi les meilleurs serviteurs de la nation, à qui l'on confie la mission sacrée de former, de fortifier, d'élever l'âme du peuple belge, soient laissés dans une situation pénible, inférieure, amoindrisante, dont ils cherchent, fort légitimement d'ailleurs, à s'évader.

Que l'on se préoccupe de construire des écoles, d'améliorer le mobilier didactique, rien de mieux, à la condition cependant de se soucier avant tout des hommes qui devront occuper ces écoles, enseigner dans ces classes.

Cela aussi est urgent, d'une urgence qui ne souffre point de retard. Car c'est l'homme qui fait la valeur de l'enseignement.

Ayez des locaux excellents, un outillage didactique moderne et complet, si le maître qui enseigne ne vaut rien, ou si, ayant une valeur, il est mal payé, mécontent, découragé, qui en pâtira sinon les élèves? Ayez, au contraire, dans une école défectueuse au point de vue matériel, un bon professeur à qui vous aurez assuré une vie honorable et le minimum de confort requis pour les travaux intellectuels, vous assurerez par le fait même aux enfants confiés à ses soins le maximum de profit.

Si le Gouvernement se résout à des sacrifices, il abolira chez le personnel enseignant cet état constant de gêne et d'instabilité dont souffrent les études. Il rendra au personnel enseignant cette dignité de vie, si nécessaire à leurs travaux.

Qui, en fin de compte, profitera de ces dépenses?

Ce sera la jeunesse belge, notre belle et ardente jeunesse, qui ne demande qu'à travailler sous des disciplines modernes et des maîtres éclairés, afin de se préparer à un avenir fécond et heureux, qui fera, en même temps, la richesse morale et la prospérité matérielle de la patrie.

Le crédit prévu à l'article 86 pour le service des écoles d'adultes a subi une diminution de 465,000 francs, les crédits demandés en 1923 ayant été surévalués.

En 1922, 4,600 classes ont été subsidiées à raison de 160 francs par classe.

Le Gouvernement estime à 5,000 le nombre de classes qui pourront être subsidiées en 1924.

De nombreux membres ont exprimé le désir de voir le Gouvernement développer les écoles d'adultes.

Nombreuses, dans les campagnes, sont les communes qui ne possèdent qu'une école à un seul maître. Dans la province de Namur, par exemple, sur 586 écoles publiques, il n'y en a que 106 à plusieurs maîtres; 480 écoles ne possèdent qu'un seul instituteur. On n'y compte que 29 établissements du quatrième degré, ce qui ne représente pas même 5 %. On ne peut donc songer à généraliser le quatrième degré dans les arrondissements ruraux, car un seul maître ne peut donner l'enseignement des quatre degrés; c'est une impossibilité.

Nos collègues estiment que, là où la création d'un quatrième degré est impossible, il y a lieu d'organiser des écoles d'adultes.

L'enfant de la campagne a droit à un enseignement équivalent à celui que reçoit l'enfant des villes; un régime différentiel serait injustifiable; il faut qu'il puisse acquérir ailleurs les connaissances qui lui seraient inculquées au quatrième degré; les écoles d'adultes sont tout indiquées pour lui procurer cet enseignement complémentaire.

Cette réforme suppose nécessairement la réorganisation du règlement et des programmes des institutions dont il s'agit; elle exigerait également le paiement à l'instituteur chargé de donner les cours d'un salaire convenable.

* * *

Divers membres ont attiré l'attention de votre Commission sur la responsabilité très lourde qui pèse sur les épaules des instituteurs.

L'instituteur est responsable du fait d'autrui. L'article 1384 déclare, en effet : On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde.

L'article continue : Le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leur enfant mineur habitant avec eux ;

Les maîtres et les commettants du dommage causé par leur domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ;

Les instituteurs et les artisans, du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

Cette responsabilité spéciale résulte du fait que l'instituteur a sur les élèves une autorité incontestable, qui lui impose un devoir de surveillance.

Ces dispositions équitables au moment où le Code civil a été rédigé le sont beaucoup moins aujourd'hui; l'organisation scolaire a été complètement modifiée; l'instituteur aujourd'hui n'est plus qu'un employé, en quelque sorte; le patron, c'est les communes ou le comité scolaire qui le nomme et le paie.

Les relations entre l'instituteur et la commune ou le comité scolaire sont celles de salariés à patrons.

En France, une loi du 20 juillet 1899 a reconnu à l'instituteur le caractère de préposé des pouvoirs publics et, à sa responsabilité, a substitué celle de l'Etat.

Le Parlement français est actuellement saisi d'une proposition de loi que nous reproduisons ci-dessous à titre documentaire. Le personnel enseignant appelé de tous vœux une réforme semblable en Belgique.

* * *

« ARTICLE PREMIER. — La loi du 20 juillet 1899 est abrogée.

» La responsabilité civile de l'Etat est substituée à la responsabilité des membres de l'enseignement public pour tous dommages causés à leurs élèves ou par leurs élèves.

» Il en est ainsi toutes les fois que, dans un but de scolarité, d'éducation morale ou physique, non interdit par les règlements, des élèves sont confiés aux membres de l'enseignement public et pendant tout le temps où ils se trouvent sous la surveillance de ces derniers.

» Toutefois, il n'y a pas lieu à responsabilité pour les dommages causés par les élèves s'il est établi que la surveillance la plus active des membres de l'enseignement n'eût pu empêcher le fait donnant lieu à cette responsabilité.

» ART. 2. — Dans aucun cas, les membres de l'enseignement public ne pourront être mis en cause comme civilement responsables par la partie lésée; l'Etat seul pourra exercer son recours contre eux en cas de responsabilité du fait personnel.

» L'action en responsabilité sera portée devant le tribunal ou le juge de paix du lieu où le dommage a été causé et dirigée contre le préfet du Département. Cette action se prescrira par une année. »

* * *

Nous donnons ci-contre la situation des écoles gardiennes au 31 décembre 1923.

Statistique de l'Enseignement primaire. — Situation au 31 décembre 1923.

Écoles gardiennes.

	Nombre des écoles et classes <i>gardiennes</i> soumises à l'inspection de l'État.					Personnel enseignant des écoles <i>gardiennes</i> .						
	Nombre des écoles.	Nombre des classes				Nombre des directrices déchargées de classes		Titulaires de classe		Institutrices suppléantes, intérim, provisoires		Total général.
		pour garçons.	pour filles.	mixtes.	total.	laïques.	religieuses.	laïques.	religieuses.	laïques.	religieuses.	
Écoles communales	1,176	12	10	1,903	1,925	32	»	1,732	162	121	1	2,038
Écoles adoptées.	853	65	70	1,314	1,449	»	3	217	1,215	21	13	1,420
Écoles privées subsidiées	1,489	45	44	1,993	2,082	»	1	417	1,660	6	8	2,092
TOTAUX pour le pays	3,489	122	124	5,210	5,456	32	4	2,356	3,037	148	22	5,599

CATEGORIES D'ÉCOLES.	Population des écoles <i>gardiennes</i>						Nombre des élèves payant volontairement une rétribution scolaire 30 juin 1923.		
	au 30 juin 1923.			au 31 décembre 1923.			Garçons.	Filles.	Total.
	Garçons.	Filles.	Total.	Garçons.	Filles.	Total.			
Communales	33,430	31,800	65,230	31,432	29,672	61,104	230	204	434
Adoptées	27,719	29,792	58,511	26,908	27,509	54,417	69	55	124
Privées subsidiées.	39,076	42,585	82,512	36,746	38,573	75,319	276	290	569
TOTAL POUR LE PAYS.	102,076	104,177	206,253	95,086	95,754	190,840	578	549	1,127

CHAPITRE IX.

BEAUX-ARTS, LETTRES ET BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES.

Ce chapitre est en augmentation de 207,420 francs.

Cette augmentation provient principalement de la majoration des crédits prévus pour le Musée royal des Beaux-Arts d'Anvers, le Musée royal des Beaux-Arts de Belgique, les Musées royaux du Cinquantenaire, les Conservatoires de musique de Bruxelles, de Liège et d'Anvers, pour l'Académie royale flamande de langue et de littérature et pour les indemnités aux bibliothécaires.

*
* *

A propos de l'article 120, de nombreux membres ont émis l'avis que les encouragements donnés par l'État à l'enseignement de la musique, sous forme de subsides aux écoles de musique, ne sont en rapport avec les dépenses que s'imposent ces institutions, ni avec le nombre de celles-ci.

Alors qu'en 1914, le crédit porté au Budget du Ministère des Sciences et des Arts, pour subsides aux écoles de musique, etc., était de 220,200 francs (art. 109), il n'est prévu qu'au chiffre de 390,000 francs pour 1924 (art. 120).

Or, de 1914 à 1924, il a été créé 15 écoles de musique; rien que pour la province de Brabant, le total des budgets des nouvelles institutions atteint, pour 1923, 315,406 francs.

D'autre part, les dépenses des écoles existant en 1914 se sont accrues considérablement.

On peut donc dire que le crédit de 390,000 francs n'est plus en rapport avec l'importance et le nombre des institutions à subsidier.

Certaine école ne touche que 3.53 % du total des dépenses figurant à son Budget; la plupart ne touchent pas 10 %.

Pour ces diverses raisons, votre Commission émet le vœu de voir porter le crédit, prévu à l'article 120, à 500,000 francs dans le Budget de l'exercice prochain.

*
* *

Votre Commission a approuvé le subside alloué par l'article 121 au Théâtre royal de la Monnaie; elle en a même trouvé le montant insuffisant; mais tout subside doit être subordonné à un contrôle de façon à éviter les abus dont peuvent être victimes le public et le personnel de ce théâtre; nous proposons donc la constitution d'une commission de surveillance.

CHAPITRE XI.

DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.

Ce chapitre est en augmentation de 41,839,913 francs.

Cette augmentation résulte principalement des crédits prévus aux articles 157 et 158.

L'article 157 (nouveau) prévoit un crédit de 24,852,519 francs pour les indemnités temporaires et mobiles de vie chère ; ce crédit figurait l'an dernier au Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires.

L'article 158 (nouveau) prévoit un autre crédit de 20,991,749 francs destiné à payer l'indemnité représentant le douzième du traitement augmenté des indemnités de résidence et familiale.

Constructions scolaires.

Le présent Budget ne prévoit aucun crédit pour la construction, l'ameublement, etc., des établissements scolaires ; ces crédits ont été portés au Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires qui a fait l'objet d'un rapport très intéressant de notre collègue, M. Pecher.

Nous croyons utile de résumer brièvement les données relatives au Département des Sciences et des Arts. Le présent document donnera ainsi un tableau d'ensemble de toutes les dépenses faites pour l'enseignement public.

Il est prévu à l'article 9 un crédit de 3 millions pour la construction et l'ameublement de l'école normale de Lierre. 4,500,000 francs avaient été dépensés au 31 décembre 1923. Le total s'élèvera à 7,500,000 francs.

A l'article 10, figure un crédit de 2 millions pour l'achèvement de l'école normale de Nivelles. 6 millions ont été déjà engagés en 1922 et 1923.

A l'article 11, c'est un poste de 2,500,000 francs pour compléter l'école normale de Blankenberghe, dont le coût total sera de 6,200,000 francs.

Pour l'école normale d'Arlon, l'article 12 prévoit 2 millions. 5 millions ont déjà été dépensés. La dépense totale atteindra 8 millions.

A Laeken, le coût total sera de 5 millions. Le crédit prévu pour 1924 est de 3 millions.

L'école normale de Liège, qui coûtera 5 millions environ, obtient un crédit de 1 million pour l'agrandissement des installations actuelles et réparations indispensables. Celle de Tournai dont le coût total est prévu à 3,670,000 francs reçoit 650,000 francs.

Enfin, l'article 15^{bis} prévoit un crédit de 50,000 francs à ajouter au crédit de 500,000 francs voté l'an dernier pour la restauration et l'agrandissement de l'école de Virton.

En ce qui concerne l'enseignement primaire, l'article 16 prévoit des subsides pour construction, ameublement, etc., de maisons d'écoles et de baraquements scolaires, s'élevant à la somme de 10 millions de francs. Les crédits de 1922

et 1923 : 7 millions et 12 millions ont permis de liquider les anciens subsides arriérés, il ne s'agit donc que de faire face aux nécessités présentes.

L'article 17 porte à 6 millions la part d'intervention de l'État dans les réparations de bâtiments d'école des régions dévastées.

Enfin, l'article 17^{bis} prévoit un crédit de 3,040,757 francs pour la construction et l'ameublement de locaux destinés à l'enseignement moyen dans les régions dévastées. Un crédit de 6,363,336 francs a déjà été voté en 1923 et utilisé à concurrence de fr. 4,159,262.94.

Sous le bénéfice des observations ci-dessus présentées, votre Commission, à la majorité des membres présents, a l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de Budget.

Le Rapporteur,
TH. GOLLIER.

Le Président,
EM. BRUNET.

(76)

(N° 332)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 JUNI 1924.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN WETENSCHAPPEN EN KUNSTEN VOOR HET DIENSTJAAR 1924 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER **GOLLIER**.

MIJNE HEEREN,

Uit naam van uwe Commissie, hebben wij de eer verslag uit te brengen over de begrooting van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten voor het dienstjaar 1924.

Al de afdelingen hebben het ontwerp van begrooting goedgekeurd.

Gevolg gevend aan hun wensch van vooruitgang, de vorige jaren reeds geuit, hebben zij zich niet bepaald tot het tweede onderzoek der aangevraagde credieten. Behalve de talrijke aanvragen om verklaring waartoe het onderzoek eener begrooting logisch aanleiding geeft, hebben zij wenschen geuit en talrijke vraagstukken in verband met het ondewijs aangeraakt.

Onder de vraagstukken die vooral de aandacht der afdelingen en daarna der bijzondere afdeling hebben gaande gemaakt, vermelden wij vooral :

De vermindering van de schoolbevolking, de inrichting van het lager onderwijs van den vierden graad en hare gebreken, het verontrustend aantal achterblijvers in al de graden van het lager onderwijs, het onderwijs voor de min begaafde kin-

(1) N° 4-VII.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

- a) Leden van de *Bestendige Commissie voor Binnenlandsche Zaken, Onderwijs en Wetenschappen en Kunsten* : de heeren BRUNET voorzitter, AMÉLOT, BLAVIER, COCQ, DESIRÉE, DOMS, FLAGEY, GOLLIER, HUYSMANS MAX, MELCKMANS, RAMAEKERS, ROMBAUTS, SIFFER en SOUPLIT.
- b) *Zes leden door de afdelingen aangeduid* : de heeren JENNISSEN, DU BUS DE WARNAFFE, GOLLIER, SIFFER, COCQ en AMÉLOT.

deren, de achterlijken of abnormalen, de inrichting van parallel klassen en hulpklassen, de tekortkomingen van het normaal onderwijs, de inrichting van een leergang in het latijn bij het middelbaar onderwijs van den lageren graad en bij het normaal onderwijs.

Hervormingen tijdens het vorige dienstjaar verwezenlijkt.

Alvorens deze vraagstukken aan te vatten, is het billijk den Minister van Wetenschappen en Kunsten geluk te wenschen met het veelvuldig initiatief door hem, in den loop van het vorige dienstjaar, genomen.

In ons verslag van het vorige jaar, kwamen talrijke voorstellen voor en ontwerpen tot hervorming in verband met de weddeverhooging voor de opzieners van het lager onderwijs, de leeraars van het middelbaar onderwijs van beide graden, de aanpassing van het lager onderwijs aan het middelbaar, den overgang van het middelbaar onderwijs naar het hooger,

De geachte heer NOLF heeft rekening gehouden met deze voorstellen en deze hervormingen verwezenlijkt. Verscheidene Koninklijke besluiten hebben achtereenvolgens de barema's verhoogd van de opzieners van het lager onderwijs, van de leeraars van de middelbare scholen en de leeraars der athenea. Een ander Koninklijk besluit heeft de Bijzondere Commissie tot stand gebracht, die wij hadden voorgesteld om het vraagstuk te onderzoeken van de toelating tot de universitaire studiën. In zijne zaakrijke redevoering van Januari, in den Senaat, heeft de Minister, ten slotte, naar aanleiding van zijne begroting, zich volledig aangesloten bij de oplossing door uwe Commissie voorgesteld voor het vraagstuk van den overgang van het lager onderwijs naar het middelbaar.

De verdienste van den heer NOLF is des te grooter, daar hij niet zonder strijd dit alles heeft kunnen tot stand brengen. Dan eens waren het de moeilijke financiële toestanden die een negatieve taktiek voorschreven en niet minder noodzakelijke verbeteringen tegenhielden; dan weer aarzelden de opvoedkundigen zelf omdat zij verdeeld waren over het nut en de gepastheid der voorgestelde hervormingen, en die verschillende stroomingen kwamen in botsing, zoodat men het raakpunt van de goede bedoelingen moest zoeken. Dit heeft de Minister steeds nagestreefd in volle verstandhouding met uwe Commissie.

Wij drukken de hoop uit dat deze verstandhouding moge blijven voortbestaan en dat de heer NOLF, even gunstig, de voorstellen zal onthalen, die wij voornemens zijn in de volgende bladzijden uiteen te zetten.

Afschaffing van scholen en klassen.

De besluiten van 30 Maart 1923 hebben de vereischten verscherpt bepaald bij de besluiten van 14 October 1920 en 26 November 1919 voor het bekomen van de toelagen voor de lagere scholen en de bewaarscholen; de nieuwe bepalingen hebben van 20 op 25 het minimum der gemiddelde schoolbevolking gebracht, in de gewone scholen met meer dan twee klassen.

De toepassing dezer besluiten en van den omzendbrief van 28 Februari 1922 heeft aanleiding gegeven, in de lagere scholen en in de bewaarscholen, tot opheffing van een zeker aantal klassen en besturen zonder klasgeving.

Hieronder volgt een omstandige opgave van de opheffingen tijdens het vorige jaar :

In de gemeentescholen :

Lagere klassen	176
Bewaarklassen	28
Besturen zonder klassen	11
Betrekkingen van bijzondere meesters . .	17

In de aangenomen en aanneembare scholen :

Lagere klassen	126
Bewaarklassen	37
Besturen zonder klassen	21
Betrekkingen van bijzondere meesters . .	3

TOTAAL. 429 betrekkingen.

Om volledig te zijn, moeten wij er aan herinneren dat, in den loop der jaren 1921 en 1922, men 344 lagere klassen en 153 bewaarklassen had gesloten.

Deze afschaffingen deden zich vooral voor in de steden, waar zeer talrijke klassen min dan 15 leerlingen telden; daarentegen, op het platteland, onder meer in de provincie Antwerpen en in de beide Vlaanderen, werden nieuwe bedieningen tot stand gebracht, zooals blijkt uit de volgende statistieken der jongste toelatingen tot de toelagen :

In de gemeentescholen :

Lagere klassen	289
Bewaarklassen	36
Besturen zonder klassen	26
Betrekkingen van bijzondere meesters . .	35

In de aangenomen en aanneembare scholen :

Lagere klassen	294
Bewaarklassen	59
Besturen zonder klassen	23
Betrekkingen van bijzondere meesters . .	17

TOTAAL. 779 betrekkingen.

Kortom, zoo men het aantal afgeschafte klassen vergelijkt met dit der nieuw opgerichte, dan ziet men dat dit laatste bijna het dubbel is van het eerste.

Afneming der schoolbevolking.

Deze merkelijke afneming verontrust terecht de openbare meening en wordt door de officieele statistieken bevestigd.

In 1920-1921 telden de lagere scholen onder het beheer
der wet 968,374 kinderen.

In 1923-1924 telden zij er nog slechts 855,892 »

Een verschil in minus van. 112,482 leerlingen.

TABEL I.

*Lagere scholen.***Aantal klassen en betrekkingen AFGESCHAFT**

AANDUIDING der SCHOOLKANTONS.	Aantal afgeschafte scholen					Klassen										Te zamen.
	gemeenten.	aangenomen.	gesubsidieerde vrije.	Te zamen.		gemeenten.			aangenomen.			gesubsidieerde vrije.				
						Jongens.	Meisjes.	Gemengd.	Jongens.	Meisjes.	Gemengd.	Jongens.	Meisjes.	Gemengd.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15		
Antwerpen	»	2	»	2	1 ^e , 2 ^e en 3 ^e gr.	6	12	»	12	5	»	»	»	»	35	
					4 ^e graad.	»	»	»	1	1	»	»	»	»	2	
Brabant	»	»	»	»	1 ^e , 2 ^e en 3 ^e gr	28	28	2	1	1	1	8	5	5	78	
					4 ^e graad	»	7	»	»	»	»	»	»	1	8	
West-Vlaanderen.	»	»	1	1	1 ^e , 2 ^e en 3 ^e gr.	1	»	1	2	1	2	3	4	»	14	
					4 ^e graad	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	
Oost-Vlaanderen.	»	»	»	»	1 ^e , 2 ^e en 3 ^e gr.	10	10	1	4	4	1	9	»	»	47	
					4 ^e graad	»	2	»	»	»	»	»	1	»	3	
Henegouw.	1	»	»	1	1 ^e , 2 ^e en 3 ^e gr.	10	9	2	»	1	»	7	11	»	40	
					4 ^e graad	2	»	»	»	»	»	»	»	»	2	
Luik	1	»	1	2	1 ^e , 2 ^e en 3 ^e gr.	14	19	5	»	3	»	9	7	»	57	
					4 ^e graad	»	»	»	»	»	»	2	»	»	2	
Limburg	»	»	»	»	1 ^e , 2 ^e en 3 ^e gr	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
					4 ^e graad	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Luxemburg	1	1	2	4	1 ^e , 2 ^e en 3 ^e gr.	1	»	1	»	1	»	»	3	»	6	
					4 ^e graad	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Namen	»	1	1	2	1 ^e , 2 ^e en 3 ^e gr.	1	3	»	»	2	»	2	8	»	16	
					4 ^e graad	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1	
TE ZAMEN	3	4	5	12		73	91	12	20	18	4	41	47	6	312	
															19 van de 4 ^e graad	

vanaf 1 Januari 1923 tot 1 Januari 1924.

Bewaarscholen.

Besturen zonder klasse.							Bijzondere meesters.														Bewaarscholen.							
Gemeente- scholen.		Aangenomen scholen.		Gesubsid. vrije scholen.		Totaal.	Gemeente- scholen.				Aangenomen scholen.				Gesubsidieerde vrije scholen.				Totaal.	Aantal afgeschatte klassen				Aantal afgeschatte besturen zonder klasse.				
Jongens.	Meisjes.	Jongens.	Meisjes.	Jongens.	Meisjes.		M.	V.	Jongens.	Meisjes.	M.	V.	Jongens.	Meisjes.	M.	F.	gemeenten.	aangenomen.		gesubsidieerde vrije	Totaal.	gemeenten.	aangenomen.	gesubsidieerde vrije.	Totaal.			
16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	
3	»	»	»	»	1	4	3	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	3	»	»	»	3	6	2	2	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	5	8	2	6	16	4	»	»	4	
»	»	1	2	1	4	8	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	8	12	»	»	»	»	
»	»	»	1	»	»	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	7	2	2	11	»	»	»	»	
1	»	»	»	1	2	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	2	»	6	»	»	»	»	
»	»	»	»	1	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	»	3	11	»	»	»	»	
»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	1	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	3	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	3	1	»	5	6	»	»	»	»	
4	3	1	4	4	12	28	6	8	»	3	1	»	»	2	»	»	»	»	20	28	10	27	65	4	»	»	4	

Hieronder, geven wij de tabel van de schoolbevolking der lagere, gemeente-, aangenomen en aanneembare scholen in 1912, 1913, 1922 en 1923.

Bevolking der lagere scholen.

(Toestand op 31 December.)

CATEGORIE VAN SCHOLEN.	AANTAL LEERLINGEN.			
	Jaren.	Jongens.	Meisjes.	TOTAAL.
Gemeente.	1912	319,023	193,060	512,083
	1913	317,628	191,796	509,424
	1922	312,117	175,545	487,662
	1923	290,400	163,565	453,965
Aangenomen.	1912	78,138	162,249	240,387
	1913	77,132	162,296	239,428
	1922	83,176	186,021	269,197
	1923	78,698	177,969	256,667
Private ondersteunde	1912	68,937	113,970	182,907
	1913	72,690	117,743	190,433
	1922	61,539	92,359	153,898
	1923	59,098	86,162	145,260
TOTALEN.	1912	466,098	469,279	935,377
	1913	467,450	471,835	939,285
	1922	456,832	453,925	910,757
	1923	428,196	427,696	855,892

Deze merkelijke achteruitgang van de schoolbevolking heeft uwe Commissie ernstig verontrust. Verscheidene leden vroegen zich af of men dit niet, gedeeltelijk althans, moet toeschrijven aan de ontoereikendheid van de contrôle voorzien bij het voorlaatste lid van artikel 8 der wet op het lager onderwijs. In dien zin hebben wij den Minister van Wetenschappen en Kunsten eene vraag gesteld waarop ons werd geantwoord, dat de contrôle doelmatig werkte; uit het antwoord van den heer Nolf halen wij het volgende aan :

« Er zijn ongeveer 100,000 kinderen, op schoolleeftijd, in de inrichtingen die geen lagere gemeentescholen onder toezicht, noch aangenomen en aanneembare scholen zijn.

» Deze gestichten zijn de athenea, de middelbare scholen van de steden en van den Staat, de oefenscholen bij de normaalscholen, de scholen afhangende van de Minisriën, o. m. het Ministerie van Justitie, van Landsverdediging, de vrije colleges en gestichten en de betalende lagere scholen.

» Over het algemeen mag men zeggen dat de vrije inrichtingen allen waarborg opleveren zoo op het stuk van onderwijs als van regelmatig schoolbezoek.

» Het geldt hier betalende inrichtingen waarvan de leerlingen uit den gegoeden stand komen, die aan zijne kinderen niet alleen lager maar ook middelbaar en hooger onderwijs wil doen geven.

» De niet onder toezicht staande volksscholen worden zeer zeldzaam of bestaan allicht niet meer sedert dat de economische toestand zich ongunstig heeft gewijzigd.

» Sedert 1920, hebben vele scholen zich onderworpen aan de wet om hare onderwijzers te betalen.

» Daarenboven krijgen 2,000 kinderen onderricht te huis of bij particuliere meesters.

» Het aantal kinderen dat dan ontsnapt aan de rechtstreeksche contrôle van het schoolbezoek is zeer gering.

» Overigens, zoo de opziener acht dat de door de ouders opgegeven inrichtingen niet derwijze zijn ingericht dat een behoorlijk onderwijs overeenkomstig de wet kan worden verstrekt, dan kan hij zich tot de hoogere overheid wenden of den bevoegden Procureur des Konings zijn meening doen kennen.

» Zelfs zoo hij op eenige manier verneemt dat het kind niet regelmatig de lessen volgt in de school waarbij het ingeschreven is, dan geeft hij daarvan kennis aan bedoelden magistraat.

» Het optreden der plaatselijke politie of der Staatspolitie evenals dit van de afgevaardigden bij de kindersbescherming en bij het toezicht over het schoolbezoek, kan in dit opzicht zeer doelmatig zijn. »

Wij deelen volkomen de meening van den Minister; het schooltoezicht kan niets ten laste worden gelegd. De oorzaak van het kwaad ligt elders, en wel in de afnemng van het geboortecijfer.

Wij hebben onder de cijfers voor 1920-1921 : 968,734 kinderen en die voor 1923-1924 : 855,892 een tekort gevonden van 112,482 leerlingen; de achteruitgang kan niet worden geloofend, maar, naast dit verschijnsel, deed er zich een ander voor dat het eerste zeer goed verklaart.

De kinderen die in 1920-1921 de lagere school bezochten, waren geboren tusschen 1907 en 1914; het schooljaar 1923-1924 vereenigde de kinderen geboren tusschen 1910-1917. Zeer kenschetsend zijn de uitslagen van de vergelijking van het geboortecijfer tijdens deze tijdperken.

In 1907-1914 waren er 1,392,000 geboorten; in 1910-1917 slechts 1,157,000, een verlies dus van 235,000 geboorten. Zulke achteruitgang van het geboortecijfer moest noodzakelijk een evenredigen achteruitgang van de schoolbevolking voor gevolg hebben : dit is een oorzakelijk verband zonder meer.

De werkelijkheid is er niet minder droef om. Dat is buiten kijf. Beteekent dit dat « eene doodsbedreiging boven onze lagere scholen hangt »? Dit zwarte pessimisme, door niets gewettigd, komt niet in ons op.

Als bewijs gelde volgende tabel der geboorten van 1913 tot 1921 :

1913	171,099	1918	84,056
1914	156,389	1919	123,314
1915	24,291	1920	163,738
1916	99,360	1921	163,333
1917	86,675		

Deze statistieken lokken twee bevindingen uit. De oorlogsjaren hadden noodzakelijk een tekort, vanwaar eene vermindering van de schoolbevolking in

1923-1924. Vanaf 1918 stijgt de geboortekromme plotseling; tusschen de cijfers van 1913 en die van 1921 is er nog slechts een verschil van 8.000 eenheden.

Als gevolg van deze stijging van het geboortecijfer, is de schoolbevolking merkkelijk toegenomen in de bewaarscholen, zooals blijken moge uit onderstaande tabel :

Bevolking der bewaarscholen.

(Stand op 31 December.)

CATEGORIE VAN SCHOLEN.	Jaren.	AANTAL LEERLINGEN.		
		Jongens.	Meisjes.	TOTAAL.
Gemeentelijk.	1912	41,859	40,582	82,441
	1913	42,464	40,655	83,119
	1922	25,051	24,202	49,253
	1923	31,342	20,672	61,104
Aangenomen.	1912	32,015	34,663	66,676
	1913	32,089	34,618	66,707
	1922	21,547	22,817	44,364
	1923	26,908	27,509	54,417
Private ondersteunde	1912	60,693	67,911	128,604
	1913	62,790	70,092	132,882
	1922	31,378	33,622	65,000
	1923	36,746	38,573	75,319
TOTALEN.	1912	134,565	143,156	277,721
	1913	137,343	145,365	282,708
	1922	77,976	80,641	158,617
	1923	95,086	95,754	190,840

Zoo men enkel de cijfers neemt van de laatste twee jaren, dan komt men tot de bevinding dat de bevolking der bewaarscholen in 1923 met 32,223 eenheden is toegenomen op die van het vorig jaar.

Deze cijfers wettigen de meest optimistische gevolgtrekkingen.

De schoolbevolking in 1923 is met 54,865 eenheden afgenomen, zoo men haar vergelijkt met die in 1922, die 910,757 bedroeg, maar de bevolking der bewaarscholen bedroeg 190,840, of per klas 63,613 leerlingen; de bewaarscholen tellen drie studiejaren; daaruit volgt dat de schoolbevolking in 1923 ongewijzigd zal blijven of licht toenemen, gedurende drie jaar althans, aangenomen zijnde dat het aantal leerlingen, dat naar de lagere school overgaat, het aantal uitgaanden zal overtreffen of gelijkblijven.

De vierde graad.

Het onderwijs van den vierden graad heeft de aandacht van uwe Commissie gaande gemaakt. Daar wij de zaak breedvoerig in ons vorig verslag hebben behandeld, zullen wij daaraan thans slechts enkele woorden wijden om de wijzigingen te onderstrepen die zijn programma onderging en de vorderingen aan te toonen die bij zijne inrichting werden verwezenlijkt.

Tien jaar na de uitvaardiging van de wet tot instelling van den vierden graad,

stuit men, zooals wij aantoonen, op onoverkomelijke bezwaren bij de inrichting wegens eene verkeerde zelfs ongerijmde aanvankelijke opvatting, die niemand tot werkelijkheid maken kan, namelijk die van den vierden graad met verschillend onderwijs.

In den geest van zijne ontwerpers, moest de nieuwe instelling veelvormig zijn; bij voorbaat hadden zij vijf typen bepaald, en wel :

- 1° Het industrieel technisch type;
- 2° Het handelstype;
- 3° Het landelijk type voor jongens;
- 4° Het huishoudelijk type voor de stad;
- 5° Het huishoudelijk type voor het platteland.

Maar dit waren slechts typen, vatbaar voor bijna een oneindig aantal wijzigingen bij hunne concrete verwezenlijking; de aard en het belang van het practisch onderwijs moesten verschillen met de behoeften van de gemeenten belast met de inrichting van den vierden graad.

Voor elk type hadden de practische vakken het leeuwenaandeel van den uurrooster weggekaapt, ten koste van de studie der moedertaal en de rekenkunde, hoeksteen van het lager onderwijs.

Zoodanig werd er gedweept met de lessen in technologie en ander bijzondere vakken, dat in den loop der bespreking een onzer collegas, die nochtans goed op de hoogte was van onderwijszaken, door de wet wilde doen bepalen hoeveel tijd aan de vakken van algemeene cultuur en hoeveel aan die met practische strekking moest worden besteed; wat deze laatste betref vroeg hij, in de jongensklassen, dat twaalf uren per week zouden worden besteed aan het nijverheidssteekenen en aan de opleiding voor den handenarbeid, en, voegde hij daarbij, dit mocht slechts een minimum zijn!

Het eerste en niet het ergste gevolg van deze opvatting was, dat de programmas overladen waren. Zooals de kikker van de fabel, zwollen zij zich op, tot zij er van barstten, met een overdaad van begrippen die geen kind ter wereld ooit kon aanleeren, laat staan onthouden.

Bij de behandeling van de vorige Begrooting, aarzelde een onzer collegas, een gewezen normalist, niet, dit programma monsterachtig te heeten. Hij verstoutte zich zelfs daarbij te voegen, zonder te worden tegengesproken, dat vele leden van het Parlement en hijzelf in de eerste plaats « moete zouden hebben een examen af te leggen over de verschillende vakken van het programma van den vierden graad in de lagere school ».

Om zijne schijnbaar stoutmoedige bewering te staven, haalde hij de natuurkundige vakken aan die ongelukkige kinderen van 12 jaar werden onderwezen : « de studie der verschijnselen waarvan de wetenschap de tastbare uitingen onderzoekt tot voorbereiding van die der verschijnselen waarvan eene ontleding min of meer abstracte begrijpelijke elementen heeft afgeleid, de warmte, de optica, de zwaarte de mechaniek, de electriciteit. Op het stuk van scheikunde : de studie van het chloor, de zuren, de organische samenstellingen, de vette zuren, enz. »

Welk verstandig mensch zal voor die opsomming een gevoel van bewonde-

ring kunnen onderdrukken, maar van bewondering gepaard met ontzetting? « Ik had nooit zulk slecht boek gelezen, schrijft ergens Anatole France; juist daarom vond ik het belangrijk. » Hetzelfde kunnen wij zeggen van het programma van den vierden graad. Het is belangrijk op verschillende manieren en onder meer op die van den grooten schrijver. Hun die daarvan niet mochten overtuigd zijn en meer bewijzen mochten eischen, raden wij aan de minimumlijst te lezen van de voorwerpen die moeten geteekend worden in den loop van het eerste jaar van het industrieel technisch type. Ziehier deze lijst zooals zij werd opgemaakt door de voorstanders van den vierden graad : « rechte pen en gat, schrijnwerkers- of paswerkerswinkelhaak, klinknagel, bout en moer, schaaaf, hamer, ring, mof, ritshout, katrol, hefboomen, drillboor. »

Wilt gij de minimumlijst van het tweede jaar? Zij bedraagt de volledige reeks der samenkoppelingen : « vensterraam, deur, kroonlijst, kamrad, stang, zuiger, onderstel, pomp, gestel, enz. »

Daarbij blijft het niet.

Uit klaarlijklijke verwarring van het lager onderwijs met het vakonderwijs, voegden zij daarbij : « De schets zal mogen aangevuld worden door het berekenen van het gewicht der stof, en de leergang zal op nuttige wijze voor de toekomstige ijzerbewerker bekroond worden door de ontleding en de synthese van een samenplan, dit wil zeggen, door uit dergelijk plan de afzonderlijke stukken te halen en door dit samenplan opnieuw samen te stellen door middel van de plannen der stukken; en voor de toekomstige bouwvakarbeiders, door het lezen van plannen van eenvoudige huizen.

» De cursus in de technologie geeft de beschrijving van de voornaamste werktuigen welke gebruikt worden in de gewestelijke vakken van nijverheid en zegt hoe men er zich moet van bedienen.

» Na het bestudeeren der werktuigen, komt de beurt aan de grondstoffen welke in die takken van nijverheid worden gebruikt. Het heeft zijn belang dat de leerling ze op zijn gemak kunne betasten, er den weerstand kunne van beproeven, er de variëteit van onderscheiden evenals de hoedanigheid van eenzelfde product met zijne bijzondere benamingen, zijn eigenschappen en gebruik waartoe het bestemd is.

» Om een stof grondig te kennen is er echter niets muttigers dan ze te bewerken. Hoe zou men zich inderdaad rekenschap kunnen geven van haar hardheid zoo men er het gepaste werktuig niet op zet? Het inrichten van een schoolwerkplaats is dus noodzakelijk. »

Na dit alles, zal het wel overbodig schijnen een overzicht te houden van de vereischten der overige typen van inrichting van den vierden graad. De geest is dezelfde, de overlading is van denzelfden aard bij het handelstype, het landelijk type voor jongens, het huishoudelijk type op het platteland. Nutteloos deze programmas hier over te drukken. Men kan zich best voorstellen wat zij zijn.

Wat men zich ook licht voorstellen kan is, dat zulke eischen den aard van het lager onderwijs volkomen ontwrichten. Het lager onderwijs, en inzonderheid in zijn vierden graad, beoogt een eigen doel van verstandelijke en zedelijke vorming. Vele kinderen gaan nooit verder. Zij moeten daar dus kunnen vinden wat zij later

in het leven zullen noodig hebben : eene algemeene cultuur die de grondslag zij : en de drijfkracht van geheel hunne bedrijvigheid. Daarvan is geen sprake.

Wat moest gebeuren is dus gebeurd.

Gedurende de tien jaar is men niet het minst vooruitgegaan. De gemeenten, verontrust door de beweringen van de betweters, hebben geaarzeld, dezen hebben getracht het mogelijke te verwezenlijken onder al die onmogelijkheden, genen hebben dadelijk verklaard zich in de onmogelijkheid te bevinden wegens allerlei redenen. Hier liet de financiële toestand geen kostelijke proefnemingen toe. Elders vond men geen leerkrachten om al die wonderbare dingen aan te leeren. En als bij toeval geld en personeel gevonden werden, dan waren het de ouders die zich met hun gekend gezond verstand voor de gekke droombeelden der paedagogen onthielden.

Wij hebben inderdaad reeds gewezen op het geringe ten honderd der kinderen die den 4^{en} graad bijwonen : 4 t. h. in de provincie Namèn, 6 t. h. in Oost-Vlaanderen. De toestand is niet beter in de groote voorsteden : te Anderlecht namelijk, een zeer volkrijke gemeente, bedraagt het ten honderd, in 1922, maar 4.5.

Na den derden graad, onttrekken de ouders hun kinderen aan de lagere school en sturen ze naar de middelbare school, het athenaeum of het college.

Tegen deze feiten zullen de klagerijen en het verzet vruchteloos opkomen. De opvatting van den vierden graad met verschillend onderwijs is spaak geloopt. Zijn programma met overdreven vereischten weerstaat niet aan een redematig onderzoek. Zijne methoden misvormen meer dan zij vormen. De onderwijzers veroordeelen het stelsel. De ouders weigeren er de weldaden van aan hun kinderen. De vierde graad is dood. Dat hij ruste in het archief onder de welwillende beduimeling van de groene omslagen in gezelschap van de andere vroegere droombeelden waarop de onrustige geest der opvoedkundigen zich heeft uitgewerkt!

Men zal ons wellicht vragen : Waarom zoo duidelijk en beslist spreken? Hebt gij in uw vorige verslagen niet gedrukt op het karakter van algemeene ontwikkeling van den vierden graad?

Dat is juist de zaak. Talrijke gemeenten, wij weten het, hebben geaarzeld, aarzelen nog een vierden graad in te voeren waarbij zooveel moeilijkheden gepaard gaan. Vele gemeenten houden het midden tusschen een stad en een plattelandsgemeente. Welke type aannemen? Het technisch nijverheidstype? Het handelstype? Het landelijk type voor de jongens? Het steedsch huishoudelijk type? Het landelijk huishoudelijk type? Het is een zware taak. Men begrijpt dat de gemeentebestuurders en de schoolcomiteiten naar alle hoeken uitzien om redding te vinden. Het is echter niets alles. Een schoolwerkhuis is noodig en evenzeer de werktuigen : Een tuin van 10 aar is noodig voor de proefnemingen van landbouw, hofbouw en groententeelt. Er zijn leeraars noodig, alwetters, vertrouwd met rekenkunde, boor, moedertaal, truweel en schaaf. Dit is nog niet alles. Er zijn leerlingen noodig, van die goede kinderen in staat dat alles te verteren en daarbij nog de grondstoffen van de streck, van die goede kinderen die men niet zal vinden daar de ouders hen naar school sturen om er behoorlijk te leeren

spreken en juist te leeren tellen en niet om er katrollen te teekenen, venster-ramen samen te voegen, plannen te ontleden, steen te kappen of ijzer te vijlen.

En dit alles bewijst juist dat men den aard der opleiding door den vierden graad heeft miskent, waarop wij vroeger hebben aangedrongen.

Het komt er dus op aan dat die gemeenten en schoolcomiteiten zich deze waarheid bewust worden. De oorspronkelijke opvatting van den vierden graad werd in den wortel geschaad. De vierde graad mag geen beroepsonderwijs zijn. De handenarbeid dien hij behelst bedoelt alleen de opleiding van de zintuigen, die zoozeer verfijnd moeten worden dat zij gevoelige en juiste werktuigen van waarneming en redeneering worden. Zijn programma moet niets anders dan de voortzetting zijn der vorige graden, verruimd met eenige practische begrippen die gemakkelijk kunnen opgesomd worden en nuttig zijn voor alle kinderen, welke studiën zij ook voortzetten en welk ambacht zij ook zullen aanleeren.

De feiten geven ons dan ook weer volkomen gelijk.

De Regeering heeft het programma van Augustus 1920 zeer gewijzigd; zij heeft de lessen voor algemeene opleiding uitgebreid en den tijd aan de studie der vakken met technische strekking ingekort; daarbij heeft zij leergangen ingericht tot voorbereiding van de reeds gediplomeerde onderwijzers.

De gevolgen van die maatregelen bleven niet uit. De hieronstaande tabel bewijst het : de uitbreiding van den vierden graad nam merkkelijk toe. Tijdens het afgelopen jaar, werden acht en tachtig gemeenteklassen tot stand gebracht. Voor de toekomst mag men een vermeerdering van dit getal verhoplen. De scholen met een beperkt personeel kunnen er in 't vervolg aan denken een vierden graad in te richten die doenbaar is door de vereenvoudiging van de programma's.

. . *

Uwe Commissie stipt die gelukkige uitslagen niet genoeg aan, maar streeft nog nieuwen vooruitgang na. Zij meent dat men niet mag stil staan op dien goeden weg. Vermits de vierde graad een onderwijs moet geven van algemeene opleiding, meent zij dat door een nog strengere nastreving van dit doel, dit onderwijs zal verrijkt worden en al de gewenschte vruchten zal doen afwerpen.

Het voorstel dat wij zullen doen steunt dan ook op denzelfden grondslag als de hervormingen die de geachte heer Nolf voornemens is over eenige maanden in te voeren.

In October toekomende zal het middelbaar onderwijs zich aansluiten bij den derden lagere graad. De programma's van de drie lagere graden van het lager onderwijs en van de voorbereidende afdeeling der inrichtingen voor middelbaar onderwijs zullen overeengebracht worden. Na den derden lagere graad afgedaan te hebben, zullen de leerlingen rechtstreeks tot de middelbare afdeeling der middelbare scholen kunnen overgaan en hier zullen de drie jaren hetzelfde programma hebben als de zesde, vijfde en vierde der moderne humaniora.

Toegang tot de oudere humaniora zal zeer vergemakkelijkt worden. De geachte Minister van Wetenschappen en Kunsten heeft inderdaad in den Senat verklaard dat in de middelbare scholen van gemeenten, waar geen athenaeum is, de inrichting van twee of drie jaar onderwijs in de oude talen kan onderzocht worden.

De overgang tusschen lager en middelbaar onderwijs is dus aangelegd. De aansluiting is verzekerd. De scheiding is opgeheven. Men behoort er zich over te verheugen.

Er blijft echter een leemte. Het kan voorkomen dat kinderen door onwetendheid over hunnen aanleg, of door de onverschilligheid van hunne ouders die misschien niet in staat zijn om de voortteekens van een gebeurlijken aanleg te ontdekken, den critischen kruisweg zullen voorbijschrijden, in den vierden graad zullen geraken, doch ten slotte hun dwaling nochtans zullen inzien en willen herstellen? Moet de gemeenschap deze geesten, door de natuur misschien bij de keure aangewezen, aan hun lot overlaten? De vraag stellen is haar beantwoorden. Haar beantwoorden beteekent het middel nastreven om die leemte te vullen en die levende krachten weder in te winnen.

Men moet ook in aanmerking nemen dat er talrijke gemeenten zijn die uitmuntende lagere scholen hebben doch geen middelbare scholen of athenae. Hun kinderen zijn genoodzaakt in de naaste gemeente hun studiën voort te zetten. Daaruit volgen groote kosten voor de ouders en in elk geval groot verlies voor de leerlingen.

Die moeilijkheden kunnen echter licht overwonnen worden, de hooger aangehaalde leemte kan aangevuld worden door de inrichting van een leergang in Latijn. De gemeenten, die alleen de noodwendigheden en den wensch van de ouders moeten op het oog nemen, zouden dien leergang in Latijn, tak van algemeene opleiding bij uitnemendheid, in hunne vierde-graadklassen mogen inrichten.

Men zal ons zeggen dat het onmogelijk is de programma's nog te verzwaren. Wij zelf hebben die overmaat van vakken gehekeld die de verstandelijke vorming in de war stuurt en het geheugen verstompt ten nadeele van de verfijning van het oordeel. Doch de programma's werden reeds een eerste maal gewijzigd. Dat zij een tweede zifting ondergaan, indien het noodig is. De leerling zal er slechts baat bij hebben.

In de gemcenten waar geen inrichting van middelbaar onderwijs is, zal het invoeren van een leergang in Latijn bij den vierden graad gunstig onthaald worden. Dit zal bij de kinderen, zonder kosten, zonder tijdverlies, de aanvulling van hun opleiding mogelijk maken zonder hen aan den huiselijken kring te onttrekken. Aan hen, bij wie de neiging zou opkomen hun studiën voort te zetten, zou de mogelijkheid verleend worden het zonder verwijl te doen. Het zou aan allen die kostbare deugd bezorgen die de humanisten te allen tijde aan de kennis der oude talen hebben toegekend. Men mag er bijvoegen dat zelfs een aanvangelijke kennis van het Latijn ongetwijfeld, ten minste gedeeltelijk, de spellingcrisis zou verhelpen die door de opvoeders als een kwaal van onzen tijd wordt gebrandmerkt.

Dat zijn belangrijke voordeelen vermits zij de rendecring der studie verhoogen, den intellectueelen rijkdom van onze jeugd ontginnen en bijdragen tot de ontdekking en de opleiding van eene keure, waardoor een land zijne levenskrachten over de wereld doet gelden.

TABEL II.

Statistiek van het lager onderwijs.

Aantal lagere scholen en klassen

CATEGORIEËN VAN SCHOLEN.	Scholen				TE ZAMEN.
	voor jongens.	voor meisjes.	gemengde		
			door bestem- ming.	uit het feit zelf.	
Gemeentescholen	1,552	1,342	963	1,081	4,938
Aangenomen scholen	371	1,004	48	445	1,868
Gesubsidieerde vrije scholen . .	389	559	4	393	1,345
TE ZAMEN voor het land . .	2,312	2,905	1,015	1,919	8,151

Aantal leden van

LAGERE SCHOLEN.	Bestuurders en bestuursters die geen klas geven.				Titularissen van klasse.			
	Leeken.		Geestelijken.		Leeken.		Geestelijken.	
	M.	V.	M.	V.	M.	V.	M.	V.
Gemeentescholen	320	198	"	7	8,440	5,571	9	563
Aangenomen scholen	64	22	35	216	1,385	1,710	300	3,726
Gesubsidieerde vrije scholen . .	26	26	66	163	1,041	1,790	419	1,749
TE ZAMEN voor het land . . .	410	246	101	386	10,866	9,074	728	6,038

CATEGORIEËN VAN SCHOLEN.	Schoolbevolking der lagere scholen.		
	Jongens.	Meisjes.	TE ZAMEN.
Gemeentescholen	290,400	163,565	453,965
Aangenomen scholen	78,698	177,969	256,667
Gesubsidieerde vrije scholen . .	59,098	86,162	145,260
TE ZAMEN voor het land . . .	428,196	427,696	855,892

Verdeeling van de leerlingen der

CATEGORIEËN VAN SCHOLEN.	1 ^o graad.				2 ^o graad.			
	1 ^e jaar.		2 ^e jaar.		3 ^e jaar.		4 ^e jaar.	
	Jongens.	Meisjes.	Jongens.	Meisjes.	Jongens.	Meisjes.	Jongens.	Meisjes.
Gemeentescholen	41,188	22,637	46,503	25,341	51,688	28,770	53,144	30,314
Aangenomen scholen	12,551	26,110	12,446	28,585	12,796	29,685	13,074	30,347
Gesubsidieerde vrije scholen . .	8,481	12,074	8,247	13,001	9,150	13,934	9,783	14,856
TE ZAMEN voor het land . . .	62,190	60,841	67,196	66,927	73,604	72,389	76,001	75,517

Toestand op 31 December 1923.

aan het Staatstoezicht onderworpen.

Klassen				
voor jongens.	voor meisjes.	gemengde		TE ZAMEN.
		door bestemming.	uit het feit zelf.	
5,816	4,999	2,535	1,468	14,818
1,768	4,386	283	704	7,141
1,746	2,615	37	612	5,028
9,348	12,000	2,855	2,784	26,987

het onderwijzend personeel.

Tijdelijk, plaatsvervangend en voorloopig.				Bijzondere meesters.				Gezamenlijk				ALGEMEEN TOTAAL.
Leeken.		Geestelijken.		Leeken.		Geestelijken.		leeken.		geestelijken.		
M.	V.	M.	V.	M.	V.	M.	V.	M.	V.	M.	V.	
242	503	1	4	195	716	»	1	9,197	6,991	10	575	16,773
28	68	5	29	12	32	3	4	1,489	1,832	343	3,975	7,639
21	57	11	18	20	39	13	11	1,108	1,912	509	1,941	5,470
291	628	17	51	227	787	16	16	11,794	10,735	862	6,491	29,882

Aantal leerlingen die vrijwillig een schoolgeld betalen.		
Jongens.	Meisjes.	TE ZAMEN.
3,178	2,947	6,125
1,087	431	1,518
3,215	1,685	4,900
7,480	5,063	12,543

lagere scholen, per schooljaar.

3 ^e graad.				4 ^e graad.			
5 ^e jaar.		6 ^e jaar.		7 ^e jaar.		8 ^e jaar.	
Jongens.	Meisjes.	Jongens.	Meisjes.	Jongens.	Meisjes.	Jongens.	Meisjes.
45,133	25,813	36,056	20,537	11,702	6,923	5,015	3,190
12,033	26,654	9,653	24,782	4,417	11,047	1,728	3,759
9,397	13,143	8,162	11,112	3,843	5,476	2,065	2,566
66,563	65,610	53,871	53,431	19,962	23,446	8,809	9,515

De achterblijvers in de lagere school.

Als men een oogslag werpt op de statistieken over de bevolking van sommige scholen, dan is men verwonderd, zooniet verstomd over de ongelijkheid der klassen; met verbazing stelt men vast dat meer dan vijftig ten honderd der leerlingen één, twee, drie en zelfs meer jaren in hun studiën ten achter zijn.

In een zelfde klas treft men leerlingen aan die een jaar vooruit zijn op hun makkers, anderen met normalen ouderdom, verder dubbelaars en herdubbelaars. Op dezelfde banken zitten kinderen met normale vermogens naast achterlijke kinderen en zelfs naast werkelijk abnormalen. Een gelijkaardig onderwijs wordt verstrekt aan leerlingen met zeer verschillende aanleg: van meestbegaafden tot dommen.

Dit is een moeilijke toestand evenzeer voor de onderwijzers als voor de leerlingen, die gansch ons lager onderwijs kan ontzenuwen en waarvoor de Kamers een redmiddel moeten trachten te vinden.

Stellig, er zijn altijd achterblijvers geweest. Men zal zeggen dat het een normaal verschijnsel is dat reeds lang bestond vóór den oorlog, waarop sommigen alle verantwoordelijkheid willen schuiven. Sommige opvoeders trachtten toen reeds de leerlingen te rangschikken die vertraging leden in hun studiën. De heer Jonckheere raamt dat er op 10,549 kinderen — jongens en meisjes — in 1903 onderzocht, 1,108 of 10.5 t. h. als paedagogisch achterlijken voorkomen, dus ten minste drie jaar achteruit in hun studiën.

Sedertdien is de toestand immer verslecht. In Anderlecht namelijk telde men in 1921 op 5,452 kinderen 897 of 16.5 t. h. twee jaar ten achter, en 1,526 of 28 t. h. twee jaar en meer.

De Regeering bezit geen gegevens betreffende het aantal achterblijvers in het openbaar onderwijs. Wij betreuren het en wenschen dat deze leerrijke optelling zou gedaan worden.

Daar wij geen officieele cijfers hebben, zochten wij sommige getallen op die de werkelijkheid en de uitgebreidheid van de kwaal aantoonen, al hielden zij de vraag niet volkomen op.

Ons onderzoek gebeurde voor de scholen Anderlecht, van Vorst en van Luik.

Het gemeentebestuur van Anderlecht was het eenigste dat een grondig onderzoek instelde over onze Lagere school en daarvoor dient het hier hulde gebracht. Onder leiding van onzen collega, den heer MELCKMANS, schepene van onderwijs, en den heer BOON, bestuurder van het bijzonder onderwijs, hebben wij verschillende onderwijsinrichtingen bezocht van deze groote gemeente der Brusselsche agglomeratie, die er zich op toegelegd heeft programma's en methoden bij het verstandelijke peil der leerlingen aan te passen. Verder zullen wij deze pogingen vermelden alsmede de bevredigende uitslagen, ons steunende op de persoonlijke waarnemingen tijdens ons onderzoek, op de verslagen der schooloverheid gezonden aan den heer Melckmans en op de keurachtige studie van den heer Boon: *L'Instruction obligatoire et les devoirs des administrations publiques*. Bepalen wij ons eerst bij de statistische gegevens bij den aanvang van het onderzoek door toedoen van de schooloverheid ingezameld.

Bevolking der lagere scholen van Anderlecht in Juli 1921.

Lagere school.	Bevolking.	Een jaar vooruit.	Normaal.	TEN ACHTER						
				1 jaar.	2 jaren.	3 jaren.	4 jaren.	5 jaren.	6 jaren.	7 jaren.
N ^o 1	348	5	119	98	72	31	20	2	1	»
2	369	5	162	106	59	27	8	2	»	»
3	422	7	164	123	65	38	19	4	1	1
4	347	4	116	112	68	33	13	1	»	»
5	411	10	138	120	77	44	18	3	1	»
6	531	15	182	142	107	64	16	3	2	»
7	493	4	222	145	74	34	12	2	»	»
8	379	5	181	85	66	30	5	5	»	2
9	588	13	242	156	102	48	21	6	»	»
10	446	5	170	137	69	45	17	2	1	»
11	114	3	44	35	16	14	»	2	»	»
12	267	5	80	87	55	25	14	1	»	»
13	394	7	189	93	65	28	6	6	»	»
	5,109	88	2,009	1,349	895	461	169	39	6	3

De bestuurder van het Bijzonder Onderwijs heeft die cijfers eenigszins verbeterd, doch de uitkomsten werden er niet door gewijzigd. Ziehier :

Bij het einde van het schooljaar 1920-1921, telden de scholen van Anderlecht een bevolking van 5,452 kinderen :

67 leerlingen een jaar vooruit op den normalen ouderdom.

2,314	id.	met normalen ouderdom, of 42 t. h.
1,545	id.	een jaar ten achter in hun studiën, of 28 t. h.
897	id.	twee jaren id. id. of 16.5 t. h.
416	id.	drie jaren id. id. of 8 t. h.
165	id.	vier jaren id. id. of 3 t. h.
44	id.	vijs jaren id. id. of 1 t. h.
3	id.	zes jaren id. id.
1	id.	zeven jaren id. id.

De volgende tabel geeft den toestand weer in elken graad van de lagere school :

	Bevolking.	- 1	0	1	2	3	4	5	6	7
Lagere graad . . .	1855	22	1,144	452	167	36	24	8	2	»
t. h.	1		61.5	25	9	2	1	0.5	»	»
Middelbare graad . .	1961	25	701	548	330	209	111	35	1	1
t. h.	1		36	28	17	10.5	5	2	»	»
Hoogere graad . . .	1381	16	371	428	367	168	30	1	»	»
t. h.	1		26.5	31	26.5	12	2	»	»	»
Vierde graad. . .	255	4	98	117	33	3	»	»	»	»
t. h.	1.5		38	46	13	1	»	»	»	»

Deze tabel lokt twee opmerkingen uit. Het hoogste ten honderd der achterlijke kinderen komt voor in den middelgraad. Het aantal kinderen die den vierden graad volgen is gering : 235 op 5,452 of 4,5 t. h. van de gansche schoolbevolking. Die cijfers zijn stellig beteekenisvol als men nagaat dat in de gemeente Anderlecht de arbeidersbevolking overwegend is en dus de vierden graad van het technisch type druk zou bijgewoond moeten worden. Het is niet zoo. Wij hebben er hooger op gewezen hoe de eerste opvatting dit onderwijs om zoo te zeggen onmogelijk had gemaakt. Ook dit geval komt weer onze thesis bevestigen.

De volgende tabel vat den algemeenen toestand saam :

	Bevolking.	-1	0	1	2	3	4	5	6	7
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lagere scholen :										
de 4 graden :										
Jongens en meisjes.	5,452	67	2,314	1,545	897	416	165	44	3	1
t. h. :	1	42	28	16,5	8	3	1			

Welke is de toestand in de andere gemeenten van de Brusselsche agglomeratie? Wij weten het niet. Toch indien men de uitkomst moet gelooven van een onderzoek te Vorst in 1920 ingesteld, en die ons medegedeeld werd door den Bestuurder van het Bijzonder onderwijs van Anderlecht, dan is het kwaad algemeen.

Ziehier die uitkomst :

Lagere scholen :

De vier graden :

Jongens en meisjes.	2,118	»	828	560	380	208	100	42
t. h. :	»	39	26	18	9,5	4,5	2	

Om die droge opsomming te sluiten, geven wij in de bijlage eene tabel over de schoolbevolking te Luik; zij leidt tot de vaststelling dat het kwaad er eveneens heerscht. De scholen dier stad tellen niet minder achterlijken dan deze van Anderlecht; meer dan 50 t. h. der kinderen zijn één, twee, drie jaar en zelfs meer ten achter in hun studiën.

Om de cijfers van de statistiek hun juiste beteekenis te doen geven, mag niet uit het oog verloren worden dat de betrokken gemeente- en aanneembare scholen gelegen zijn in dezelfde wijken of in gelijkaardige wijken. Alzoo liggen de gemeente- en aanneembare jongens- en meisjesscholen, voorkomend onder dezelfde letter (A bijv.), op 400 meter van elkaar. Anderzijds, om een statistiek haar volle waarde te geven, zou zij op groote getallen moeten opgemaakt worden; het schijnt in elk geval vast te staan dat de uitkomsten in andere scholen genomen zeer zouden gelijken op de aangehaalde.

TABEL III.

Gemeentescholen van Luik.

JONGENS							MEISJES.						
Studie-jaren.	Bevolking.	Achterstand van					Studie-jaren.	Bevolking.	Achterstand van				
		1 jaar.	2 jaar.	3 jaar.	meer dan 3 jaar.	TOTAAL.			1 jaar.	2 jaar.	3 jaar.	meer dan 3 jaar.	TOTAAL
A 1 ^e	14	33%	»	7%	»	40%	A 1 ^e	15	26%	13%	»	»	33%
2 ^e	14	7%	7%	»	»	14%	2 ^e	12	16.6%	8.3%	»	8.3%	33%
3 ^e	24	20%	12%	9%	»	41%	3 ^e	24	44%	22%	4%	»	70%
4 ^e	24	28%	12%	9%	4%	53%	4 ^e	26	30%	27%	7.7%	4%	68.7%
5 ^e	36	22%	24%	14%	12%	72%	5 ^e	23	17%	17%	8.5%	4%	46.5%
6 ^e	19	16%	25%	5%	»	46%	6 ^e	16	30%	25%	»	»	55%
B 1 ^e	25	8%	»	4%	»	12%	B 1 ^e	26	16%	8%	»	4%	28%
2 ^e	32	15.4%	12.5%	»	»	27.9%	2 ^e	32	36%	15%	13%	»	64%
3 ^e	50	30%	6%	8%	2%	46%	3 ^e	49	34%	12%	10%	8%	64%
4 ^e	35	23%	12.5%	5.5%	7%	48%	4 ^e	60	36.5%	11%	6.4%	4.8%	58.7%
5 ^e	57	25%	6.8%	8.5%	»	40.3%	5 ^e	53	32%	20%	5.5%	3.7%	61.2%
6 ^e	44	22.5%	26%	6.6%	»	55.1%	6 ^e	52	39.9%	13.3%	7.6%	»	60.8%
C 1 ^e	35	6%	»	»	3%	9%	C 1 ^e	23	33%	4%	»	»	37%
2 ^e	48	30%	6%	1%	6%	43%	2 ^e	23	40%	»	»	»	40%
3 ^e	54	27%	13%	11%	4%	55%	3 ^e	55	34%	21.6%	23.4%	5.4%	84.4%
4 ^e	51	32%	16%	8%	10%	66%	4 ^e	50	30%	18%	22%	2%	72%
5 ^e	79	27%	16%	12.6%	1.3%	56.9%	5 ^e	67	30.5%	30%	15%	6%	81.5%
6 ^e	47	20%	23%	4%	»	47%	6 ^e	47	36%	10%	18%	»	64%
D 1 ^e	31	»	3%	»	»	3%	D 1 ^e	9	12%	»	»	»	12%
2 ^e	30	39.6%	13.3%	»	»	52.9%	2 ^e	31	15%	9%	3%	»	27%
3 ^e	37	11%	3%	»	»	14%	3 ^e	27	43%	4%	»	4%	51%
4 ^e	46	25%	4%	»	4%	33%	4 ^e	21	25%	5%	5%	5%	40%
5 ^e	37	16%	5.3%	2.7%	»	24%	5 ^e	28	35%	14%	3.5%	»	52.5%
6 ^e	19	20%	11%	5%	»	36%	6 ^e	23	34.7%	13%	4.3%	»	52%

Aanneembare scholen.

JONGENS.							MEISJES.						
Studie- jaren.	Bevol- king.	Achterstand van					Studie- jaren.	Bevol- king.	Achterstand van				
		1 jaar.	2 jaar.	3 jaar.	meer dan 3 jaar.	TOTAAL.			1 jaar.	2 jaar.	3 jaar.	meer dan 3 jaar.	TOTAAL.
A 1 ^e	5	20%	»	»	»	20%	A 1 ^e	14	28%	»	»	»	28.4%
2 ^e	8	25%	25%	12.5%	»	62.5%	2 ^e	16	27.5%	16.5%	5.5%	»	49.5%
3 ^e	8	25%	12.5%	»	»	37.5%	3 ^e	15	33%	13%	6.6%	13%	65.6%
4 ^e	10	10%	10%	20%	»	40%	4 ^e	24	36%	24%	20%	4%	84%
5 ^e	21	35%	40%	15%	5%	65%	5 ^e	8	50%	12.5%	12.5%	»	75%
6 ^e	21	45%	20%	5%	»	70%	6 ^e	7	42%	42%	»	»	84%
B 1 ^e	6	»	17%	»	»	17%	B 1 ^e	21	15%	10%	10%	5%	50%
2 ^e	13	15%	15%	»	»	30%	2 ^e	14	63%	7%	7%	»	87%
3 ^e	21	26%	10%	5%	5%	46%	3 ^e	10	40%	10%	30%	»	80%
4 ^e	20	5%	15%	5%	5%	30%	4 ^e	16	11%	27.5%	22%	16.5%	77%
5 ^e	28	14%	14%	14%	»	42%	5 ^e	15	19.8%	13%	»	»	32.8%
6 ^e	19	10%	16%	»	»	26%	6 ^e	8	25%	25%	»	»	50%
C 1 ^e	12	33%	»	»	»	33%	C 1 ^e	10	40%	»	»	»	40%
2 ^e	20	30%	»	»	»	30%	2 ^e	14	21%	14%	»	7%	42%
3 ^e	26	16%	16%	16%	»	48%	3 ^e	17	36%	30%	6%	6%	78%
4 ^e	25	8%	16%	8%	»	32%	4 ^e	16	33%	16%	5.5%	»	54.5%
5 ^e	23	39%	21.7%	»	»	60.7%	5 ^e	17	24%	42%	12%	6%	84%
6 ^e	14	42.6%	»	»	»	42.6%	6 ^e	10	10%	30%	20%	20%	80%
D 1 ^e	17	6%	»	»	»	6%	D 1 ^e	13	30%	7.7%	7.7%	»	45.4%
2 ^e	26	20%	4%	»	»	24%	2 ^e	13	46%	7.7%	»	»	53.7%
3 ^e	33	3%	9%	3%	»	15%	3 ^e	21	20%	16%	8%	4%	48%
4 ^e	27	15%	3.5%	»	»	18.5%	4 ^e	60	26.5%	16.5%	4.8%	»	47.9%
5 ^e	44	4.5%	»	2%	2%	8.5%	5 ^e	28	24.5%	7%	24.5%	»	56%
6 ^e	35	5.5%	5.5%	»	»	11%	6 ^e	42	33.6%	21.6%	9.6%	»	64.8%

*
* *

Wij meenen ons te moeten verontschuldigen, daar wij op de vorige bladzijden zooveel cijers hebben opgehoopt. Wij denken echter dat dit noodig was. Sommigen zijn geneigd het kwaad te ontkennen, en als zij het aannemen, aanzien zij het als een uitzondering en maken er de onderwijzers verantwoordelijk voor. « Een onderwijzer heeft zooveel minder abnormalen als hij paedagogische waarde heeft » schrijft de opziener Flament. Er ligt in dié bewering van den knappen opvoedkundige een grond van waarheid, doch dit cijfert het bestaan van talrijke achterlijken voor andere hoofdredenen niet weg... Anderen willen de overdrijvingen der specialisten te keer gaan, die « uit natuur of door bewust eigenbelang de waarde van hun specialiteit uitermate willen vergrooten. Voor een krankzinnigenarts zijn er niets dan gekken; voor een oormeester zijn er niets dan dooven. » « Men is altijd in iets abnormaal » zegde doktor Beauvisage van Lyon op een congres voor gezinsopvoeding. Dergelijk woord moet als scherts aangezien worden, meer niet.

Vóór 1914, hechte de schooloverheid feitelijk aan, dit vraagstuk niet genoeg belang. Hadden de klassen van toen min achterlijken dan die van heden? Misschien wel. De wet op het verplichtend onderwijs was er nog niet sedert lang. Vóór hare toepassing ontsnapten de min begaafden aan den onderwijzer, hetzij dat zij haagschool deden, hetzij dat zij lichten veldarbeid verrichtten. De wet moest er komen om bijna gansch de jeugd in schoolouderdom in de klassen te brengen. Is het dan te verwonderen dat er thans een grotere verhouding minder begaafden aangetroffen wordt, wier aanwezigheid de lagere graden van onze scholen overlast.

*
* *

De wetgever van 1914 heeft weliswaar een bijzonder onderricht voorzien voor zwakbegaafde of achterlijke kinderen en voor abnormalen. Artikel 14 van de organieke wet op het lager onderwijs vermeldt inderdaad in het 5° lid : « daar waar zulks mogelijk is wegens het getal inwoners, zijn de gemeenten verplicht klassen voor zwakbegaafde of achterlijke kinderen en voor abnormale kinderen in te richten ».

Deze bepalingen zijn niet gemakkelijk uit te voeren in de kleine gemeenten, dat geven wij grif toe. In talrijke groote centra zijn zij doode letter gebleven. Men is voortgegaan de kinderen te groepeeren met de eenige bezorgdheid hen in gelijk aantal onder de verschillende klassen te verdeelen. Ze saam te brengen volgens hun persoonlijken aanleg schijnt nog voor sommige beheerders en schoolhoofden een onuitvoerbaar ideaal.

Stellig twijfelt men er niet aan, dat kinderen lichamelijk verschillen, doch het heeft er den schijn van dat men gelooft, dat hun verstandelijk uitzicht alleen dezelfde of gelijkaardige trekken heeft. En indien men, bij het onderzoek der leerlingen, voor een gering deel rekening wil houden met die verstandelijke levensverscheidenheden, toch, hoopt men dat de onderwijzer dat alles tot een

homogeen geheel zal omwerken en met stevige hand de zwakbegaafden of de abnormalen op hetzelfde peil zal heffen als de meest begaafden.

Eene herkulestaak, bij uitnemendheid, doch die de held uit de legende ongetwijfeld zou weigeren aan te vatten, ondanks zijn macht en vermogen van halvegod. En dit even aanzienlijk als ijdel werk wordt van onze onderwijzers gevergd.

Wij hebben de gevolgen van die verkeerde methoden hooger uiteengezet. Het is de vermenigvuldiging van klassen met weinig geestelijk homogeebe bevolking. Het is, voor talrijke scholieren, wier verstand niet bij het programma aangepast is, de onmogelijkheid baat te halen uit hun onderwijs.

Uit de statistieken over de achterblijvers, die wij in de vorige bladzijden hebben aangehaald, kan men besluiten dat duizenden kinderen de lagere school verlaten na den derden en zelf na den tweeden graad. Zij voldoen niet, althans niet aan den geest der verplichte schoolbijwoning in de wet voorzien. Indien zij de lessen van de 4 graden, die over acht jaar loopen, niet volgen, hoe wil men dan hopen dat zij uit hunne studiën het maximum voordeel halen? Hoe wil men dat die kinderen voor het leven opgeleid zijn?

Welnu, in de provincie Namen, laten wij het herhalen, bereikten maar 4 % van de schoolbevolking den 4^{en} graad; te Anderlecht 4,5 %, te Vorst 3 %.

Er is meer : duizenden kinderen geraken zelfs niet in den derden graad; zij verlaten de lagere school na het vierde studiejaar. Daartoe beperkt zich voor hen feitelijk de leerplicht.

Wij hebben aan de Regeering eene tabel gevraagd der kinderen die in 1922 en 1923 de school verlieten na het vierde, het zesde en het zevende studiejaar. Hier volgt de tabel die de geachte heer Nolf ons heeft overgelegd :

Tabel der kinderen die in 1922 en 1923 de school hebben verlaten na het 6^{de} of het 7^{de} studiejaar.

Leerlingen die niet meer aan leerplicht onderworpen zijn en de school bepaald hebben verlaten :

1° Bij het einde van het schooljaar 1922-1923.

Na den tweeden graad	10,299 jongens	} 18,097
Id.	7,798 meisjes	
Na den derden graad	27,779 jongens	} 56,570
Id.	28,791 meisjes	

2° Bij het einde van het schooljaar 1921-1922.

Na den tweeden graad	10,411 jongens	} 18,233
Id.	7,822 meisjes	
Na den derden graad	26,422 jongens	} 53,640
Id.	27,188 meisjes	

Dezelfde gegevens werden nog niet bijzonder vastgesteld voor het verlaten der school na het 7^e studiejaar.

Het schooltekort, na dien termijn, bedroeg :

in 1922, 9,047 jongens en 11,042 meisjes. In 't geheel : 20,089.

in 1923, 9,084 jongens en 12,304 meisjes. In 't geheel : 22,108.

Maar onder die laatste getallen zijn de kinderen begrepen die van school veranderd zijn.

Wij betreuren die laatste inlichtingen niet te bezitten; wij zijn overtuigd dat ze zeer leerrijk zouden zijn; bij ontstentenis daarvan, beschikken wij over statistieken betreffende het schooljaar 1923-1924, welke wij reeds op bladzijde 14 gaven. Ziehier :

Schoolbevolking in het 7^e jaar : 19,962 jongens, 23,446 meisjes.

Schoolbevolking in het 8^e jaar : 8,809 jongens, 9,515 meisjes.

Vergelijkt men die laatste cijfers met die der schoolbevolking, welke 855,892 kinderen bedraagt, dan stelt men niet zonder verbazing vast, dat 18,324 kinderen enkel het laatste jaar volgen van den vierden graad, of 2 t. h.!

Indien wij nu, bij de schoolkinderen die den lageren vierden graad uitdoen, diegenen voegen die de overeenstemmende klassen in de middelbare scholen en de athenaea volgen, stellen wij vast dat minder dan 20 t. h. van de kinderen volledige lagere studiën doen.

Dat kan niet anders dan aanleiding geven tot enkele eenigszins teleurstellende bedenkingen. Welk nut kunnen de overigen, de 80 t. h. uit hunne klassen getrokken hebben? Hun geest, niet aangepast bij het programma, heeft van de lessen van den meester weinig onthouden. Hij werd veeleer stilaan verlamd door het gebrek aan eene oefening, die bij hun temperament paste. Die kinderen hebben te vergeefs verschillende jaren op dezelfde schoolbanken doorgebracht en hebben slechts een onvolledig onderwijs genoten.

Wat de 20 t. h. betreft die den volledigen cyclus hebben doorgemaakt, hebben zij zelf al de vruchten geplukt welke hunne poging liet verhoplen? Was het feit, achterblijvers in hun klas te hebben, dikwijls geene ernstige belemmering voor hun eigen vooruitgang? Wanneer de onderwijzer zijn onderricht geeft, als hij schooltaken te maken geeft, als hij ondervraagt, moet hij zich schikken naar den middelmatigen leerling, moet hij, om eene volksuitdrukking te gebruiken, water in zijn wijn doen, en des te meer water dat er in zijn klas meer achtergeblevenen zijn, is 't niet? En zou hij anders kunnen handelen, aangezien het onderwijs gemeenschappelijk is? Men denkt dan ook niet zonder leedwezen aan al het geld dat door de ouders nutteloos wordt uitgegeven, aan al den tijd die verloren gaat aan nuttelooze herhalingen, aan uitleggingen die tot niets leiden, aan onnoodige pogingen om dat Danaïdenvat te vullen, en vooral aan al die toewijding verspild door bewonderenswaardige leermeesters, wie het nooit te veel is en die men beter beloond wilde zien door gunstiger uitslagen.

Het bijzonder onderwijs.

Het problema is niet nieuw. Sedert een halve eeuw bijna legt men er zich met den besten wil, met den grootsten ijver op toe het op te lossen. In 1877 reeds, opende de Congregatie van de Broeders van Liefde, te Gent, het eerste gesticht voor achterlijke en abnormale kinderen. Naderhand, richtte dezelfde congregatie gelijkaardige gestichten op (te Manage, Tessenderloo, Lummen, Leuven en Hollogne-aux-Pierres. In 1910, telden die verschillende huizen 2,000 abnormalen.

Intusschen, hadden sommige groote steden op hunne beurt klassen voor abnormalen geopend. Brussel, in 1893; Antwerpen, in 1899; Gent, in 1904, Luik, in 1913, Seraing, in 1917, richtten leergangen voor bijzonder onderwijs in. Een statistische tabel, opgemaakt ter gelegenheid van de Tentoonstelling te Brussel door de Maatschappij ter bescherming der Kindschheid, raamde op 1200 het aantal kinderen die de klassen met bijzonder onderwijs volgen in de steden Brussel, Gent en Antwerpen.

De oprichting van het Nationaal pedologisch instituut, in 1909, was voor de studie van de geneeskundig-paedagogische vraagstukken een nieuwe prikkel. Het instituut had zich ten doel gesteld « de in het lager onderwijs gebruikelijke leer-methoden zoeken te verbeteren, zich daarbij steunend, eenerzijds, op de proef-ondervindelijke studie van het kind, en, anderzijds, op het beproeven der opleidingsstelsels die 't meest in verhouding waren tot den aard van het kind. »

De wet van 14 Juni 1920 op den onderstand der opvoedbare abnormale kinderen en de wijzen hunner plaatsing, deed aan het vraagstuk een groote vordering maken. Tot dan toe, konden alleen de arme, doofstomme, blinde of krankzinnige kinderen het voordeel genieten van het Gemeene Fonds. Door de nieuwe wet worden bij die categorie van ongelukkigen al de arme kinderen gevoegd die onbekwaam zijn om met vrucht het lager onderwijs te volgen, alsmede de verminkten. Voor de makers van die wet kan men alleen eerbied koesteren. Het denkbeeld van dien edelen, menschelijken maatregel, welke zedelijke en democratische aard niet naar waarde werd geschat, werd hun ingegeven door hunne liefde voor het volk en voor de kindsheid.

Wij geven hieronder eene tabel der inrichtingen voor bijzonder onderwijs met eenige inlichtingen over de werking van elk dezer, om door het Nationaal Werk voor kinderwelzijn overgemaakt.

I. — Inrichtingen voor opvoedbare abnormalen.

1^o *Sint-Jozefsgesticht, Stropkaai, te Gent* (Broeders van Liefde). — Voor (Vlaamsche) jongens; waarnemingscentrum. Toelatingsouderdom : van 6 tot 16 jaar. Het onderwijs, van gansch bijzonderen aard, wordt gegeven door gediplomeerde leeraars. Voor de kinderen die den ouderdom voor beroepsstudies bereikt hebben, zijn werkplaatsen ingericht; de leerlingen leeren er het ambacht van schoenmaker, kleermaker, schilder, schrijnwerker, smid, bakker of hovenier.

Een hoofddokter en een adjunct-dokter, door de Regeering benoemd, zijn aan het Instituut verbonden.

2° *Institut de la Sainte-Famille, te Manage* (Broeders van Liefde). — Voor (Waalsche) jongens; opvoedbare abnormalen (behoefligen). Toelatingsouderdom: vanaf 6 jaar. Bijzonder lager onderwijs, en theoretische en practische lessen voor kleermakers, schoenmakers, schrijnwerkers en drukkers.

3° *Sint-Benedictusgesticht, te Lokeren* (Zusters van Liefde). — Voor abnormale meisjes. Toelatingsouderdom : van 4 tot 25 jaar. Het gesticht heeft ten doel het zedelijk, het geneeskundig en hygiënisch onderhoud van meisjes, die in verschillende graad geesteszwak zijn, van verachte schoolkinderen en opvoedbare epileptischen. Het gesticht bestaat uit negen afdeelingen, heelemaal afgezonderd van elkaar, en ieder met eene overdekte speelplaats, een refter, een slaapzaal, een speelzaal, enz.

Een specialist-hoofddokter, bijgestaan door twee adjunct-dokters onderzoekt dagelijks de kinderen en leidt de Zusters bij de te besteden zorg en opvoeding.

Alle kinderen wonen regelmatig de schoollessen bij en krijgen er eene verstandelijke opleiding, volgens de bijzondere methodes en werkwijzen, in zwang voor abnormale kinderen.

Op 17-jarigen leeftijd, worden de kinderen in de beroepsafdeeling geplaatst, waar zij, elk volgens haar aanleg, opgeleid worden in handwerk, huishoudwerk, kookkunst, tuinwerk, enz. Het gesticht neemt behoeftige en betalende kinderen aan.

4° *Gesticht van de Zusters van Liefde, te Bouges-bij-Namen*. — Worden er toegelaten : 1° Doofstommen, tot 13 jaar ; 2° doofstomme meisjes en opvoedbare abnormale meisjes, vanaf hun 4^{de} jaar. Lager onderwijs, volgens bijzondere methodes, en volgens de categorie van kinderen. Beroepsonderwijs : huishoudwerk, keuken, wasch, strijken, naaiwerk, linnenwerk, machine-breiwerk.

5° *Instituut Sint-Lambert, te Hologne-aux-Pierres* (Broeders van Liefde). — Voor jongens vanaf hun 6^{de} jaar. Doel : in de mate van het mogelijke, door een meer bijzonder onderwijs, de geestvermogens ontwikkelen van kinderen wier verstand verstomt schijnt. Inrichting en onderwijs : het gesticht bestaat uit verschillende afzonderlijke afdeelingen, die elk haar slaapzalen, refters, overdekte speelplaatsen, enz., hebben. De kinderen worden geklasseerd volgens hun geestelijken toestand en volgens de aanwijzingen van een dokter-specialist, die ze dagelijks bezoekt. Op geregelde tijdstippen worden zij individueel, door den dokter, met medehulp van leeraars en verplegers, onderworpen aan een wetenschappelijk onderzoek in zake hun physischen, psychologischen, intellectueelen en moreelen toestand.

De jongste kinderen volgen geregeld de gewone klassen, ingericht volgens alle moderne genees- en opvoedkundige beginselen; aan de oudsten wordt daarenboven een ambacht geleerd. Allen volgen het stelsel van het pensioonaat.

6° *Huis van het H. Hart, te Tessenderloo* (Broeders van Liefde). — Bijzonder voor opvoedbare en half-opvoedbare abnormale jongens (Vlaamschsprekenden) uit de provincies Antwerpen, Limburg, Brabant en Luik. Toelatingsouderdom : van 6 tot 16 jaar. Bijzonder lager onderwijs en beroepsonderwijs voor oudere kinderen, die er een ambacht kunnen leeren : schoenmaker, kleermaker, bakker, hovenier, enz. Een hoofddokter en een adjunct-dokter, benoemd door de Regeering, zijn aan het gesticht verbonden.

7° *Instituut Sint-Michel, te Spa* (Zusters van het Kruis). — Voor opvoedbare en half-opvoedbare abnormale meisjes, tot hun 21^{ste} jaar. Vier klassen voor abnormalen.

Die klassen worden geregeld bezocht door een paedagogischen opziener, door de Regeering benoemd.

8° « *Institut médico-pédagogique Sainte-Élisabeth* », te Rixensart. — Wereldlijk personeel, voor opvoedbare onregelmatige kinderen, die inzonderheid gekozen worden onder de pupillen van het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen en onder de van rechtbanken afhangelende kinderen. Het gesticht neemt jongens en meisjes aan, die wegens verstandelijke achterlijkheid of gebreken van verschillenden aard, het gewoon onderwijs der lagere scholen niet kunnen genieten. Jongens worden er doorgaans slechts beneden 10 jaar aangenomen; daarboven mogen zij in 't gesticht niet verblijven. De hoogste toelatingsouderdom voor meisjes is 13 jaar. Al de kinderen worden op de proef aangenomen. Ingeval de bijzondere opvoeding maar weinig uitslag oplevert, worden de ouders verzocht het al te abnormaal kind terug te nemen, en hun worden dan gestichten aangewezen die bijzonder passen voor zijn geval. Al de beginselen van het speciaal onderwijs worden er toegepast : 1° het onderwijs is, zooveel mogelijk, individueel; 2° de lessen strekken vooral tot ontwikkeling van initiatief, persoonlijke bedrijvigheid en verstand. Een dokter-specialist is aan het gesticht verbonden.

9° *Sint-Carolusgesticht, te Sint-Job-in-'t-Goor*. — Wereldlijk personeel; zelfde inlichtingen als voor Rixensart, maar met onderwijs in 't Vlaamsch, terwijl te Rixensart in 't Fransch.

10° *Afdeeling voor abnormalen in de kolonie te Gheel-Elsom*. — Voor opvoedbare achterlijk een zwakzinnige kinderen van beider kunne, die vatbaar zijn voor verbetering in de familiale omgeving, zooals die sinds eeuwen te Gheel bestaat. Neemt inzonderheid kinderen van die, ook op meer gevorderden leeftijd, in de bijzondere omgeving van Gheel schijnen te moeten verblijven, wegens hun opvallende zwakzinnigheid of misvormdheid. Toelatingsouderdom : vanaf de geboorte. Als ze meerderjarig worden, kunnen de abnormalen daar blijven en naar een andere afdeeling overgaan. Gewoon onderwijs : opvoeding van de zintuigen, onderwijs van abnormalen, met inbegrip van lezen, schrijven en rekenen. Beroepsonderwijs : ambachten van veld en hoeve, schrijnwerkerij,

smederij, enz. Voor meisjes, huishoud- en hoevewerk. Epileptische en volkomen stompzinnige kinderen worden niet toegelaten.

11° *Abdij Terbank, te Heverlee* (Zusters Dominikanessen). — Voor achterlijke jongetjes van 4 tot 12 jaar. Pensioenkosten volgens de afdeeling.

12° *Gesticht van het H. Hart, te Graty*. — Voor kinderen van beider kunne, jongetjes 3 tot 10; meisjes 3 tot 21 jaar.

II. — Inrichtingen voor kinderen die slechts moederzorg behoeven. Volkomen abnormalen en stompzinnigen.

1° « *Le Rosaire* », *te Oostduinkerke-Bad* (Zusters Dominikanessen). — Voor kinderen die abnormaal van geest zijn, te weten : simpelen of zwakken van geest, dwazen en idioten. Toelatingsouderdom : 2 tot 15 jaar voor meisjes; jongens : alleen die van ten minste 2 en ten hoogste 8 jaar.

Meisjes mogen blijven tot 21 jaar; jongens in elk geval tot 12 jaar, misschien tot 21 jaar.

« *Le Rosaire* » neemt behoeftige en betalende kinderen aan. Een dokter-specialist is aan het gesticht verbonden.

Alle kinderen, wier verstand eenigszins kan ontwikkeld worden, volgen geregeld de schoollessen en krijgen er een bijzonder onderwijs, volgens de methodes Decroly-Montessori. Daarenboven worden de meisjes, zooveel mogelijk, opgeleid in de zorgen van 't huishouden.

2° « *Institut de l'Enfant Jésus* », *te Ciney*. — Voor niet-opvoedbare kinderen van beider kunne. Toelatingsouderdom : van 3 tot 4 jaar. Aanschouwelijk onderwijs, zoo elementair mogelijk, volgens de verstandsontwikkeling van het kind. Eenige begrippen van handwerk, zoo mogelijk. Het gesticht neemt behoeftige en betalende kinderen op.

3° *Sint-Johannes-Gesticht, te Sint-Denijs-Helkyn* (Zusters van Liefde). — Voor niet-opvoedbare kinderen. Toelatingsouderdom : ongeveer 3 jaar. In bijzondere gevallen, vanaf 2 jaar.

4° *Gesticht der Zusters van Sint-Vincentius, te Bachte-bij-Deinze*, voor jongens van minder dan 12 jaar.

5° *Gesticht der Zusters van Sint-Philippus van Néry, te Eccloo*. — Voorloopige inrichting voor niet opvoedbare abnormale kinderen van beider kunne (Vlaamsche). Toelatingsouderdom : van 2 tot 16 jaar.

6° *Gesticht van het Heilig Hart, te Graty* (wereldlijk personeel). Voor kinderen van beider kunne : jongetjes, van 3 tot 10 jaar; meisjes, van 3 tot 21 jaar.

7° *Gesticht der Zusters van Sint-Vincentius a Paolo, te Wijchmael-Beverloo,*
voor meisjes uit Limburg.

De achterlijken in de scholen.

Thans komen wij tot een ander categorie van kinderen.

Hier geldt het geen kinderen meer die lijden aan ernstige lichaams-, gevoels-, geestes-, gemoeds- of bewegingsdefecten, geen « kinderen die verminkt werden wegens ongevallen, gebrekkelijk wegens ernstige, ongeneesbare bewegingsstoringen, te wijten aan de lichaamsgesteldheid of aan ziekelijken toestand, geen kinderen die psychische teekenen dragen van ontaarding en geestelijk verval. » Neen, dergelijke kinderen moeten ondergebracht worden in de pensionnaten waarvan wij zooeven het bestaan vermeldde en waar zij kosteloos zullen worden opgenomen.

Het geldt hier uitsluitend de onaangepasten bij het schoolregiem, of nog leerlingen die slechts een verminderd geestesvermogen vertoonen, beneden de gewone middelmaat, kortom, de noodlijdenden van den geest, bedoeld bij het artikel 14 der wet tot inrichting van het lager onderwijs.

Evenals de anderen, hebben zij recht op eene opleiding die bij hunne middelen past. Daarover zijn wij het allen eens. Maar aan welk regiem dienen zij onderworpen te worden? Want, eenerzijds, komt het er op aan dat zij het grootst mogelijke nut uit hunne schooljaren trekken, dat zij al het geestelijke voedsel opnemen dat hun temperament zich kan eigen maken, dat zij ten minste een instinctieve opleiding ontvangen die gelijk staat met een zekere opleiding van den geest, dat zij voor de abnormalen en de goed-begaafden geene belemmering worden met het oog op de volledige en geleidelijke vorming, waarop ook dezen recht hebben.

Daarin ligt gansch het problema.

De proefneming te Anderlecht.

Dit problema kan op verschillende wijzen opgelost worden. In dit verslag zullen wij alleen die oplossing aanduiden welke werd aangewend door de school-overheid te Anderlecht.

Daar zij uitgaat van het zoogenaamde « Mannheim-stelsel », zullen wij in korte woorden herinneren waarover het hier gaat.

Uitgaande van het feit van het bestaan :

- 1° Van normaalbegaafde kinderen, die geregeld vooruitgaan ;
- 2° Van zwakbegaafde kinderen, die ongeregeld vooruitgaan ;
- 3° Van zwakbegaafde kinderen, die nochtans opvoedbaar zijn ;
- 4° Van idioten en andere onopvoedbare abnormalen en, ten slotte,
- 5° Van hypernormalen die zich, na twee of drie jaar school, onderscheiden door hun bijzonderen aanleg en die gansch aangewezen zijn om de leergangen

van hogere scholen of niet verplichte vakken te volgen, b. v. de vreemde talen, zoo heeft de stad Mannheim vijf soorten van klassen opgericht :

- a) De zoogenaamde normale of hoofdklassen (Hauptklassen);
- b) De herhalings- of bevorderingsklassen (Förderklassen);
- c) De hulpklassen (Hilfsklassen);
- d) De spraakklassen (Sprochklassen);
- e) De voorbereidende klassen tot de hogere scholen (Vorbereitungsklassen).

Deze inrichting vinden wij, *mutatis mutandis*, terug in de groote gemeente van de Brusselsche agglomeratie.

Onze collega, de heer Melckmans, de toewijdingsvolle schepene van openbaar onderwijs te Anderlecht, was er de ziel van. Getroffen door het belemmerend aantal achterblijvers in de gemeentescholen, zoo besloot hij, in Juli 1921, een soort algemeenen inventaris op te maken en eene statistiek van de leerlingen die, in hunne studiën, waren achtergebleven.

Hierboven hebben wij dat veelbeteekenend document overgenomen. Laten wij hier, volgens de bevindingen, herinneren dat er op 5,109 leerlingen :

- 88 waren die één jaar vooruit waren op den normalen leeftijd;
- 2,009 op normalen leeftijd;
- 1,439 één jaar achteruit;
- 895 twee jaar achteruit;
- 461 drie jaar achteruit;
- 169 vier jaar achteruit;
- 48 vijf jaar en meer achteruit.

In verband met dezen bedroevenden toestand, besloot de schepene te doen overgaan tot de rangschikking van al de leerlingen der lagere scholen, n° 5 en 9 en, in de eerste studie jaren, eene proef te wagen in het toepassen van het programma der associatie-voorstellingen, door aanwending van de methode der belangstellings-centra.

De rangschikking moest rekening houden met :

1° Den verstandelijken aanleg en den graad van vordering op school van de kinderen (aangeduid door de opvoeders der vorige jaren en bevestigd door een geestesonderzoek of door gezamenlijke paedagogische proefnemingen);

2° Den leeftijd van de schoolkinderen (vermeld in de statistieken opgemaakt door het onderwyzend personeel);

3° Het aantal kinderen, die men in eene afdeeling kan vereenigen.

Dit schiftingswerk werd met groote zorg gedaan.

Er werd gevraagd aan de klassehoofden der vorige jaren eene voorloopige rangschikking voor te stellen, volgens dewelke de groepen werden samengesteld.

Aan de leden van het onderwyzend personeel werd verzocht hunne aandacht

inzonderheid te vestigen op de gevallen welke een grondig onderzoek vergden, namelijk op :

1^o De oudere kinderen die zich konden aanpassen bij het onderwijs, gegeven in de gewone klassen;

2^o De kinderen met normalen leeftijd die zich langzaam ontwikkelden en zich beter zou bevinden in de parallelafdeelingen.

Deze schifting werd vervolgens gecontroleerd. Om zich te vergewissen dat de kinderen zich wel degelijk in de voor hen geschikte klas bevonden, werd hun een aanvullende proef opgelegd. De tweede rangschikking geëindigd zijnde, zoo stelde men vast dat de redematige inrichting, welke best overeenkwam met de door de proeven opgeleverde gegevens, eischte dat de volgende klassen werden tot stand gebracht :

1^o Gewone klassen voor diegenen die behoorlijk het gewoon programma volgen; hunne bevolking zou ongeveer 30 leerlingen tellen;

2^o Parallelklassen voor diegenen die zich bij het gewone regiem niet aanpassen, degenen die hun klas éénmaal, tweemaal moeten herbeginnen, die onbekwaam zijn om den verloren tijd weder in te winnen en zich opnieuw te verheffen tot op het peil van de normale kinderen van hun leeftijd. Met een programma dat bij hunne geestesgesteldheid is aangepast, zijn deze scholieren vatbaar voor een zeer behoorlijken graad van ontwikkeling. De bevolking zou ongeveer 20 leerlingen tellen per klasse;

3^o Verbeteringsklassen voor de achterblijvers die vervolgens, dank zij een bijzonder en tijdelijk onderwijs, terug mogen keeren in de gewone of parallelafdeelingen, nieuwe inrichtingen, van aard om zekere elementen naderhand weder op te vissen. De bevolking zou ten hoogste 12 leerlingen tellen;

4^o Waarnemingsklassen voor¹ op lichamelijk en verstandelijk gebied dieper aangetaste leerlingen, die tijdelijk onbekwaam zij het regiem der andere groepen te volgen. De bevolking zou ten hoogste 12 leerlingen tellen.

Om te vermijden de ouders in hunne natuurlijke gevoelens te krenken, namen, om de klassen aan te duiden, benamingen aan van dezen aard : zesde klas A voor de gewone sectie, zesde klas B voor de parallelklasse. Door een zelfde bezorgdheid gedreven, werden al de klassen in één zelfde gebouw vereenigd.

Ten slotte, werd overeengekomen dat men de ontwikkeling van de kinderen in hun onderscheiden klassen bijzonder zou gadeslaan en dat men het stelsel van de verdubbeling per halfjaar zou toepassen, ten einde de groepeeringsgemakkelijker te kunnen veranderen, in het belang van de zoo volledig mogelijke ontwikkeling van den scholier. Met het oog hierop, zouden de wedstrijden worden ingericht op 15 Februari en op 1 Juli.

Bij de samenstelling der klassen liet men zich leiden door den volgende regel :

De gewone klassen mogen een grooter aantal leerlingen tellen, dan de parallelklassen, omdat de onderwijzer daarvan voor hun onderricht meer individueele middelen moeten aanwenden.

Deze schiftingsmethode, door den afstand tussehen de uitersten van een zelfde groep te verminderen, gaf als eersten uitslag, meer gelijksoortige groepen te vormen. In de gewone klassen waren er wel kinderen die vooruit waren op den normalen leeftijd, maar zij konden de cursussen toch met nut volgen. Anderzijds, telden de parallelklassen misschien jongere kinderen, doch die nog niet bekwaam waren om zich aan te passen bij het regiem der klas van hunnen leeftijd.

In strijd met wat men zou kunnen denken — en deze opmerking is wel waard aangestipt te worden — moest het aantal klassen niet worden vermeerderd. Zoo de parallelklassen slechts een geringe bevolking telden, zoo hadden daarentegen de gewone klassen, wegens de gelijksoortigheid der leerlingen, een grootere getalsterkte kunnen vereenigen.

Zelfs indien men het beginsel der schifting naar de letter had toegepast, had men een klas kunnen afschaffen. In werkelijkheid, nam het aantal klassen toe ten gevolge van het oprichten van verbeterings- en van waarnemingsklassen.

De gelukkige uitslagen bleven niet uit. Het aantal achterblijvers verminderde merkelyk; terwijl in September 1921 de bevolking der school n^o 5, op 365 leerlingen, er 81, zegge 22 t. h. telde, die hun klas moesten herbeginnen en zich niet aanpasten bij het gewoon onderwijs, was dit aantal, zes maand later, tot 21, zegge tot 6 t. h. geslonken, en de anderen traden in de gewone of de parallelklassen.

In de school n^o 9, op eene bevolking van 580, bedroeg het aantal kinderen die hun klas moesten herbeginnen, in Juli 81, zegge bijna 14 t. h., dit cijfer verminderte tot 40, d. i. 7 t. h. Dit was een merkelyke verbetering.

Anderzijds, veranderde men de uurregeling en stelde men een minimum-programma vast voor de parallelklassen. De eerste dier maatregelen leverde zulke gunstige uitslagen op, dat de uurregeling der parallelklassen naderhand ook werd toegepast in de gewone klassen.

Wij kunnen hier de werking van deze nieuwe schoolinrichting in al hare bijzonderheden niet behandelen. Zij is uiterst belangwekkend en al degenen die zich bezig houden met de vraagstukken van het normaal en abnormaal schoolwezen zullen niet zonder nut deze paedagogische proefneming ter plaatse gaan waarnemen.

Van nu af aan, beschouwt de schooloverheid, te Anderlecht, de volgende uitslagen als zeker :

1^o De aangeleerde leerstoffen zijn beter aangepast bij het verstandelijke peil der kinderen ;

2^o Daardoor vermindert het aantal kinderen die hun klasse moeten herbeginnen; van 20 tot 30 t. h. valt het op 1 tot 3 t. h. ;

3^o Ten gevolge daarvan ook, is er een geleidelijke vermindering in de schoolachterlijkheid waar te nemen :

Als bijzondere uitslagen van deze nieuwe inrichting, stelt dezelfde overheid vast :

1^o Dat de kinderen, die zwak zijn in sommige vakken, met goed gevolg in hunne klas worden behouden ;

2° Dat de verbeteringsklas toegelaten heeft verschillende leerlingen, die niet te veronachtzamen waren, weder op te visschen.

Dat die uitslagen gegrond zijn, bewijst de hier als bijlage toegevoegde tabel ten overvloede. Men duidt er de bevolking in aan van de verschillende scholen, die al dan niet de schiftingsmethode gebruiken, met het aantal leerlingen die hunne klas moeten herbeginnen :

Lagere scholen.	Schoolbevolking 1922-1923.	Aantal dubbelaars.	Procent.
N° 1.	337	37	10.98
N° 2.	301	37	12.29
Bijlage r. Te weten .	144	19	13.19
N° 3.	393	40	10.18
N° 4.	319	51	15.99
N° 5 (¹).	316	6	1.90
N° 6 (¹).	353	15	4.25
N° 7.	397	74	18.64
N° 8.	349	72	20.63
N° 9 (¹).	507	23	4.54
N° 10.	390	86	22.05
N° 11.	93	13	13.98
N° 12 (¹).	332	14	4.22
N° 13.	376	29	7.91

Men zal opmerken dat het aantal achterblijvers in de aan de schifting niet onderworpen klassen schommelt tusschen 7.91 en 22.05 t. h. Het bedraagt slechts 1.9 tot 4.54 t. h. in de klassen welke door de schifting meer homogeen werden gemaakt.

(¹) Uitgekozen scholen.

ÉCOLE N°5 - FILLES - 300 ENFANTS - 12 CLASSES
SCHOOL N°5 - MEISJES - 300 KINDEREN - 12 KLASSEN

Classes ordinaires <i>Gewone klassen</i>	Classes parallèles <i>Parallel-klassen</i>		
6 ^e A			
5 ^e A			
4 ^e A		Classe de perfectionnement <i>Klasse voor voortgezet onderwijs</i>	Enseignement spécial Classe d'observation <i>Bijzonder onderwijs</i> Waarnemings klasse
3 ^e A			
2 ^e A		Enseignement Français ou Flamand <i>Fransch of Vlaamsch onderwijs</i>	
1 ^e A			
Classes Françaises <i>Fransche klassen</i>			Classe Française <i>Fransche klasse</i>

ÉCOLE N°9 - GARÇONS - 450 ENFANTS - 19 CLASSES
SCHOOL N°9 - JONGENS - 450 KINDEREN - 19 KLASSEN

Classes ordinaires <i>Gewone klassen</i>	Classes parallèles <i>Parallel-klassen</i>	Classes ordinaires <i>Gewone klassen</i>	Classes parallèles <i>Parallel-klassen</i>		
6 ^e A					
5 ^e A					
4 ^e A				Classe de perfectionnement (récupération) <i>Klasse voor voortgezet onderwijs (recuperatie)</i>	Enseignement spécial Classes d'observation <i>Bijzonder onderwijs</i> Waarnemings klasse
3 ^e A					
2 ^e A				Enseignement Français ou Flamand <i>Fransch of Vlaamsch onderwijs</i>	
1 ^e A					
Classes Françaises <i>Fransche klassen</i>		Classes Flamandes <i>Vlaamsche klassen</i>		Classe Française <i>Fransche klasse</i>	Classe Flamande <i>Vlaamsche klasse</i>

Hiervoor staat het schema van de huidige inrichting der klassen n° 5 en n° 9.

*
*
*

De stad Luik heeft eveneens, in 1913, een proef in zake bijzonder onderwijs gewaagd. Laten wij onmiddellijk zeggen dat de proef slecht uitviel.

Naast de gewone klassen voor normale scholieren, hadden de gemeentebesturen tot stand gebracht :

1° Een hulponderwijs, minder uitgebreid en concreter, gegeven in de herhalingsklassen ten behoeve der kinderen die het gewoon onderwijs niet met vrucht volgden ;

2° Een bijzonder onderwijs in de hulpklassen gegeven aan de kinderen die er niet toe kwamen te volgen in de herhalingsklassen.

De onmogelijkheid om zich het onderricht dier herhalingsklassen eigen te maken was te wijten aan de volgende oorzaken, die alleen of samen voorkwamen :

1° Lichaams- of gevoelsgebreken ;

2° Geestesgebreken ;

3° Morele storingen, inzonderheid uitgesproken gebrek aan tucht ;

4° Onregelmatig schoolbezoek.

De drie eerste van die gevallen wettigden het plaatsen van den leerling in de hulpklassen.

De toelatingsvoorwaarden waren :

1° De aanduiding, door de geneesheeren of de hoofden der herhalingsklassen, van de scholieren die in de hulpklassen dienden te worden geplaatst ;

2° Eene door den bestuurder aan den opziener gerichte aanvraag, met de volgende stukken :

a) De medische kaart van den leerling ;

b) Eene verklaring waarbij de reden werd opgegeven van den overgang van den leerling van eene gewone klas naar eene herhalingsklas ;

c) Een omstandig verslag over de redenen waarop de gevraagde maatregel gegrond was ;

3° Eene vergadering van het comité van onderzoek, welke, door de zorgen van den opziener opgeroepen, aan het onderzoek van het kind voorafging.

4° Een medisch-pedagogisch onderzoek van den leerling door de zorgen van den opziener en van den geneesheer der hulpklas.

De proefneming, ziet men, vertoonde verschillende punten van overeenkomst met die te Anderlecht. Men heeft er van afgezien om redenen die het van het hoogste belang zou zijn in het licht stellen. De oude wijze zei : « Gnôthi seauton » « Ken u-zelf ». Dit uitstekend voorschrift kan men toepassen op de onderwijsaangelegenheden. Hoe beter men ze zal kennen met de oorzaken van bekomen gunstige of ongunstige uitslagen van nieuwe pogingen, hoe beter men zal ingelicht zijn over de hoofdzakelijke voorwaarden noodig om verbetering te bekomen. Dat is waar voor al de nieuwe proefnemingen, en niet het minst in zake inrichting van een bijzonder onderwijs.

* * *

Om volkomen logisch te zijn, hadden wij, na de tekortkomingen van het lager onderwijs te hebben vastgesteld, de oorzaken van dat verschijnsel moeten opsporen. Wij hebben een minder strenge methode verkozen en het is met opzet dat wij enkele der middelen hebben willen aanstippen, welke gebruikt worden om de kwaal zoo niet te genezen, dan toch te verzachten. De door het bestuur van Anderlecht bekomen gunstige uitslagen bewijzen hoe uitstekend die middelen zijn. Uit de ervaring blijkt dat onze schoolinrichting kan verbeterd worden, het aantal achterblijvers sterk verminderd, het rendement der school aanzienlijk vermeerderd.

Men weet dat bij artikel 1 van de wet tot regeling van het lager onderwijs, aan de gezinshoofden de verplichting wordt opgelegd in het onderwijs van hunnen kinderen te voorzien, maar dat artikel 2 anderzijds die verplichting opheft wanneer het kind lijdt aan lichamelijke of verstandelijke gebreken waardoor het niet in staat is de lagere school of de klassen voor abnormalen te volgen, welke in een omtrek van vier kilometer van zijne woning zonder voorhanden zijn.

Die klassen voor abnormalen zijn voorzien bij artikel 14, waarop wij hierboven gewezen hebben.

Het Koninklijk besluit van 29 Maart 1923 tot regeling van de toekenning der Rijkstoelagen aan de lagere scholen, voorziet dat de klassen voor uitgesproken abnormalen, om het voordeel van die toelagen te genieten, slechts een minimum van 15 leerlingen moeten bevatten. .

Al die pogingen, welke den meesten lof verdienen, hebben ongelukkig hun doel niet bereikt. Noch de wet van 14 Juni 1920, noch de bepalingen van artikel 14 der wet van 1914 hebben de vruchten afgeworpen, welke men er mocht van verwachten.

Het problema ligt nochtans daar. Aan al de geesten die zich om de toekomst bekommeren, dringt het zich op. Het geeft aanleiding tot studies, onderzoekingen, wetsontwerpen. Overal doet het uitzien naar mannen van goede wil.

Wie zou er over verwonderd zijn? Het vraagstuk is van belang. Het geldt eennerzijds het belang der normalen en anderzijds dit der abnormalen zelf, die recht hebben, zooals wij reeds zegden, op eene vorming die strookt met hun toestand. Een kostbare dienst bewijst men hun, als men er in slaagt hen in staat te stellen, in de maat van hunne middelen, te worden waartoe ieder man geroepen is. Ook aan de maatschappij bewijst men een dienst, als men hare onvolmaakte bestanddeelen weet te verbeteren. Die abnormalen, aan het toeval overgelaten, onbekwaam om later de minste rol te spelen in de productieve bedrijvigheid, zullen een dood gewicht zijn voor de gemeenschap. Soms zullen zij nog schadelijker worden. Is het niet uit hunne rangen dat talrijke wetsovertreders komen, behorende tot de misdadige jeugd?

Waar men het eens is over de gewichtigheid van het problema, gaat men even algemeen akkoord over de oplossing ervan. D^r Vervaeck omschreef haar verleden jaar in welsprekende bewoordingen.

« Indien de lagere school zoo vroeg mogelijk een methodische schifting deed, naast de wetenschappelijke nasporing van de abnormale kinderen, zeker zou zij een groot werk verrichten met het oog op de vermindering der wetsovertredingen, der misdadigheid.

» Onze onderzoekingen in de gevangenissen, strekkende over den schoolleeftijd der wetsovertreders, bewijzen dat, althans bij de ontaarde en abnormale veroordeelden — en hunne verhouding in onze strafinrichtingen bedraagt meer dan 60 t. h. —, het schoolbezoek bij hen over 't algemeen onregelmatig was en hunne vlijt gebrekkig; hunne abnormaliteit, wat de lichaamsgesteldheid en het verstand betreft, waarvan wij in de gevangenis de duidelijke merkteekens aanstippen, was in de meeste gevallen reeds zichtbaar op school, nl. bij 75 t. h. ongeveer.

» Door die op te sporen, had men, dank zij een geschikt pedagogisch regiem, dat vooral de opvoeding op het oog hebben moest, hunne geestes- en gemoedsgebreken in zekere mate kunnen verbeteren; men had ze ook, overeenkomstig de medisch-therapeutische beginselen der geesteszwakheid, zeer vroeg kunnen leiden naar een ambacht of naar den boerenstiel, die, in heel wat gevallen, eene zeer voldoende aanpassing der abnormalen bij het behoorlijk maatschappelijk bestaan mogelijk maken.

» Het is dus op school dat men krachtdadig moet optreden om de misdadigheid tegen te gaan; daar is het dat men het gevaar kan tegenhouden, welk zij op maatschappelijk gebied oplevert. »

Wij treden die conclusiën bij.

Zij geven de methoden aan, welke bij die kinderen verbeteringsvatbare vermogens kunnen doen ontkiemen. De scholen, waar verstandige en verknochte meesters de wegen zouden trachten te ontdekken, welke voor de voortbrengende kracht van hunne achterlijken zouden toegankelijk zijn, zouden in hun duistere ziel het waardigheids- en verantwoordelijkheidsgevoel van den mensch opwekken. Welke weldaden zouden zij niet verrichten ten opzichte der kinderen en ten opzichte van de maatschappij?

Voor de volstrekt abnormalen, evenals voor de kinderen die erge lichaams- of geestesdefecten vertoonen, is er geen twijfel mogelijk omtrent den aard van het aan te wenden geneesmiddel.

Die kinderen mogen de lagere school niet bezoeken. Ze thuis houden, ware minder schadelijk. Hun eigen belang en het belang der gemeenschap eischen dat men ze naar gestichten zende, welke steun van het Gemeen Fonds genieten en waar zij kosteloos worden opgenomen.

Meer ingewikkeld is het geval van kinderen, wier abnormaliteit te wijten is aan den kring waarin zij leven — gezin, school of maatschappelijke omgeving. Gewis, de invloed van den familiekring zou uitstekend moeten zijn. Dat is hij in veel gevallen. Met zijn algemeene en bijzondere plichten, met het zoo innig gevoel van solidariteit, van edelmoedigheid, is het gezin de school der deugden, inzonderheid der maatschappelijke deugden. Het leert de gehoorzaamheid aan, den eerbied jegens de overheid, het wederkeerig hulpbetoon, de liefde, de

toewijding, den opofferingsgeest. In het gezin putten wij een klaarder begrip, een inniger gevoel van het ideaal in de betrekkingen van mensch tot mensch.

Soms, helaas, is de familiekring heel anders. De miskenning van de wederzijdsche plichten brengt twist mede, doet al de wetten der zedenleer vergeten en ontvluchten. Dergelijk midden is een bestendig gevaar voor de kinderen die er niets anders leeren dan zonder terughouding al hun lagere instincten te voldoen. Van daar het schoolverzuim, de school op de straat, die dikwijls de school der zedeloosheid is, of nog de school in de bioscoop, die niet veel beter is.

Uit een onderzoek gedaan in het St-Ferdinand-Gesticht te Lummen, dat betrekking had op de beschermelingen van de kinderrechtters, is gebleken dat 80 t. h. van die kinderen geregeld de bioscoop bezochten. Volgens den heer Rouvroy, bestuurder van het Centraal Waarnemingsgesticht te Moll-Hutte, zijn 80 t. h. van de jonge meisjes, die voor den rechter moeten verschijnen, hartstochtelijke bezoeksters van de melodramatische filmvertooningen en zij kiezen de zalen uit, waar de muziek haar prikkel voegt bij die van het gevoels-genot der beelden.

In al die gevallen, — daarop dient aangedrongen — is de abnormaliteit geen oorzaak. Zij is slechts een gevolg. Een oud beginsel, nu, is steeds waarheid : *Sublata causa, tollitur effectus*. Men zal het kwaad verhelpen door die kinderen te onttrekken aan hun schadelijk midden, om hen toe te vertrouwen aan de gestichten die het voordeel van het Gemeen Fonds genieten. Daar zullen zij, naast het algemeen onderwijs waarvoor zij vatbaar zijn, een vakopleiding ontvangen.

Wij hebben sommige van die inrichtingen bezocht. Het « Institut St-Lambert » te Hollogne-aux-Pierres lijkt wel een model te zijn in zijn soort. In het gesticht der Broeders van Liefde te Gent hebben wij het groot aantal en de verscheidenheid der instructieve middelen bewonderd, welke worden aangewend om de sluimerende vermogens van het kind wakker te maken door de redematige opvoeding van al hun zinnen. Aan de beschrijving van die middelen en van het didactische materieel, welke van een wonderbaren rijkdom zijn, hebben de Broeders van Liefde een boekdeel gewijd : « L'Éducation sensorielle chez les enfants anormaux », waarvan de lezing uiterst leerzaam is voor al degenen die belang stellen in het problema.

De volgende methoden ziet men er in toepassing : het heilzaam samengaan van al de oefeningen die een en hetzelfde doel beoogen : het wakker maken der vermogens, de dagelijksche waarneming van de bekomen uitslagen, de methodische opneming van de minste vorderingen, met hunne beteekenis voor de toekomst. Ieder leerling bezit aldus zijn *curriculum vitae scolasticae*, waarin de gunstige opmerkingen over zijne lichamelijke, gemoeds- en verstandsonwikkeling worden aangeteekend.

De wet van 14 Juni 1920, die te danken is aan het initiatief van ons eminent medelid, den heer Vandervelde, is, wij herhalen het, ongelukkig onbekend bij vele gemeenteverheden. De schoolbestuurders schijnen haar evenwin te kennen. Is dit eenvoudige onachtzaamheid van den geest? Is het een onbegrijpelijke miskenning van de eerste onder de burgerplichten? Tegenover de tekortkomingen van sommige gemeentebesturen staat men versted, is men met ver-

ontwaardiging geslagen. Daar zijn er zelfs, die het bestaan van gestichten voor doofstommen en blinden niet schijnen te kennen. Dat blijkt althans uit eene verklaring in de Maatschappij ter bescherming der abnormale kinderen gedaan, welke door ons medelid, den heer Melekmans, werd overgenomen in de toelichting van zijn onlangs ingediend wetsvoorstel betreffende de abnormale kinderen. Op een van de vergaderingen der maatschappij liet een lid opmerken dat tal van doofstomme kinderen geen onderwijs ontvangen. In sommige gestichten had hij gebrekkelijken, oud 12, 13 en 16 jaar ontmoet, die er vóór korten tijd werden opgenomen en nooit de school hadden bezocht.

Die gestichten zullen ook kostbare diensten bewijzen aan de weinig bevolkte gemeenten. Want het is slechts daar waar het bevolkingscijfer aanzienlijk genoeg is, dat de gemeenteoverheden verplicht zijn, klassen voor zwakbegaafde of achterlijke of abnormale kinderen in te richten.

In de aanzienlijke gemeenten lijkt het redmiddel, voor de pedagogisch-achterlijken (door het feit van het schoolmilieu of van een werkelijk verstandsdefect) heel en al aangewezen. Het bestaat volgens ons in de algemeenmaking van het stelsel dat toegepast wordt te Anderlecht, samen met de toepassing van de bepalingen van artikel 14 der wet tot regeling van het lager onderwijs.

Uit de proefneming van Anderlecht is inderdaad gebleken hoe merkwaardig doeltreffend die bijzondere pedagogische methoden zijn tot het weder opbeuren en tot de wederopleiding van de kinderen, die op school niet geven wat zij zouden kunnen.

Wij vatten ze hier samen :

Eerst vooral dienen de scholieren geschift, met onderzoek van hun leeftijd, gezondheid, maatschappelijke omgeving en ontwikkelingspeil op school- en geestesgebied.

Na die schifting, dient de rangschikking te gebeuren in zulke voorwaarden, dat noch eene toeneming van het onderwijzend personeel, noch eene vermindering der uitgaven vereischt wordt.

De nieuwe inrichting te Anderlecht voldoet aan die voorwaarden.

De rangschikking zal, denken wij, de volgende categorieën bevatten :

1° De goedbegaafde kinderen, met regelmatige verstandelijke ontwikkeling, zullen gegroepeerd worden in gewone klassen, met ongeveer dertig leerlingen;

2° De thans achterlijke kinderen en de jonge kinderen met traagzame ontwikkeling zullen in parallelklassen vereenigd worden per groepen van ongeveer twintig leerlingen;

3° De kinderen, die een toevallige vertraging hebben ondergaan en een tijd hebben verloren welke kan teruggevonden worden, en de kinderen der gewone en parallelklassen, die een tijdelijk hulp noodig hebben in sommige vakken, zullen de verbeteringsklas, ook terugwinningsklas genaamd, volgen;

4° Ten slotte, zullen de kinderen, die in ongelijke mate minder begaafd zijn, hunne opvoeding ontvangen in de klassen van het bijzonder onderwijs, waar de bevolking zal beperkt zijn op 15 leerlingen per groep.

Op de aldus gedane rangschikking moet dan standvastig nazicht worden gehouden.

Het kan van nut zijn het gewoon kind, op een oogenblik van zijne ontwikkeling, te helpen. Het kan noodig of althans wenschelijk worden het tijdelijk of voorgoed in eene parallelklas te doen overgaan.

Eenerzijds zal de leerling van die sectie de volledige volgorde van de parallelklassen kunnen volgen. Hij zal ook, bij toeval, hulp kunnen behoeven en moeten overgaan tot eene verbeteringssklas. Ten slotte zal hij zoodanig kunnen vooruitgaan, dat men zijn terugkeer naar de gewone klas zal kunnen in overweging nemen.

Die schifting, en de rangschikking welke er het gevolg van is, hoe belangrijk zij ook weze, zijn slechts voorbereidende maatregelen om homogene klassen te vormen.

Blijven dan nog te bepalen : de leerplannen en de methoden.

Thans is er slechts één leerplan. Het dient voor de welbegaafde evenals voor de zwakbegaafden, voor de normale kinderen, zoo goed als voor de pedagogisch-achterlijken. Het bekommert zich geenszins om de verschillen tusschen de scholieren ; het kent ze niet : daarom is er maar één.

Daarom ook leidt het tot gebrekkige uitslagen : Zoo er in 't lager onderwijs zooveel achterlijken zijn, dan is het omdat één enkel programma niet kan volstaan voor hersenen die onderling zooveel verschillen, waaronder de ééne normaal vooruitgaan, terwijl de anderen geen vlijt kunnen betoonen voor een onderricht dat over hun hoofd heenglijdt, en blijven steken in werkeloosheid en onwetendheid. Dit dient gezegd en nog gezegd.

Het komt er dus op aan tot een gezonder opvatting terug te komen en niet meer te handelen alsof de kinderen voor de leerplannen gemaakt waren, maar wel de tegenovergestelde meening bij te treden en het programma aan de bevoegdheid der scholieren aan te passen.

Het spreekt bij voorbeeld van zelf, dat het programma der parallelklassen niet hetzelfde mag zijn als dat der gewone klassen.

Het gevoelselement bevindt zich aan het begin zooals aan het einde van onze verstandelijke verrichtingen. De ondervinding is de eerste bron van onze gedachten : *Sensibilia sunt prima principia cogitationis humanae*. In het verstand is er niets, dat niet eerst in de zinnen aanwezig was. En die concrete werkelijkheden, door de zinnen verloren, zijn ook nog het doel en het einde van het oordeel : *id quod est terminus et finis iudicii*.

En aangezien de zinnen de deuren van het verstand zijn, mag men zich afvragen of de schoolprogramma's aan de opleiding ervan een genoegzaam belang toekennen. Merkt wel op dat de meeste achterlijken zich in den middelbaren graad bevinden. Is dit geen blijk van verzwakking bij den aanvang van hun vorming? En is die verzwakking niet te wijten aan eene ontoereikende opleiding der zinnen?

Want zoo de gevoelsopleiding den grondslag vormt van elk onderwijs, moet zij vooral de eerste stappen wijzen aan den achterlijke en den abnormale.

Zijne onvolkomen ontwikkelde vermogens, welke door de oefening zullen

wakker worden, zijn er vatbaar voor. Sommigen beweren dat de afgetrokkenheid en de andere verstandelijke arbeid waarvan de afgetrokkenheid den sleutel biedt, voor den achterlijke een gesloten gebied vormen.

Dit is wat ver gaan. Doch het is niet te betwisten dat het slechts door de methodische en standvastige oefening der zinnen is dat er verbetering zal komen in de scherpte en de helderheid zijner gevoelsgevoelens. De achterlijke zal dus in zijn geheugen de gegevens ophoopen, welke de buitenwereld hem brengen zal. Daar is het, in dien rijken grond der waargenomen en erkende indrukken, dat hij de stof zal vinden waaraan hij zijne aandacht, zijne inbeelding, zijn oordeel en zijne eerste mogelijkheden tot veralgemeening zal kunnen wijden.

Met de wijzigingen in de leerplannen moeten wijzigingen in de methode gepaard gaan. De opleiding moet de overhand hebben op het eigenlijk onderwijs. Het komt er in de eerste plaats op aan het kind te wapenen voor het leven, er een man van te maken die bekwaam is zijne functie waar te nemen, onderaan of bovenaan, dit komt er minder op aan, als hij maar op de beste wijze mogelijk, met het meeste gezag voor zich-zelf en voor de anderen, de functie waarneemt waartoe zijne vermogens hem voorbestemmen. Want men heeft heel dikwijls zeer trage geesten gezien, wier mislukking onvermijdelijk scheen, en die, eens vóór de handelingen van het practische leven geplaatst, uiterst goed slaagden.

Laten wij in 't voorbijgaan aanstippen, dat de schoolautoriteiten van Anderlecht zeer voldaan zijn over de methode aan dewelke Dr Decroly, hoogleraar aan de Universiteit te Brussel, zijn naam heeft gehecht.

*
* * *

Wij moeten ons geen valsche voorstelling maken : sommige pedagogen zullen weigeren verschillende dier gedachten te onderschrijven. Zij zullen die hekelen, ze zelfs bestrijden met die bitsheid in de bespreking die eigen is aan de schoolmensen, evenals de dichters *genus irritabile*.

Willen zij er echter in toestemmen ze van nabij te onderzoeken, ter plaats de uitslagen na te gaan van de genomen proeven, — en men zal ze met open armen ontvangen, zoowel in de scholen van Anderlecht als in de gestichten der Broeders te Gent, — en wie weet of zij er niet toe gebracht zullen worden hunne vooropgezette meeningen te wijzigen en de nieuwe opvattingen bij te treden.

Die opvattingen breken trouwens slechts in schijn af met de traditioneele pedagogie. Gewis, zij die deze laatste versmáden gaven soms wel den schijn dat, indien er geen volkomen tegenstrijdigheid was, er althans een gaping was tusschen de traditioneele pedagogie en de nieuwe. Deze alleen kende de vraagproeven, de metingen, de onderzoekingen, de werken in het laboratorium; gene leed steeds gebrek aan wetenschappelijken grondslag, haar leerstelsels waren vaag en loutere literatuur, een samenhang van holle zinnen, die voor critiek vatbaar zijn, zoo danig onvast de gedachten er van zijn; zij zijn niet nauwkeurig genoeg om valsche te zijn. Verwijten van dien aard hebben de voorstanders van de oude pedagogie verbitterd. Werd de menschheid niet naar hare school opgevoed? Heeft

zij dan zoo te klagen over den uitslag van de tucht der oude magisters? Zij hebben geschokschouderd. Al die nieuwigheden, waarvan men het revolutionair karakter loofde, waren ten slotte eenigszins aan hun te danken en zij hebben niet kunnen aannemen dat de pedagogen der nieuwe school geen voorgangers hadden.

Die nieuwigheden als niet te verwezenlijken dweeperijen te aanzien, lag dan voor de hand. Zij deden het, met blijden gemoede, om zich beperkt te houden in wat zij noemden hunne traditiën.

Men diende nochtans elkander te begrijpen. Er is, naar onze meening, geen plaats tusschen de beide leerstelsels. De nieuwe pedagogie is de traditioneele pedagogie verrijkt met de ontdekkingen gedaan op het gebied der proefondervindelijke psychologie, met de psychologie der natuurlijke wetenschappen. Een vooruitgang, zoodra hij verwezenlijkt is, treedt in de traditie; hij staat er niet tegenover. Men vergisse zich trouwens niet.

De vooruitgang bestaat in hoofdzaak niet in de nieuwigheid. De nieuwe school, de school in de zon, de school op maat, zijn onbetwistbaar nieuwigheden. Beteekenen zij vooruitgang? De vooruitgang is een « vooruitgaan » naar een hooger peil. Hier geldt het slechts een betere benutting van oude leerwijzen. Maar die nieuwigheden behooren geenszins tot de utopie, zooals dit zou kunnen gezegd worden b. v. van een geïndividualiseerd onderwijs dat zou dienen rekening te houden met den persoonlijken aanleg van ieder kind. Binet zelf erkent het. Een onderwijs moet niet alleen aangepast zijn aan iederen aanleg, want wij zijn niet alleen ter wereld; wij leven in een tijd, in eene omgeving, te midden van personen en van eene natuur waaraan wij verplicht zijn ons aan te passen; de aanpassing is de oppermachtige levenswet. Het onderwijs en de opleiding, die ten doel hebben die aanpassing te vergemakkelijken, moeten tegelijk rekening houden met deze twee gegevens : de omgeving met zijne vereischen, het menschelijk wezen met zijne hulpmiddelen.

Doch naast die revolutionaire, niet te verwezenlijken nieuwigheden, hoeveel onbetwistbare vorderingen strekken de laatste kwart eeuw niet tot eer!

Ik wil wel toegeven dat de vroegere meesters de kwalitatieve verschillen van hunne leerlingen wel gekend hebben. Het tegenovergestelde te beweren ware onbillijk en vals.

Maar een andere dwaling ware te beweren dat zij daarmede steeds genoeg rekening hebben gehouden. Hun aandacht was vooral gevestigd op de punten van vergelijking hunner leerlingen.

De vorschers, na talloze waarnemingen, hebben gewezen op de uiterste verscheidenheid bij de kinderen, in lichamelijk, sensorieel, verstandelijk en zedelijk opzicht, zij hebben die individueele verscheidenheden gemeten. Op proefondervindelijke wijze hebben zij de verstandelijke bekwaamheid van eenzelfde individu bepaald. Binet en Simon hebben zelf het middel aan de hand gedaan om, in jaren en zelfs in maanden, de diagnose te maken van den verstandelijken voorsprong en achterstand der scholieren. Zonder overdrijving mag men zeggen dat de teksten van Binet, dien bewonderenswaardigen geleerde, wereld-

faam genieten en dat zijne metrische schaal van het verstand een haak is in de geschiedenis van de opvoedkundige zielkunde.

Het is buiten kijf dat al die ontdekkingen een diepen invloed hebben gehad op onze schoolinrichting. Dit zullen de voorstanders van de traditie niet tegenspreken.

Die traditie mag overigens geen looden hulsel worden dat ons neerdrukt en ons verstikt. Met te weigeren in te gaan op de gevolgtrekkingen van die merkwaardige studiën, zou zij haar naam niet meer waardig zijn, en niet meer het verleden zijn dat leeft in ons, in onze instellingen en zeden, maar het verleden zonder meer worden, het doode verleden gelijk aan hetgeen onze nieuwsgierigheid op paleontologisch gebied prikkelt.

Zich met spijt bij de zaak neerleggen ware ook geen eerlijke en oprechte houding. Voor ons ligt de weg, naar den vooruitgang, vermits deze een hoogere graad is in de verwezenlijking van het ideaal. Dit moet ons trouwens een vreugd zijn.

Ja, gewis, een vreugd.

Want de selectie der verstandelijke vermogens, de aanpassing van het onderwijs aan de oneindige verscheidenheid der kinderen, het opsporen van hunne gebreken en leemten, dit alles komt neer op de redding van een groot aantal achterlijke kinderen, dat wil zeggen op slot van zaken, op de verrijking van het collectieve verstand van de Natie.

Om den vooruitgang van de opvoedkunde te stremmen moet men niet — tevergeefs trouwens — opwerpen dat de nieuwe opvattingen op leerstellingen steunen waarbij sommigen zich niet willen of kunnen aansluiten.

Wij staan hier op het gebied der ondervinding; leerstelsels en onderstellingen zijn hier van minder belang. Wij hebben slechts rekening te houden met de feiten, en deze feiten — hetzij terloops gezegd — doen geen afbreuk aan de vroegere leerstellingen; integendeel zij bevestigen deze laatste op wetenschappelijke wijze. Een voorbeeld mochten wij aanhalen. Onder de jongste werken over proefondervindelijke zielkunde, moeten vooraan die van Dr Decroly worden gerangschikt. Samen met Juffrouw Degand heeft hij een werk uitgegeven getiteld : *Observations relatives à l'évolution des notions de quantité continue et discontinue chez l'enfant*. Velen zullen uit dit zakelijk boekje veel nut halen. Het is een klein meesterwerk van opmerkingsgeest. Maar zoo men eenigzins vertrouwd is met de leerstellingen die beide schrijvers voorstaan en beslist meenen te verdedigen, dan zal men opmerken dat de Heer Decroly en Juffrouw Degand enkel op proefondervindelijke wijze de gevolgtrekkingen van de traditioneele wijsbegeerte hebben nagegaan ⁽¹⁾.

Wie zou daarna durven beweren dat de nieuwe opvoedkunde buiten en vooral tegen de traditie staat?

(1) Cfr. DE LA VAISSIÈRE, *Psychologie pédagogique*. bl. 143, Paris, Beauchesne, 1916.

Zij beroept zich op streng wetenschappelijke navorschingen; zij beoogt een merklijke verbetering van ons lager onderwijs. Het zal voor dit laatste een ongekennde weldaad zijn, zoo men het in de mate van het mogelijke aanpast aan de quantitatieve en qualitatieve verschillen in de bekwaamheid der scholieren.

De zaak vergt spoed. De feiten veroordeelen de eenvormige school, vooral in de steden, waar het mogelijk is haar te veranderen. Zelfs diegenen die aarzelen zich bij het nieuwe stelsel aan te sluiten, erkennen dat zij een waar Procustusbed is waarop de kinderen worden gefolterd, totdat zij het middelbare type hebben aangenomen waarvoor die school werd opgericht.

Wij geven gereedelijk toe dat de onderwijzers wonderen verrichten om — vermits het hunne taak is — aan een programma, dat homogene klassen onderstelt, de meest heterogene groepen aan te passen. Aan die taak wijden zij dag en nacht hun geest en hun hart. Die taak is ondankbaar en onmogelijk, vermits wij aldus tot den uitslag komen waarover wij het hooger hadden en die blijkt uit de statistieken door de Regeering voor 1922 verstrekt :

16 t. h. leerlingen verlaten de school na het 4^e jaar,

15 t. h. id. id. 5^e jaar,

40 t. h. id. id. 6^e jaar,

14 t. h. id. id. 7^e jaar,

12 t. h. id. id. 8^e jaar.

Maar zoo men de onderwijzers niet aansprakelijk kan stellen voor die tekortkomingen, dan moet men hen toch helpen de nieuwe opvattingen te verwezenlijken, opdat zij met meer vreugde eene taak zouden verrichten die meer vruchtbaar werd gemaakt:

. . .

Wij hebben de Regeering ondervraagd over het onderwijs dat gegeven wordt aan de achterlijke en abnormale kinderen; wij hebben van den geachten heer Nolf volgend antwoord ontvangen :

« Het vraagstuk der pedagogische achterlijken heeft de aandacht van mijn beheer gaande gemaakt.

» In verschillende voorbereidende afdeelingen van de middelbare scholen heeft men de leerlingen verdeeld in sterke en zwakke klassen, ten einde het onderwijs te kunnen aanpassen bij den vorderingsgraad en de individueele behoeften der leerlingen.

» In eenige scholen heeft men een proef genomen met de inrichting van aanvullende klassen, waar men door een individueel en versterkt onderwijs tracht de leerlingen voor te bereiden om de lessen van de met hun ouderdom overeenstemmende klas te volgen. Dit stelsel zou uitgebreid worden over de scholen met

talrijke bevolking in geval de uitslagen doelmatig zijn. In verschillende inrichtingen bestaan aanvullende taallessen om de leerlingen, die achteruit zijn, in staat te stellen met vrucht den gewonen leergang te volgen die aan hunne makkers gegeven wordt.

» De schoolinrichtingen voor diep abnormale kinderen hooren bij het Departement van Justitie.

» De zwakke kinderen, of zij die lichamelijk abnormaal zijn, worden opgenomen door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, dat hoort bij het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en een belangrijke jaarlijksche toelage ten laste der Schatkist ontvangt.

» Talrijke steden en groote gemeenten hebben « klassen voor speciaal onderwijs » tot stand gebracht voor zwakbegaafde-, achterlijke- of abnormale kinderen.

» De Regeering heeft altijd dergelijke klassen begunstigd. Het Koninklijk besluit van 29 Maart 1923, dat de toekenning regelt van de toelagen van den Staat aan de lagere scholen, voorziet dat de klassen voor werkelijk abnormale kinderen slechts een minimum van 15 leerlingen moeten tellen om aanspraak te hebben op de toelagen.

» Er dient op gewezen te worden, dat de Regeering de leiding niet heeft van de lagere scholen. Deze hoort toe aan de gemeenten en aan het bestuur der vrije scholen. De gemeenteraden en de schoolcomiteiten zijn volkomen vrij klassen tot stand te brengen voor dubbelaars en achterblijvers en leerlingen te groepeeren volgens hun aanleg.

» Wat de opleiding betreft van het personeel dat bekwaam is de abnormalen op te voeden, een ministerieel besluit van 10 Mei 1911 heeft een bekwaamheidsgetuigschrift ingesteld voor dit onderwijs. Dit besluit voorziet normale leergangen van één jaar met 120 lessen van één uur. Een Fransche leergang en een Vlaamsche leergang zullen eerlang door toedoen van mijn Departement ingericht worden. »

De opleiding der onderwijzers.

Men zou het eene gemeenplaats heeten, moesten wij hier herhalen dat de taak van den onderwijzer edel is. De lagere school is bij uitstek het werktuig van 's Lands opvoeding. Van de haar toevertrouwde kinderen moet zij mannen maken, die in alle omstandigheden bekwaam zijn hunnen plicht te onderscheiden en te kwijten. Zij moet zielen vormen. Zij smeedt de toekomst.

Waar het achterlijke, zwakbegaafden, pædagogisch abnormalen geldt, denken men terug aan de toepassing van het stelsel van Anderlecht; indeeling, groepeer-
ring der kinderen volgens hunne bekwaamheid, toezicht op hunne lichamelijke

en verstandelijke ontwikkeling, navorsching der aan te vullen leemten, het betasten der aan te vullen ontoereikendheden. Dit alles, dat de groote zaak is van het onderwijs en de opvoeding, vergt toch wel vanwege de meesters eene voorafgaande grondige studie van de opvoedkundige zielkunde.

Legt dit alles niet den zin van opoffering en toewijding op? De ingeslapen vermogens van het kind trachten op te wekken, tot het peil der rudimentaire breinen af te dalen, voortdurend dezelfde begrippen te herhalen, vrijwillig in het concrete gedompeld blijven, ondanks het lokkend geroep van de sirenen van het ideaal, zich vast te klinken aan het werkelijke en praktische leven, het eenige waartoe de zwakbegaafden in staat zijn en waaraan zij moeten worden aangepast, ja gewis, dat is een zaak die zelfverloochening vergt, het offeren van zijn gansche bedrijvigheid aan een taak waaraan men gelooft, en de liefde voor een edelmoedige zending die enkel het welzijn van het kind beoogt.

Ofschoon deze hoedanigheden van het grootste belang zijn voor de meesters van achterlijke of zwakbegaafde kinderen, toch zijn zij het niet minder voor hen die normale kinderen op te leiden hebben. Welke de stof zij waarop de onderwijzer werkt, het werk blijft hetzelfde, soms lichter, soms zwaarder, maar steeds vergt het een strenge vorming van den geest en het hart.

Want ook hij moet tevens den geest en het hart vormen van de kinderen die aan zijne zorgen zijn toevertrouwd.

Den geest te vormen is niet zoozeer hem beladen met het sieraad der wetenschap dan wel de verstandelijke vermogens tot het uiterste te ontwikkelen mits een harmonisch evenwicht te bewaren. Ongetwijfeld moet het kind uit de school een degelijken last aan heldere, positieve, stelselmatig gerangschikte kennissen meedragen. Maar waar het vooral op aankomt is dat het, bij het verlaten der school, een rijke verbeelding bezitte, een gelukkig geheugen, een gevat oordeel; dat het hebbe geleerd zich te verheffen van de feiten tot de wetten, van de omstandigheden tot het absolute, dat het wete zich uit te drukken in een gepaste taal over de waargenomen werkelijkheid, over de aangeleerde waarheden. Gewis moet het onderwijs aan den leeftijd worden aangepast. Zijne uitslagen moeten enkel gezocht worden ten aanzien van de ontwikkeling zijner vermogens, de evolutie zijner belangen, van zijn geheugen, van zijne verbeelding, van zijn logisch denkvermogen.

De opleiding der zintuigen zal dus aan de eigenlijke verstandelijke opleiding voorafgaan. Maar deze is het ware doel. De gevoelsoefeningen bij de abnormale kinderen moeten steeds samengaan met de oefeningen in abstractie, vergelijking, oorzakelijkheid, veralgemeening.

Men ziet dus welke dwaling het ware zich te beperken, of het kind al te lang te doen blijven, bij de gewaarwordingen der zintuigen. Spontaan verheft het zich tot de algemeene begrippen. De proefondervindelijke zielkunde en de traditioneele zielkunde, de moderne en de scolastische wijsgeeren, Neumann en de Heilige Thomas zijn het eens om te verklaren « dat het kind slechts een stap doet van de concrete gewaarwording naar de meest algemeene begrippen en vervolgens afdaaft naar de categorieën der meer specifieke begrippen ».

Maar om de vermogens van abstractie, veralgemeening en synthese bij het kind te wekken, om het bij zijne latere ontwikkeling te richten, om de zinsche arbeid in verband te brengen met de zinnelijke waarneming en hem daarvan af te leiden, kortom, om den geest van het kind te vormen, moet men zelf een goed gevormden geest hebben. *Nemo dat quod non habet*. Men kan aan de anderen slechts geven wat men zelf bezit.

Hier rijst een vraag : zijn onze onderwijzers behoorlijk opgeleid om den geest van de anderen op hunne beurt te kunnen vormen?

Op deze ernstige vraag moeten wij in der waarheid zeggen dat vele opvoedkundigen, en niet de minsten, opzieners, schoolbestuurders, een ontkennend antwoord geven.

Zeker is het onderwyzend personeel onzer lagere scholen vol toewijding, moed, gewetensvolheid en ijver. Het ontbreekt daar ook niet aan wijze en diepzinnige geesten, die in hunne omgeving de intellectuele bedrijvigheid kunnen aanprikken en leiden. Dit is buiten kijf, de oorzaak van het kwaad moet niet onderaan maar bovenaan worden gezocht. Men mag zich afvragen of het normaal onderwijs, zooals het wordt opgevat en toegepast, die intellectuele gewoonten kan inprenten van klaarheid, orde, nauwkeurigheid; vertrouwd kan maken met algemeene overzichten die de bijzonderheden in het duister laten zonder hen echter te vergeten, maar die het geraamte doen uitschijnen dat de onderdeelen in een harmonisch geheel samenvat; den smaak kan geven voor het natuurlijke en de maat, die al kenschetst dat wat groot of schoon is, kortom, alles dat men gewoonlijk met den naam van algemeene cultuur bestempelt.

Hoe zou trouwens de onderwijzer die algemeene cultuur opdoen in de normalschool, waar hem de studie wordt opgelegd van dertig verschillende specialiteiten? De veelvuldigheid der begrippen waarmede men hem het brein volpropt geven enkel den uiterlijken schijn van geleerdheid. Zij verwekt den geestestoestand van den man dien men voor primair scheldt, en die vage begrippen heeft over vele zaken zonder te kunnen opklimmen tot de wetten en beginselen waarvan hij niet eens het bestaan vermoedt.

Een talentvol opvoedkundige, de heer Hendrickx, bestuurder van de Normalschool, te Luik, vat als volgt de opmerkingen samen waartoe het examen voor kantonnalen opziener, in 1919, aanleiding gaf : « Kortom, onvoldoende algemeene ontwikkeling, slecht begrepen opvoedkundige kennis, strekking tot overzien van algemeene beginselen om stil te blijven bij de bijzonderheden, dit zijn de hoofdgebreken die het deed uitschijnen. »

Het bekwaamheidsexamen voor hulpopzieners en hulpopziensters, waarvoor zich vijf honderd kandidaten hebben aangemeld, gaf aanleiding, voor enkele kandidaten, tot soortgelijke bevindingen. Ziehier :

a) Algemeene ontwikkeling oppervlakkig, zonder diepte; namelijk onvoldoend schriftelijk opstel :

b) Enge opvatting van de opvoedkunde;

c) Onvoldoende waarnemingsgeest en onderscheidingsvermogen, de methoden worden automatisch toegepast zonder rekening te houden met de toevallige omstandigheden.

De heer Hendrickx stelt echter de onderwijzers niet verantwoordelijk voor dien toestand. Volgens hem ligt de oorzaak gansch in de ontoereikendheid der opleiding in de normaalschool.

De uitstekende bestuurder der normaalschool te Luik staat dus eene hervorming voor waarbij wij ons aansluiten, met dit voorbehoud dat wij de geesten onvoldoend voorbereid achten. Tot onzen spijt beperken wij ons bij een aanpassing van het programma en van den uurrooster der normaalschool, die beide zeer weinig overeenstemmen met de algemeene vorming.

Men oordeele :

Van de 117 lessen per week over de vijf jaren verdeeld worden 34 $\frac{1}{2}$ uren besteed aan het schoonschrijven, het handwerk, het turnen en het teekenen, 7 uren aan de eigenlijke beroepsopleiding. Er blijven dus 76 uren over waarvan 15 besteed worden aan de praktische studie van een tweede taal, 1 uur gezondheidsleer, 1 uur handelswetenschappen en 5 uren zang. Er blijft weinig over voor de enkele vakken die de algemeene kennis kunnen ontwikkelen. Ook wordt een wijziging in het normaal onderwijs voorgesteld.

Men zou van drie beginselen uitgaan :

1^o Het komt er vooral op aan de vermogens van den toekomstigen onderwijzer te verfijnen, hem den lust tot de studie in te boezemen, hem in staat te stellen zich gemakkelijk zelf te volmaken na de normaalschool.

2^o Men moet in den uurrooster de vakken met uitgesproken nuttigheidskarakter tot een minimum herleiden, de opvoedingswaarde dezer vakken wordt betwijfeld ondanks de beweringen van de specialisten. Zij zouden echter gewoon weg niet afgeschaft worden : de onderwijzer moet aanvankelijke begrippen hebben over al de vakken die hij later zal moeten onderwijzen aan zijn leerlingen.

3^o Op het gebied der beroepsopleiding hebben de stelselmatige studie van de menschelijke natuur, de aard van het kind, de wetten van zijn geest, de gang van zijne ontwikkeling binnen den wederkeeringen invloed van zijn lichaam en zijn ziel, een veel grootere waarde dan de uiteenzetting van de didactische methoden, de ontleding van het type-programma of de uitlegging van het model-reglement. De voorgestelde hervorming zou dus beginnen met een ernstige besnoeiing, een goede snede in den uurrooster der vakken die het minst bijdragen tot de algemeene cultuur. Daarna zou men lessen in Latijn invoeren, waarvan de meest heldere geesten de onschatbare waarde hebben erkend en verkondigd voor de vorming, de verfijning en de versterking van het verstand.

Herinneren wij aan een getuigenis. Gelast de antwoorden, ingestuurd door de leden van den hoogerem raad van het openbaar onderwijs in Frankrijk aan den minister die hen geraadpleegd had over de kwestie der humaniteiten, te onderzoeken en er verslag over uit te brengen, drukt de heer Beaulavon zich uit als volgt : de meesten, bijna de twee derden, meenen dat de oude klassieke opvoeding op grondslag der oude talen, op voorwaarde dat men er in slaagt er stevige en verstandige wetenschappelijke studien bij in te lasschen, het uitstekend middel, het middel bij uitmuntendheid is om de ware algemeene opleiding van

de persoonlijkheid te bereiken. Zij is dus noodzakelijk niet alleen voor het handsvol toekomstige humanisten, doch aan al degenen die door hun eigen zullen moeten denken en handelen, begrijpen, uitvinden, fijn en wetenschappelijk juist moeten oordeelen; zij willen dus deze eerste cultuur terzelfdertijd letterkundig en wetenschappelijk aan gansch onze jeugd bezorgen.

Op den eersten rang dergenen die door hun eigen oordeelkundig zullen moeten kunnen denken en handelen, behoort het de onderwijzers te plaatsen, aan wie de edelste doch ook de moeilijkste taak wordt toevertrouwd : zielen op te leiden, dat wil zeggen heldere geesten en sterke harten, wat verstand en zedelijke kracht in te voeren in het privaat zoowel als in het openbaar leven, over de wereld weldoende lichten op te steken.

De taak is mooi. De klassieke cultuur zal den onderwijzer beter in staat stellen haar ten volle te verwezenlijken. Zij zal hem in eigen oogen verheffen. Zij zal bij de kinderen en bij de ouders de waardeering verhoogen voor de meesters die zij zal gelijk stellen met al de intellectueele arbeiders, terwijl zij al te dikwijls maar den rang van loonbedienden bekleeden. De klassieke cultuur zal ten slotte hun gezichts-kring en hun invloed zeer verruimen.

Is het te verwonderen dat, overtuigd van de degelijkheid der humanistische cultuur, twee naburige landen diepe wijzigingen hebben aangebracht in het stelsel van hun normaal en lager onderwijs.

In Italië heeft een decreet Gentile het Latijn als verplichtend vak voorgeschreven, niet alleen in gansch het middelbaar onderwijs doch ook in het programma der normale studiën : het Latijn is verplichtend vanaf het tweede jaar in den lageren leergang, zes uren worden er aan besteed in elke der drie laagste klassen, vijf uren in de eerste klas van den hooger leergang en vier in elke der twee volgende klassen.

Doch het Latijn moet niet langs een zijdeur in de normaalschool binnen gebracht worden. Indien men het aantal uren aan de praktische vakken gewijd vermindert, indien men eenige uren wetenschap en wiskunde naar de hogere klassen overbrengt, indien men de uurtabel voor de taal en zelfs deze voor de moedertaal vermindert, dan zal men talrijke uren vinden, ongeveer een uur per dag, om deze aan het onderwijs in het Latijn te besteden. Indien men in de hogere klassen een zeer aanvankelijken doch systematischen leergang in logika, in rationeele zielleer inricht, dan zal men naar het ons voorkomt over al de elementen beschikken die een veel steviger opleiding kunnen geven dan het huidig stelsel dit vermag. Wellicht zullen dan de openbare machten er toe aangezet worden deze meer volmaakte voorbereiding van den onderwijzer tot zijn ambt te erkennen, evenals zijn verheffing op de maatschappelijke ladder, door toekenning van een wedde die beter beantwoordt aan de vereischte ontwikkeling en de uitgebreidheid van de diensten die hij geroepen is te bewijzen.

Dat deze hervorming gewenscht wordt door al de mannen van onderwijs lijdt geen twijfel. Overtuigd van de voordeelen van een dergelijke studie voor de vorming van eene keure, de noodig is voor alle democratie, hopen zij dat men niet alleen het onderwijs in het Latijn zal versterken en het normaal onderwijs, doch dat er een tijd zal komen dat onze leerlingen van het lager onderwijs en namelijk de kinderen van den vierden graad ook zullen deelachtig willen zijn

aan een onderwijs dat hun geest en hun hart zal verheffen, hetgeen tot nu toe het voorrecht van eenigen was geweest. Dien dag zullen al de volkskinderen het geluk hebben een hogere cultuur te bezitten.

Onderzoeken wij thans de Begrooting.

Zij voorziet :

Voor gewone uitgaven, eene som van	fr.	287,576,695	97
Voor uitzonderlijke uitgaven eene som van		47,175,788	»
Te zamen.		fr.	<u>334,752,483</u> 97

Vergeleken met de credieten toegekend voor het dienstjaar 1923, melden deze cijfers :

Voor de gewone uitgaven, eene verhoging van	fr.	5,508,397	87
Voor de uitzonderlijke uitgaven, eene verhoging van.		41,839,963	»
Eene gezamenlijke verhoging van		fr.	<u>47,348,360</u> 87

Daarenboven, moet rekening gehouden worden met de credieten voorzien op de Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven, voor een gezamenlijk bedrag van 33,640,737 frank.

De voornaamste verhoogingen vloeien voort uit de toeneming der pensioenen en hun gemiddeld beloop, uit de vermeerdering van den gezinsbijslag van het onderwyzend personeel, uit de regelmatige weddeverhoogingen der leeraars van het middelbaar onderwijs en der inspecteurs van het lager onderwijs, uit de betaling door den Staat van de onderwijzerswedden, enz. De aanzienlijkste verhoging — 24,852,519 frank — is het gevolg van de tijdelijke en veranderlijke duurtetoeslagen welke vroeger op de Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven voorkwamen.

Het betreft een niet beperkt crediet, geraamd in de onderstelling dat het index-number, gedurende gansch het jaar 1924, het cijfer 420 zou overschrijden.

EERSTE HOOFDSTUK.

HOOFDBESTUUR.

Dit hoofdstuk voorziet een crediet van 3,530,845 frank voor de wedden der beambten, bedienden en dienstlieden bij het Hoofdbestuur; in vergelijking met het cijfer der vorige Begrooting, meldt dit crediet slechts eene verhoging van 77,223 frank, hoewel het eene som bevat van 130,000 frank voorzien wegens de regelmatige verhoogingen, alsmede wegens de bezoldiging van het onderwyzend personeel in de gebieden Eupen-Malmedy; overleden of ontslagnemende beambten werden niet vervangen.

Deze vermeerdering scheen aan uwe Commissie onvoldoende te zijn.

* * *

De quaestie van de verhoging der jaarwedden ligt de Staatsbeambten steeds nauw aan het hart. Zij kan niet anders dan de welwillende aandacht van de

Kamer opwekken, die tot plicht heeft zoodra mogelijk den toestand te verbeteren die onwaardig is van de hooge waarde onzer ambtenaren en van den geest van toewijding aan de openbare diensten.

Iedereen is er mede akkoord, en de achtbare Eerste Minister vooral, dat de toestand voor de meesten onhoudbaar is geworden.

Reeds in 1914 was hij niet schitterend. De Vereeniging der Ambtenaren van de hoofdbesturen van den Staat, het Departement der Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen niet inbegrepen, zegde onlangs in een rekest aan den Eerste Minister : « Het gematigde van onze aanvraag zal U nog duidelijker toeschijnen, indien gij wilt in aanmerking nemen dat wanneer met het barema der jaarwedden in 1914 tot grondslag neemt, men een steun heeft welke, te dien tijde, ongunstig was voor de staatsambtenaren, gegeven zijnde dat deze bezoldiging reeds ontoereikend was. Eigenlijk, waren de jaarwedden reeds het voorwerp geweest van verhooging, in de onderscheidene departementen, tusschen de jaren 1910 en 1912. Doch deze aanpassingen zelf waren zeer gematigd geweest, vooral als men rekening houdt met de gevoelige verhooging van de levenskosten in de laatste jaren die den oorlog voorafgingen. Nog vroeger, namelijk vóór de verhooging van 1910 tot 1912, waren de jaarwedden, sedert 1868, niet meer herzien geworden.

Men zou kunnen bijvoegen dat, vergeleken met de winstgevende posten in den handel en de nijverheid beschikbaar voor mannen van gelijke waarde, de toestand van de staatsdienaren, in 1914, klaarblijkend lager was. Het leven was moeilijk. Men leefde zonder weelde; doch men leefde met de wettige hoop op eene verwachte verbetering en op een ruimere toekomst.

Eilaas! de toekomst is gekomen.

Zij heeft aan de ambtenaren enkel ontgoocheling gebracht. De duurte van het leven heeft niet opgehouden te stijgen, sedert 1914 en vooral sedert den wapenstilstand, in verhoudingen welke verre achter zich hebben gelaten de geringe verbeteringen door onze financie-ministers toegestaan. Ongetwijfeld, bevond zich het land, wegens den oorlog en wegens de weigering van Duitschland om de schade te herstellen, tegenover zulke financiële moeilijkheden dat men genoodzaakt was een heelmiddel tegen de kwaal te zoeken in de inkrimping der uitgaven. Dit heelmiddel moest slechts voorloopig zijn voor wat betreft de dienaren van den Staat. Het is tijd daarvan af te zien, wil men niet een ramp te gemoet loopen.

Inderdaad, onze ambtenaren kennen een onverdiende verlaging van het *Standard of life*, een immer stijgende inkrimping van hunne bestaansmiddelen en van hun maatschappelijke stand. Zij toonen zich terecht bezorgd om aan hunne kinderen een behoorlijke opvoeding en een toekomst te bezorgen strookende met hunne inzichten van vóór den oorlog. Zonder groote ontheringen en zedelijk lijden, kunnen zij geenszins die hoogste verplichtingen vervullen.

Vandaar een ontoedigende staat van bestendige ongerustheid, die een slechte raadgever is.

Een man die met een zeldzaam gezag de Belgische geboortecrisis bestudeert, namelijk de Eerw. Pater Lemaire, liet onlangs een zeer leerrijke tabel verschijnen, die klaar bewijst dat de geboortecrisis zeer scherp heerscht in de

wereld der ambtenaren en bedienden van den Staat. Hij besloot daaruit, dat de kwestie angstwekkend wordt, dat wij eene ramp te gemoet gaan, dat de Staat dit levensproblema, in zijn geheel, beslist moet in de oogen kijken en oplossen ten beste van België's belangen.

Dit beteekent, dat men bij de verhoogingen der wedden, rekening moet houden met de talrijke gezinnen.

Wat men ook wille, zal men er toch moeten toekomen eensdeels, te begrijpen dat 's lands belang zooveel talrijke gezinnen mogelijk vergt, en anderdeels, dat het onrechtvaardig is, voor hetzelfde werk, hetzelfde salaris te geven aan een ongehuwde en aan een hoofd van een talrijk gezin.

De ongehuwden, de gehuwden met een enkel kind, hebben geene, of nagenoeg geene gezinslasten. Zij leven voor zich zelf zonder te denken op de latere belangen of op die der samenleving. Degenen, daarentegen, die talrijke kinderen hebben, hebben lasten in verhouding van dit aantal kinderen. En zij hebben niet alleen hunne persoonlijke waarde van arbeiders, maar nog hunne sociale waarde van vaders der toekomstige geslachten.

De Bond der Talrijke gezinnen, op 25 Mei l.l. in algemeene vergadering zitting houdende in het stadhuis van Brussel, heeft eenparig den volgende wensch aangenomen : « Dat bij het vaststellen van de nieuwe roosters der jaarwedden en salarissen van het staatspersoneel — met inbegrip van de militairen en de onderwijzers — de Regeering en de Kamers de grondslagen aannemen, welke hun werden voorgesteld door het Middencomité van den Bond en waarvan de hoofdbepaling er in bestaat : de gezinsbijslagen te brengen op 3 frank per dag en voor elk der eerste twee kinderen en op 4 frank per dag voor het derde en voor elk der volgende. »

Het ware een schreeuwend onrecht, dat zeer erge gevolgen zou kunnen hebben, bij het vaststellen van het door allen en voor allen vereischt nieuw barema, geen rekening te houden met een wensch zoo zeer strookend met het goede recht en met de belangen van het Vaderland.

Wij wenschen dus dat de quaestie onverwijld zou opgelost worden, opdat de inrichting der openbare diensten, van een algemeen belang, daar niet onder lijden, want — de Koning heeft er aan herinnerd in zijne jongste redevoering, te Namen, — « dit is de taak van de vaak onbekende ambtenaren, wier verdiensten niet genoegzaam worden erkend en wier stoffelijk bestaan niet dikwijls in verband staat met de vooropleiding welke van hen moet worden vereischt en met de belangrijkheid van hunne taak. »

HOOFDSTUK II.

Pensioenen en Hulpelden.

Dit hoofdstuk is in verhooging met 1,040,000 frank. Die verhooging wordt gerechtvaardigd :

1° Door de toeneming van het aantal pensioenen en van hun gemiddeld beloop;

2^o Door den weerslag op de Begrooting wegens de toepassing van het Koninklijk besluit van 22 Februari 1921 (*Staatsblad* van 6 Maart) dat ten laste ligt van het uitkeerend Departement, niet meer het eerste kwartaal van het pensioen of een breuk er van, maar al de achterstallen vervallen bij het verstrijken van het kwartaal gedurende hetwelk het Rekenhof de regeling van het pensioen goedkeurt, meestal negen maand na de ingenottreding daarvan.

Uwe Commissie had verleden jaar aan de Regeering gevraagd haar hare inzichten te doen kennen omtrent de verhooging der pensioenen van het onderwijzend personeel en inzonderheid van het pensioen der onderwijzers.

Op deze vraag had de heer Nolf ons geantwoord dat de quaestie ter studie lag, dat eene Commissie was samengesteld geworden om de voorstellen te onderzoeken en om een vóórontwerp op te maken van codificeering en van samenordering der wetten op de pensioenen van de leden van het onderwijzend personeel. « De werken der Commissie, voegde de Minister van Wetenschappen en Kunsten er bij, worden ijverig doorgezet. »

Een jaar is voorbij en de Commissie studeert maar voort; dat zij ook ijverig doorzet, daar twijfelen wij niet aan, doch men dient er mede gedaan te maken.

Uwe Commissie dringt er op aan dat voldoening wordt geschonken aan de billijke eischen van het onderwijzend personeel.

De achtbare Eerste Minister heeft, bij gelegenheid van een onlangs gehouden debat, erkend dat het pensioen der ambtenaren een recht is, een soort voortzetting van de jaarwedde. Hij voegde er bij dat de Regeering de verbintenis op zich nam den omslag der jaarwedden te laten volgen door een omslag der pensioenen en dat een en andere terugwerkende kracht zou hebben op 1 Juli 1924.

Deze dubbele verklaring zal al de Staatsdienaren hebben opgebeurd; het is te wenschen dat eerlang een oplossing zal gegeven worden.

HOOFDSTUK III.

WETENSCHAPPEN.

De credieten, op dit hoofdstuk voorzien, gaven tot geene aanmerkingen aanleiding.

HOOFDSTUK IV.

OPENBAAR ONDERWIJS.

Dit hoofdstuk werd vermeerderd met 370,500 frank.

Deze vermeerdering is de terugslag op de Begrooting van de wet van 15 October 1921 (art. 7 en 11) betreffende de Meest Begaafden. Het bedrag van de Staatssubsidiën aan de gemeentelijke, intercommunale en provinciale Fondsen van de Meest Befaaften is voor het jaar 1924 vastgesteld op 15 centiem per inwoner, hetzij eene verhooging van 5 centiem op de subsidiën van verleden jaar.

HOOFDSTUK V.

HOOGER ONDERWIJS.

Verschillende amendementen van de Regeering hebben de eerst voorgestelde credieten gewijzigd en de verhooging onder dit hoofdstuk gebracht op 916,700 frank.

Deze verhooging vloeit grootendeels voort uit de toepassing der wet van 31 Juli 1923 op het gebruik der talen aan de Hoogschool te Gent; zij omvat namelijk eene som van 287,300 frank bestemd om de nieuwe lasten te dekken wegens de benoemingen in het leeraarskorps en in het bestuurskader van de Rijksuniversiteiten, en eene som van 221,400 frank als tijdelijke last, noodig voor de inrichting van nieuwe auditoriums aan de Universiteit te Gent.

Verscheidene van onze Collega's hebben het verlangen uitgedrukt, de uitslagen te kennen van de toepassing der wet betreffende het gebruik der talen aan de Gentsche Universiteit.

Uwe Commissie heeft daarover inlichtingen gevraagd aan de Regeering.

Universiteit van Gent.

A. — Getal inschrijvingen, Vlaamsch stelsel en Fransch stelsel, voor de wetelijke graden van candidaat andere dan deze van candidaat-ingenieur;

	Vlaamsch stelsel.	Fransch stelsel.
	—	—
Eerste proef voor de candidatuur in de wijsbegeerte en letteren voorbereidend tot de rechten.	0	24
Eerste proef voor de candidatuur in de wijsbegeerte en letteren voorbereidend tot de doctoraten andere dan het doctoraat in Germaansche philologie	0	11
Eerste proef voor de candidatuur in de wijsbegeerte en letteren voorbereidend tot het doctoraat in Germaansche philologie . . .	2	1
Eerste proef van de candidaat in natuurkundige en wiskundige wetenschappen	2	7
Eerste proef van candidaat-notaris	1	6
Eerste proef van candidaat in de natuurlijke wetenschappen	5	32
Eerste proef van candidaat te gelijkertijd in de natuurlijke wetenschappen en in de geneeskunde	0	3
	10	84
	94	

B. — Getal inschrijvingen in de technische scholen (eerste jaar), al de secties te zamen :

318	162 Belgen :	0 geen enkel student volgt de Vlaamsche lessen.
		143 studenten volgen uitsluitend al de <i>Fransche</i> lessen.
		19 studenten volgen de Vlaamsche en de Fransche lessen ⁽¹⁾ .
	156 vreemdelingen :	1 student volgt uitsluitend de Vlaamsche lessen (Hollander).
		155 studenten volgen uitsluitend de Fransche lessen.

N.B. — In de afdeeling der Electro-technische ingenieurs (bijkomende graad) volgen 3 studenten op 17 (16 Belgen en 1 vreemdeling) den leergang van algemeene electro-techniek, gesplitst (Vlaamsche leergang en Fransche leergang gegeven door denzelfden professor).

C. — Getal inschrijvingen voor de wetenschappelijke graden andere dan deze die worden verleend door de Scholen (leergangen uitsluitend in 't Vlaamsch gegeven) :

Eeste proef van candidaat in de geschiedenis van kunst en oudheidkunde.	6
Eerste proef van het licenciaat in handelswetenschappen . . .	21
Eerste proef van de candidatuur in lichaamsopvoeding . . .	3
	30

Talrijke leden hebben verzet aangeteekend tegen de toelating, aan sommige professoren der Gentsche Universiteit verleend om les te geven in een inrichting van hooger onderwijs, te Gent gevestigd; anderen, die de integrale toepassing willen van de bepalingen betreffende de regeling van de Vlaamsche leergangen, hebben doen opmerken dat men de aanwezigheid van de verplicht ingeschreven studenten bij deze lessen niet eischte.

Uwe Commissie heeft daaromtrent eene vraag gesteld waarop de Minister van Wetenschappen en Kunsten als volgt heeft geantwoord :

« Het is waar dat eenige professoren en docenten van de Universiteit te Gent lessen geven in een gesticht voor hooger onderwijs, te Gent gevestigd.

» In andere dergelijke gevallen heeft men zich altijd laten leiden door een geest van ruime verdraagzaamheid. Daar het inrichtend comitee van dit gesticht verklaard heeft dat de « Ecole des Hautes Etudes de Gand niet tegen de Universiteit is opgericht », heeft de Regeering geoordeeld dat men aan de leden van het onderwyzend personeel der Rijksuniversiteiten niet moest verbieden hun steun te verleen en aan deze school. Moesten er misbruiken plaats grijpen, dan zou zij niet nalaten in te grijpen.

» De studenten « moeten werkelijk » de verplichte vlaamsche leergangen volgen en hunne eenvoudige inschrijving op deze leergangen zonder « hunne werkelijke aanwezigheid » kan niet worden beschouwd als voldoende aan de wet van

(1) Van deze 19 studenten volgen er 17 de Vlaamsche les in beschrijvende meetkunde (Vlaamsche les en Fransche les gegeven door eenzelfden professor), 6 de Vlaamsche les in natuurkunde (Vlaamsche les en Fransche les gegeven elk door een verschillenden professor), 6 de Vlaamsche les in scheikunde (id.), 1 de oefeningen in Vlaamsch opstel (id.).

10 April 1890-3 Juli 1891 wat betreft de artikelen 33 (elke Universiteit kan geen diploma afleveren tenzij aan hare eigen leerlingen) en 40, alinea 2 (de diploma's en getuigschriften, door eene Universiteit afgeleverd, bewijzen bovendien dat zij, die ze hebben bekomen, werkelijk leerlingen dezer Universiteiten waren).

» De studenten zouden desgevallend hun examen niet kunnen afleggen over de vlaamsche leergangen voor de middenjury in 't fransch. Het examen moet geheel worden afgelegd voor de jury der Universiteit of voor de middenjury. »

Verscheidene leden hebben gevraagd dat de Regeering de studie van de Vlaamsche dialecten zou bevorderen evenveel als die der Waalsche dialecten. Eene school voor de studie der Vlaamsche dialecten bestaat sedert lang te Leuven; zij heeft haar orgaan: de *Leuvensche Bijdragen*, opgericht in 1896, en waarin werken van zeer groote waarde zijn verschenen. Een systematische studie werd verleden jaar ondernomen; zij vordert goed en beschikt over de medewerking van een aantal studenten en doctors in de wijsbegeerte en letteren. Aan den leider van dit korps van zoekers dient evenveel gemak te worden gegeven als aan den heer Haust, tijdelijk vrijgesteld van het geven van leergangen in het Koninklijk Atheneum te Luik, om zich met het opmaken van het Waalsch Woordenboek bezig te houden.

Ten einde aan het verlangen van talrijke leden uwer Commissie te voldoen, geven wij hieronder eene tabel der universitaire bevolking :

Getal studenten, ingeschreven gedurende de jaren 1919, 1920, 1921, 1922 en 1923 om voor de jury's, door de Regeering samengesteld, en voor de universitaire jury's de eerste proef af te leggen der examens van candidaat in de wijsbegeerte en de letteren, van candidaat-notaris, van candidaat in de natuurlijke wetenschappen, van candidaat in de natuur- en wiskundige wetenschappen, van candidaat-ingenieur :

Aanwijzing van de Jury of van de Universiteit.	Candidaat in de wijsbegeerte voorbereidende tot de rechten.	Candidaat in de wijsbegeerte voorbereidende tot het doctoraat.	Candidaat in het notariaat.	Candidaat in de natuurlijke wetenschappen voorbereidende tot de geneeskunde.	Candidaat in de natuurlijke wetenschappen voorbereidende tot het doctoraat.	Candidaat in de natuur- en wiskunde	Candidaat- ingenieur.
Jaar 1919.							
1 Middenjury	21	8	6	12	4	4	7
2. Jury Saint-Louis te Brus- sel	220	1	»	1	»	»	»
3 Jury Notre-Dame de la Paix te Namen	74	42	»	20	65	»	»
4. Universiteit van Gent . . .	72	26	44	147	»	9	49
5. Universiteit van Luik . . .	144	54	26	263	107	23	192
6. Universiteit van Brussel.	229	24	51	274	159	17	253
7. Universiteit van Leuven.	209	101	91	554	250	18	186
TE ZAMEN.	909	256	218	1,270	585	71	681
Jaar 1920.							
1 Middenjury	15	22	3	2	5	4	9
2. Jury Saint-Louis te Brus- sel	85	1	»	»	»	»	»
3. Jury Notre-Dame de la Paix te Namen	43	5	»	23	10	»	»
4. Universiteit van Gent . . .	38	19	15	71	»	2	43
5. Universiteit van Luik . . .	74	29	13	145	64	12	216
6. Universiteit van Brussel.	82	20	29	199	82	11	183
7. Universiteit van Leuven.	83	53	40	374	140	12	120
TE ZAMEN	420	149	100	814	301	41	571

Aanwijzing van de Jury of van de Universiteit.	Candidaat in de wijs- begerte voorbereidende tot de rechten.	Candidaat in de wijs- begerte voorbereidende tot het doctoraat.	Candidaat in de natuurlijke wetenschappen voorbereidende tot de geneeskunde.	Candidaat in de natuurlijke wetenschappen voorbereidende tot het doctoraat.	Candidaat in de natuur- en wiskunde.	Candidaat- Ingenieur.
Jaar 1921.						
1. Middenjury	25	27	4	6	5	3
2. Jury Saint-Louis te Brus- sel	94	1	»	»	»	»
3. Jury Notre-Dame de la Paix te Namen	37	3	»	9	25	»
4. Universiteit van Gent	35	10	15	64	»	5
5. Universiteit van Luik	79	21	13	111	34	10
6. Universiteit van Brussel	101	34	11	115	91	23
7. Universiteit van Leuven	81	64	18	537	116	20
TE ZAMEN	453	160	61	842	271	61
Jaar 1922.						
1. Middenjury	25	21	2	3	8	4
2. Jury Saint-Louis te Brus- sel	82	1	»	»	»	»
3. Jury Notre-Dame de la Paix te Namen	45	9	»	8	20	»
4. Universiteit van Gent	32	10	8	20	29	3
5. Universiteit van Luik	56	43	4	78	36	16
6. Universiteit van Brussel	71	26	5	102	36	10
7. Universiteit van Leuven	85	57	26	347	125	5
TE ZAMEN	396	167	45	558	254	38
Jaar 1923.						
1. Middenjury	19	23	12	5	7	8
2. Jury Saint-Louis te Brus- sel	56	»	»	»	»	»
3. Jury Notre-Dame de la Paix te Namen	41	10	»	6	21	»
4. Universiteit van Gent	35	20	10	3	49	4
5. Universiteit van Luik	79	51	3	92	28	7
6. Universiteit van Brussel	80	22	11	111	66	10
7. Universiteit van Leuven	85	81	16	266	110	16
8. Mijnbouwschool van Ber- gen	»	»	»	»	»	2
TE ZAMEN	395	207	52	483	281	45
IN HET GEHEEL	2,633	939	476	3,967	1,692	256

Getal studenten tot de voorbereidende proeven toegelaten gedurende de jaren 1919 tot 1923 :

	1919	1920	1921	1922	1923
1. Homologatie-jury . .	140	140	128	164	185
2. Universiteit van Gent .	65	»	»	»	»
3. Id. van Luik .	201	120	»	102	93
4. Id. van Brussel	57	»	»	36	»
5. Id. van Leuven	118	123	»	110	62
TE ZAMEN. . .	584	383	128	412	340

N. B. — De cijfers, voor de Universiteiten vermeld, betreffen de voorbereidende proeven tot het examen van candidaat-ingenieur, in deze onderwijsinstellingen afgelegd.

Getal gehomologeerde getuigschriften van middelbare studien, gedurende de jaren 1919 tot 1923 :

1919	1,807
1920	1,867
1921	1,771
1922	1,821
1923	1,664

HOOFDSTUK VI.

MIDDELBAAR ONDERWIJS.

Bij dit hoofdstuk komt eene vermeerdering van 1,752,297 frank vóór.

De Regeering billijkt zulks als volgt :

1° Het vooruitzicht voor de toepassing van den nieuwen wedderooster van het onderwijzend personeel; de vermoedelijke geheele uitgave bedraagt 1,650,000 frank, verdeeld als volgt : Staat, 500,000 frank; gemeenten 137,500 frank ($\frac{1}{3}$); verhooging van het minerval dat werd herzien door het Koninklijk besluit van 2 Juni 1923 (*Staatsblad* van 24 Augustus), 962,500 frank;

2° Oprichting van ambten in de gestichten van middelbaar onderwijs vanaf 1 Juni 1923, 73,337 frank; oprichting van eene middelbare school voor meisjes te Oostende, 115,000 frank waarvan 96,625 frank voortspruitende uit de overdracht van artikel 79, ten gevolge van de aanhechting van de lagere school aan de middelbare school, waarvan de eerste de voorbereidende afdeeling zal uitmaken;

3° Vermeerdering van 350,000 frank ten gevolge van de aanhechting van het grondgebied Eupen-Malmedy.

Tal van leden hebben den wensch uitgedrukt, dat de Regeering aan de profes-

soren der middelbare scholen van den Staat een statuut zou verleen; anderen hebben dringend gevraagd, dat zonder verwijl wijzigingen worden gebracht in de inrichting der Kas voor de weduwen en wezen van het personeel van het middelbaar onderwijs.

Onderstaande nota geeft eene beknopte vermelding van de wenschen, door onze collega's voorgebracht en bij dewelke uwe Commissie zich eenparig heeft aangesloten :

Reeds vóór den oorlog klaagden de professoren van het middelbaar onderwijs over het gebrek aan bepaalde regeling in de voorwaarden tot aanneming en bevordering in het middelbaar onderwijs van den tweeden graad; na den wapenstilstand werden deze klachten herhaald, doch geen besluit is totnogtoe verschenen om de aanwerving en de bevordering te regelen volgens de verdienste en de bekwaamheid.

De toenemende belangrijkheid der middelbare scholen, hun buitengewone bloei en de overwegende rol welke zij geroepen zijn in de toekomst te spelen, verplichten, naar het schijnt, den Minister van Wetenschappen en Kunsten er toe, aan het personeel dezer inrichtingen een statuut te geven, bestemd om een betere aanwerving te verzekeren, om de toewijding aan te moedigen, om het initiatief te bevorderen en de ware verdienste te beloonen.

Deze beschouwingen hadden de aandacht gevestigd van den heer Destrée, tijdens zijn ministerschap in het Departement van Wetenschappen en Kunsten.

Een gemengde Commissie, bestaande uit de directeurs van zijn departement en van afgevaardigden van het personeel, was belast geworden hem voorstellen te doen in dezen zin. Het werk is voltrokken sedert 1921.

Het is onbetwistbaar dat, in het geheel genomen, de door deze Commissie voorgestelde bepalingen belangwekkend zijn en bij hunne indieners een oprechten wensch deden blijken : de belangen van het middelbaar onderwijs te vrijwaren zonder op te houden die van het betrokken personeel te verdedigen.

Men bemerkt daarin, dat de bevordering en de verhoogeningen afhankelijk gesteld zijn van het bekomen van waardecijfers en eene klasseering van verdienste waarbij de dienstouderdom een bijkomende rol vervult, doch waarbij de geschiktheden en de toewijding, vastgesteld door de verslagen der bestuurders en inspecteurs, van overwegend belang zijn.

De Raad voor het klasseeren van het personeel volgens de waardecijfers en de Scheidsraad, door deze Commissie voorgesteld, zijn twee uiterst belangwekkende ontwerpen die verdienen onverwijld te worden verwezenlijkt.

Des te meer, daar, bij Koninklijk besluit van 17 December 1923, verschenen in het *Staatsblad* van 22 derzelfde maand, in elk der ministerieele departementen, één of meer tuchtraden moet worden ingesteld, wier samenstelling en bevoegdheden volkomen strooken met de samenstelling en met de bevoegdheden van den Scheidsraad, die door het personeel der middelbare scholen wordt geëischt.

Het is niet zonder nut te doen opmerken dat dergelijke inrichtingen bestaan in het lager onderwijs onder den naam van Raden van beroep en aldaar gewaardeerde diensten bewijzen (wet 1914, art. 35).

De kommergevende quaestie der pensioenen houdt het personeel der middelbare scholen van den Staat meer en meer in gisting.

Een Interministerieele Commissie heeft er zich mede beziggehouden; haar verslag is tot nogtoe niet ingediend geworden. Onlangs nog heeft de Commissie voor administratief onderzoek, voorgezeten door raadslid de Haene, dit punt onderzocht in een van hare verslagen, en haar besluit luidde :

» De thans bestaande regeling is eene hindernis die de Staat de bedienden in den weg legt. Ook zou men het dienen te wijzigen door eene aanpassing aan de moderne methodes, aangenomen in andere openbare besturen of in private ondernemingen, die aan hun personeel, hetzij door bijdrage van hetzelfde, hetzij kosteloos, pensioenen verzekeren onder zoodanige voorwaarden dat hunne vrijheid om hun dienst op te zeggen onaangetast blijft. Dank zij dit stelsel, kunnen deze besturen of ondernemingen, in tegenstelling met de Staatsdiensten, de onbekwamen en de onnoodigen doorzenden, met hun het recht toe te kennen op een pensioen in verhouding met hunne dienststaten, en in hunne rangen enkel de productieve krachten behouden. »

Deze Commissie besluit nog tot de eenmaking van de reglementen die, eenerzijds, de oppensioenstelling regelen en, anderzijds, de toekenning van pensioenen aan weduwen en weezen, waardoor dit alles in een enkelen dienst kan gecentraliseerd worden.

De provinciën Brabant en Henegouw, de Spaarkas, de Nationale Bank, de « Caisse de Reports », de werkhuisen Solvay, verscheidene groote mijn- en metaalondernemingen, enz., hebben voor het pensioen van hun personeel en de weduwen en weezen schikkingen getroffen, die deze, gevraagd door de leeraars van ons middelbaar onderwijs, zeer nabij komen.

Wijzen wij er nog op, dat de verschillende groepeerings van het lager onderwijs en deze van het middelbaar onderwijs onlangs den wensch hebben uitgedrukt dat zoo spoedig mogelijk het pensioenstelsel zou vervormd worden volgens de beginselen waarop de levensverzekering steunt; zij hebben voorgesteld hunne kassen samen te smelten om deze hervorming zoodra mogelijk door te voeren.

In afwachting dat deze hoogst wenschelijke maatregel worde toegepast — toepassing, welke alleen eene wet kan opleggen —, zouden er enkele verbeteringen dadelijk kunnen gebracht worden in de statuten der Kas voor Weduwen en Weezen van het personeel van het middelbaar onderwijs evenals in die voor de Kas der Weduwen en Weezen van het lager onderwijs.

Deze hervormingen zouden moeten ten doel hebben :

a) In al de gevallen een toereikend pensioen voor de weduwen en weezen te waarborgen;

b) Het bedrag van de afhoudingen gelijk te maken en al de buitengewone afhoudingen af te schaffen;

c) Aan de aangesloten ongehuwden of weduwnaars toe te laten, onder hunne afstammelingen of ouders een rechtverkrijgende aan te duiden;

a) Een werkelijke en belangrijker vertegenwoordiging aan te nemen van de

afgevaardigden van het personeel in den Beheerraad van de Kas voor Weduwen en Weezen.

Wat betreft de jaren die kunnen tellen voor de vaststelling van de wedde, de verhoogingen en de berekening van het pensioen, heeft het Koninklijk besluit van 17 Januari 1924, waarbij de maximumwedde na vijf en twintig jaar dienst wordt verleend aan de leeraars van het middelbaar onderwijs, slechts gedeeltelijk de desiderata van het personeel verwezenlijkt. Indien het beter is te wachten op het verslag van de Commissie belast met het onderzoek van de gelijkmaking der wedden, alvorens opnieuw de verlangens te onderzoeken waaraan niet kon worden voldaan bij de laatste herziening van de wedden van het personeel van het middelbaar onderwijs, zou het toch verkeerd zijn te weigeren sommige onrechtvaardigheden te doen verdwijnen betreffende de wijze, waarop berekend wordt het getal dienstjaren die kunnen tellen voor de vaststelling van de jaarwedde en van het pensioen.

Het is logisch deze berekening te steunen op dezelfde beginselen voor het middelbaar onderwijs als voor het lager onderwijs. Sommige leden hebben doen opmerken dat de wetgever zich edelmoediger heeft getoond voor den onderwijzer der lagere scholen dan het Regeering het was voor de leeraars van het middelbaar onderwijs.

Lager onderwijs.

1^o Worden medegerekend voor de vaststelling van de wedde en voor de verleening van de periodieke verhoogingen al de diensten bewezen na het bekomen van het wettelijk diploma, hetzij in eene publieke of *private* instelling van *middelbaar* onderwijs, hetzij in het lager onderwijs van den Staat (welddadigheidsschool, pupillenschool, enz.), van de gemeente, de provincie, hetzij in eene aangenomen, aanneembare of vrije lagere school.

2^o Worden met gelijk recht medegerekend de diensten bewezen in de aangenomen of aanneembare lagere scholen, vóór het verkrijgen van het wettelijk diploma.

Middelbaar onderwijs.

De artikelen 22 en 23 van het Koninklijk Besluit van 15 April 1921, niet overgenomen in dit van 17 Januari 1924, geven de verschillende diensten aan, die kunnen medetellen voor de vaststelling van de wedde en de rangschikking van de leeraars in de middelbare scholen.

ART. 23. — Na het bekomen van het diploma; de diensten bewezen, hetzij als *vast aangesteld* beambte, hetzij als *waarnemend beambte* :

- a) In de onderwijsinrichtingen onderworpen aan het stelsel der wetten tot regeling van het middelbaar onderwijs ;
- b) In de lagere normaalscholen van den Staat en van de gemeenten ;
- c) In de toegelaten provinciale of vrije normaalscholen ;
- d) In de aangenomen of aanneembare lagere gemeentescholen ;
- e) In de onderwijsinrichtingen afhangende van het Ministerie van Justitie en van Landsverdediging.

B. — Vóór het bekomen van het diploma, de diensten bewezen, hetzij als waarnemend, hetzij als vast aangestelde beambte, in dezelfde inrichtingen, maar slechts van af het 4^{de} jaar.

Artikel 24 van hetzelfde besluit bepaalt evenwel dat de diensten bewezen vóór de benoeming in de middelbare onderwijsinrichtingen van den Staat, om kunnen gelijk gesteld te worden met de gewone diensten, moeten kunnen medegerekend worden bij de berekening van het bedrag van het eventueel pensioen der belanghebbenden.

En onder de diensten opgesomd in artikel 23 zijn er nochtans die niet kunnen medegerekend worden voor het pensioen :

A. — Na de bekoming van het diploma, de diensten als interimaire bewezen :

- a) In de aanneembare lagere scholen ;
- b) In de toegelaten provinciale of vrije normaalscholen ;
- c) In de aangenomen lagere scholen (voor dat de wet van 15 Mei 1915 in werking trad).

B. — Vóór het bekomen van het wettelijk diploma de diensten bewezen hetzij als waarnemend hetzij als vast aangestelde beambte :

- a) In de aangenomen of aanneembare lagere scholen ;
- b) In de toegelaten provinciale of vrije normaalscholen.

Het is dus duidelijk dat artikel 24 van het koninklijk besluit van 15 April 1924 gedeeltelijk de bepalingen voorzien in de artikelen 21 en 22 van dit besluit vernietigt.

Anderzijds kunnen de diensten bewezen in het vrij onderwijs of het privaat onderwijs, gelijkgesteld met de gewone diensten ten voordeele van den lageren onderwijzer, niet mede tellen voor de vaststelling van de wedde, de rangschikking van de leeraars van de middelbare scholen.

Ten slotte, zoo artikel 24 van voornoemd besluit zegt dat de jaren, die mogen medetellen voor de berekening van het bedrag van het pensioen, de jaren bepalen die kunnen medetellen voor de vaststelling van de wedde en van de rangschikking, schijnt het vooraangaand artikel 23 nog geen rekening te houden met dit beginsel, vermits het beslist dat de militaire diensten bewezen gedurende den oorlog 1914-1918 en recht gevend op de toekenning van frontchevrons slechts zullen geteld worden voor een *dubbelen* duur in de berekening van de wedde, terwijl diezelfde jaren worden gesteld voor een *drievoudigen* duur wat het pensioen betreft.

Deze beschouwingen toonen aan dat de artikelen 22, 23 et 24 van het Koninklijk besluit van 15 April 1924 en artikel 5 van het Koninklijk besluit van 17 Januari 1924 moeten gewijzigd worden en op zoodanige wijze aangevuld dat de tegenspraak er op sommige plaatsen uit verdwijnt en sommige leemten worden aangevuld die nadeelig zijn voor de belangen van het personeel, en, in ieder geval, niet te billijken zijn ten aanzien van de veel redelijkere schikkingen getroffen ten gunste van de lagere onderwijzers.

1^o Men diende dus artikel 22 van het Koninklijk besluit van 13 April 1921 te vervangen door den volgende tekst :

Voor de vaststelling van de jaarwedde en de toekenning van de periodieke verhoogingen wordt rekening gehouden met de diensten bewezen na het bekomen van het wettelijk diploma of van de vrijstelling, hetzij als waarnemend hetzij als vast aangesteld beambte, door de aangenomen leeraars van het middelbare onderwijs van den hooger graad en de regenten van de middelbare scholen, door de houders van het bekwaamheidsdiploma voor het onderwijs in het teekenen, de gymnastiek, de muziek, de handenarbeid, de huishoudkunde en de handwerken, — door de onderwijzers en onderwijzeressen van de voorbereidende afdelingen :

- a) In het openbaar of privaat onderwijs;
- b) In de lagere normaalscholen van den Staat en van de gemeenten, in de provinciale of vrije normaalscholen;
- c) In de onderwijsinrichtingen afhangende van het Ministerie van Justitie en van Landsverdediging;
- d) In het lager onderwijs van den Staat (weldadigheidsscholen, pupillenscholen, enz.
- e) In het aangenomen, aanneembaar of vrij lager onderwijs der gemeenten.

Met dezelfde rechten en onder dezelfde voorwaarden worden medegerekend de diensten bewezen voor het bekomen van het wettelijk diploma of van de vrijstelling in dezelfde inrichtingen, uitgenomen in het privaat middelbare onderwijs en in het lager onderwijs.

2^o Artikel 24 van voornoemd besluit te doen wegvallen.

Uwe Commissie heeft zich bezig gehouden met de studiemeesters of bewakers, en met de bijzondere leeraars (gymnastiek en teekenen) van de Athenea. Zij meent dat er aan hunne billijke eischen moet voldoening geschonken worden.

Wij zullen deze eenvoudig samenvatten. De eersten vroegen de eenmaking van de categorieën en het toekennen van eene diploma-vergoeding aan de bewakers met doctorstitel, de vaststelling op 6,300 frank van den eersten graad hunner wedden, een aandeel van 1,000 frank in het schoolgeld, de bezoldiging voor de les in het schoonschrift en eene betere verdeling van het werk.

De anderen vragen gelijkgesteld te worden met de candidaten in kunst en oudheidkunde eenerzijds, in lichamelijke opvoeding anderzijds, en het schoolgeld van de professoren der zoo genaamde algemeene lessen.

Deze eischen schenen ons gematigd, en de aandacht waardig van de Kamer en van de Regering.

HOOFDSTUK VII.

NORMAAL ONDERWIJS.

Het crediet onder dit hoofdstuk werd vermeerderd met 560,335 frank.

Dit is hoofdzakelijk toe te schrijven aan de inrichting der oefenscholen te Blankenberghe en te Virton, alsook de vergoedingen betaald aan de leeraars,

onderwijzers en onderwijzeressen die in bezit zijn van een of meer bekwaamheidsdiplomas, voor het onderwijs van sommige vakken.

Bij artikel 62 hebben vele leden den wensch uitgedrukt dat de Regeering de wedde der leeraars aan de Staatsnormaalscholen zou verhoogen.

Sedert 1920 trekken de onderwijzers der aangenomen en aanneembare gemeentescholen het maximum hunner wedde na vijf en twintig jaar dienst; op 1 Januari 1924 heeft de Regeering dezelfde gunst toegekend aan het personeel der normaalscholen en athenea; de leeraars van de normaalscholen alleen bekomen dit maximum slechts na dertig jaren dienst.

Daarin ligt een zoo onrechtvaardig als onredematig verschil; het is niet mogelijk dat het langer blijve bestaan; met aan de Regeering te vragen dien toestand te doen ophouden, hebben onze collega's de overtuiging dat zij hare inzichten tegemoetkomen.

Dienaangaande ondervraagd, heeft de achtbare heer Minister Nolf ons het volgende antwoord doen geworden :

« De Regeering verliest deze zaak niet uit het oog. Zij moet worden onderzocht tegelijkertijd als de nieuwe omslag van de wedderoosters. De aanneming van den ingestelden maatregel zou een ernstige uitgave voor de Openbare Schatkist ten gevolge hebben.

De toestand in het normaalonderwijs is verschillend van dien in het middelbaar onderwijs. In dit laatste was het mogelijk de hangeduide hervorming te verwezenlijken zonder al te groote uitgaven, daar een aanzienlijk deel der kosten kan gedekt worden door de verhooging van het schoolgeld der leerlingen. Het is niet mogelijk dit middel toe te passen in de normaalscholen, door de leerlingen aldaar geen schoolgeld betalen.

Op dit oogenblik, is de toestand van de leeraars in de staatsnormaalscholen overigens altijd voordeelijker dan die van de leeraars der middelbare scholen welke, in algemeenen regel, dezelfde studiën hebben gedaan.

De minimum-wedde van een normaalschoolleeraar bedraagt 7,400 frank (vóór den oorlog was zij 2,500 frank). De maximum-wedde die bereikt wordt na dertig jaren dienst is 14,800 frank (vóór den oorlog was die wedde 5.000 frank).

Volgens het nieuwe barema, beginnen de regenten der middelbare scholen met 6,900 frank, dus met 500 frank minder dan de overeenstemmende jaarwedde in de normaalscholen.

Na vijftwintig jaar dienst, hebben zij 12,000 frank, wat het maximum is; in de normaalscholen, hebben de belanghebbende thans 13,000 frank na vierentwintig jaren dienst, dus 1,000 frank meer, en hun maximum, na dertig jaar, is 1,800 frank hooger dan het maximum der regenten in de middelbare scholen.

De belanghebbenden kunnen dus wachten, zonder dat zij moeten klagen in hun belangen geschaad te zijn, tot den algemeenen omslag der barema's gedaan zij.

. . .

Hieronder geven wij de lijst der inrichtingen van middelbaar onderwijs met hunne schoolbevolking.

*Staatsmiddelbare scholen van den lageren graad.***A. — JONGENS.**

	Vlaamsche streek.	Waalsche streek.
	—	—
Aantal middelbare scholen	30	52
Aantal klassen	124	215

B. — MEISJES.

Aantal middelbare scholen	15	22
Aantal klassen	52	102

Staatsmiddelbare scholen van den hooger en graad.

(Koninklijke athenæa en athenæum-afdeelingen.)

	Vlaamsche streek.	Waalsche streek.
	—	—
Aantal inrichtingen	9 + 1 ⁽¹⁾ = 10	12 + 4 ⁽¹⁾ = 16
Aantal klassen	204 + 7 ⁽¹⁾ = 211	253 + 34 ⁽¹⁾ = 287

Staatsmiddelbaar onderwijs.*Schoolbevolking op 31 December 1923 :*

Koninklijke athenæa	9,309	leerlingen.
Staatsmiddelbare scholen voor jongens	7,458	»
Id. voor meisjes	4,074	»
Te zamen.	<u>20,847</u>	leerlingen.

Voorbereidende afdelingen (lagere) gehecht aan de middelbare scholen voor jongens	17,451	leerlingen.
Id. voor meisjes	6,600	»
Te samen.	<u>24,051</u>	leerlingen.

ALGEMEEN TOTAAL.	<u>44,892</u>	leerlingen.
--------------------------	---------------	-------------

¹⁾ Athenæum-afdeeling.

Ziehier, ter documentatie, de tabel van de schoolbevolking der inrichtingen van vrij onderwijs :

Samenvattende tabel per provincie.

Provinciën.	Vorbereidende klassen.	Zevende of eerste vorbereidende.	Oude humaniora.	Moderne humaniora.	Handels- afdeelingen.	Landbouw- afdeelingen.	Bijzondere leergangen.	Andere afdeelingen.	TE ZAMEN.
Antwerpen	2,303	904	2,294	772	370	30	7	»	6,716
Brabant	2,802	1,424	3,122	2,444	830	»	171	»	10,793
West-Vlaanderen . .	2,406	781	1,414	955	44	76	»	»	5,676
Oost-Vlaanderen . .	3,253	839	1,692	1,316	282	71	28	72	7,553
Henegouws	375	576	1,879	1,654	»	»	34	»	4,518
Luik	968	548	1,644	1,069	»	99	30	161	4,519
Limburg	479	525	787	401	»	»	»	»	2,192
Luxemburg	15	126	302	329	»	82	»	16	870
Namen	391	328	935	724	»	»	8	»	2,386
TOTAAL	12,992	6,807	14,069	9,664	1,526	358	278	249	45,223

Men heeft de aandacht van uwe Commissie gevestigd op een nieuw schoolwerk dat, door het menschlievend en sociaal doel dat het nastreeft, niet kan missen sympathie af te dwingen. Het is het Roode Kruis van de Jeugd, afdeeling van het Roode Kruis van België.

Het werk is nog jong, het groepeerde reeds ongeveer 40,000 kinderen van de lagere en middelbare scholen van België, die hunne pogingen zullen vereenigen met die der millioenen kinderen van 4 tot 16 jaar, vereenigd in gelijkaardige werken der overige beschaafde landen.

Het doel is niet alleen den gezondheidstoestand van onze kinderen te bevorderen door het inrichten van speelpleinen, van centra voor demonstraties van hygiëne, van schoolklinieken, maar ook nog, hun een zedelijke opvoeding te geven door het beoefenen der burgerdeugden van solidariteit, van onbaatzuchtigheid, van broederlijkheid. Kortom, het Roode Kruis der Jeugd wil reageeren tegen het sociaal darwinisme uit den oorlog geboren. Het verlangt zijn zedelijke werking te doen strooken met den geest der moderne school en, door zijn ideaal en zijne beginselen, medewerken aan de opvoeding van onze kinderen.

Dit werk werd door de schooloverheid, de openbare machten, de inspecteurs, de schoolmeesteressen en talrijke schoolmannen aangemoedigd. Een Raadgevend Comité heeft aan zijn hoofd personaliteiten van het leeraarskorps. De Minister van Wetenschappen en Kunsten heeft er zijn beschermerschap aan verleend. De directieuren-generaal van het onderwijs gaven het hun belangstellenden steun.

Wij wenschen dat die kostbare samenwerking nog zou versterkt worden en dat de middelen om dit werk te bevorderen de bijzondere aandacht zouden trekken van de openbare machten. Het is inderdaad noodig al de instellingen te bevorderen, welke tot het geestelijk en zedelijk leven der Natie kunnen bijdragen.

Eenige leden drukten de meening uit dat de adjunct-inspecteurs van het lager onderwijs op denzelfden voet dienden gesteld als de kantonnale inspecteurs; zij verrichten beiden denzelfden arbeid; dragen dezelfde verantwoordelijkheid; hunne betrekking eischt hetzelfde gezag en prestige

Daarover ondervraagd heeft de achtbare heer Nolf ons geantwoord :

« Men heeft gevraagd het kader der adjunct-inspecteurs af te schaffen en ze gelijk te stellen met de kantonnale inspecteurs.

» Het is niet mogelijk op dit verzoek in te gaan.

» Van de 92 beambten als adjunct-inspecteur benoemd zijn er 51 die voldaan hebben in het examen voor den kantonnalen graad.

» De anderen zijn niet geslaagd of hebben zich zelf niet aangeboden voor het examen.

» Aan dezen kan men voorzeker niet dezelfde verdiensten en voordeelen toekennen als aan hunne collega's.

» Men zou daardoor den grondslag van alle gezonde bestuursregeling ondermijnen. »

* * *

Hier onder geven wij enkele officieele cijfers betreffende ons normaal-onderwijs :

Op 31 December 1923, waren er 16 normaalscholen van den Staat : 9 voor leerlingen onderwijzers; en 7 voor leerlingen onderwijzeressen.

De Normaalscholen voor onderwijzers bevinden zich onderscheidenlijk te Blankenberghe, Couvin, Hoei, Lier, Bergen, Nijvel, Gent, Verviers en Virton. De normaalscholen voor onderwijzeressen bevinden zich te Andenne, Aarlen, Brugge, Brussel (Berkendaelstraat), Brussel (II^e D.), Chrysanthéemstraat, Luik en Doornik.

Op denzelfden datum, waren er 63 toegelaten lagere normaalscholen : 20 normaalscholen voor onderwijzers en 43 normaalscholen voor onderwijzeressen.

Onder de 20 normaalscholen voor onderwijzers, zijn er :

2 provinciale normaalscholen (Morlanwelz en Thienen);

3 gemeentelijke normaalscholen (Antwerpen, Brussel, Luik);

15 private normaalscholen.

Onder de normaalscholen voor onderwijzeressen, zijn er :

2 provinciale normaalscholen (Bergen, Geldenaken);

4 gemeentelijke normaalscholen (Antwerpen, Brussel, Gent, Luik);

37 private normaalscholen.

Bijgaande tabellen geven de bevolking van die onderscheidene inrichtingen.

BEVOLKING.

Staatsnormaalscholen voor jongens 1923-1924.

	Voorbereidende afdeeling.					Normaalschool.				Algemeene school-bevolking.
	1 ^{ste} jaar.	2 ^{de} jaar.	Totaal.			1 ^{ste} jaar.	2 ^{de} jaar.	3 ^{de} jaar.	Totaal.	
Blankenberghe	8	31	39			28	16	»	44	83
Couvin	12	36	48			23	14	12	49	97
Gent	17	61	78			39	24	24	107	185
Hoei	0	35	35			44	25	16	85	120
Lier	9	36	45			21	20	16	57	102
Bergen	10	37	47			31	16	23	70	117
Nijvel	7	17	24			21	21	14	56	80
Verviers	»	39	39			32	24	18	74	113
Virton	27	34	61			33	27	9	69	130
	90	326	416			292	187	132	611	1,027

Staatsnormaalscholen voor meisjes 1923-1924.

Andenne	24	63	87			42	31	26	99	186
Aarlen	20	26	46			45	32	22	99	147
Brugge	29	58	87			50	38	27	115	302
Brussel	58	80	138			59	65	57	181	319
Laken	7	26	33			36	22	20	78	144
Luik	38	53	91			53	38	29	120	211
Doornik	27	84	111			75	51	52	178	289
	203	392	595			360	277	233	870	1,465

Toegelaten normaalscholen voor Jongens 1923-1924.

	Vorbereidende afdeeling.			Getal betaalde leeraars (¹).	Getal klassen.	Normaalschool.				Algemeene school- bevolking.
	1 ^e jaar.	2 ^e jaar.	Totaal.			1 ^e jaar.	2 ^e jaar.	3 ^e jaar.	Totaal.	
Alsemberg	»	22	22	niet betaald.	»	19	16	8	43	65
Aarlen	17	38	55	10	4	29	28	15	72	127
Bonne-Espérance	»	62	62	10	6	60	38	21	181	243
Antwerpen (gem.).	30	30	60	4 (²)	4	33	24	20	74	134
Antwerpen	56	67	123	13	5	41	25	26	92	245
Brussel (gem.).	56	52	108	14 (²)	8	50	30	33	113	224
Brussel	30	81	111	13	6	70	24	32	126	237
Gent (strop).	»	40	40	8	4	31	19	15	105	145
Luik (gem.)	»	38	38	9	4	33	26	18	115	153
Leuven	»	10	10	6	4	21	23	21	65	75
Mechelen	»	78	78	9	5	59	39	37	135	213
Malonne	22	41	63	9	4	61	35	38	144	207
Mechelen-o/M	40	115	155	12	9	66	51	51	168	323
Oostacker	26	30	56	7	4	26	22	10	58	114
Thourout	»	100	100	12	8	87	65	54	206	306
Thienen.	48	50	98	15	8	52	36	24	112	240
Sint-Niklaas	44	90	134	14	8	97	70	74	241	375
Theux	15	38	53	9	4	46	25	22	93	146
Morlanwelz.	26	42	68	4 (²)	4	40	24	19	83	151
										3,735

(¹) Met inbegrip van den bestuurder en den leeraar in godsdienst wanneer die er is.

(²) Scholen zonder godsdienstleeraar.

Toegelaten normaalscholen voor meisjes 1923-1924.

	Voorbereidend-afdeeling.			Getal betaalde leeraars (*).	Getal klassen.	Normaalschool.				ALGEMEENE SCHOOL- BEVOLKING.
	1ste jaar.	2de jaar.	TOTAAL.			1ste jaar.	2de jaar.	3de jaar.	TOTAAL.	
Antwerpen (gem.).	33	36	69	7 (*)	4	37	32	29	98	167
Antwerpen	53	66	119	13	6	63	42	34	139	258
Bastogne	33	59	92	14	6	53	31	15	99	191
Blegny-Trembleur. . .	18	30	48	11	5	39	14	11	64	112
Brugellette	22	32	54	9	4	18	19	14	50	103
Brugge.	10	32	42	1	6	54	61	19	134	176
Brussel (gem.). . . .	69	80	149	4 (*)	9	35	51	35	121	270
Brussel	32	26	58	6	4	25	8	8	41	85
Celles	5	16	21	6	4	19	14	14	47	68
Champion	31	35	66	12	5	53	50	33	136	202
Champion	»	12	12	4	4	4	9	3	16	28
Diest.	8	36	44	8	4	27	15	14	56	100
Eecloo	28	89	117	17	8	104	82	45	231	348 (2 afd.).
Gent	16	66	82	14	6	76	48	38	158	240
Gent.	»	28	28	6 (*)	4	23	17	22	64	92
Gosselies	16	21	37	9	4	30	21	16	67	104
Gyseghem	»	47	47	13	8	46	45	37	128	175
Hasselt	28	47	75	9	4	45	34	32	111	186
Heverlee	67	209	276	29	13	147	82	49	278	554 (2 afd.).
Herenthals	30	48	78	12	5	67	44	32	143	221
Hougaerde	20	27	47	13	8	27	29	14	70	117 (2 afd.).
Hoei	13	16	29	6	4	21	10	13	44	73
Haies	14	33	47	9	4	19	16	14	49	96
Laken	31	34	65	9	4	29	29	12	70	135
Luik (gem.)	»	68	68	10	5	48	30	24	102	170
Luik.	16	39	55	10	4	43	36	21	102	157
Lens-la-Ville	17	22	39	8	4	23	23	18	64	103
Leuven	13	25	38	9	4	32	19	12	63	101
Sint-Amandsberg . . .	40	70	110	12	6	70	36	36	142	362
Nijvel	15	29	44	10	4	44	22	17	83	131
Pecq.	24	30	54	10	4	30	21	16	67	121
Pesche	»	30	30	9	4	33	24	12	69	99
Sint-Niklaas	32	73	105	14	7	70	60	30	160	285
Thielt	23	40	63	8	5	61	34	31	126	189
Turnhout	36	48	84	10	4	39	27	23	89	173
Virton	18	31	49	9	4	30	14	13	59	108
Vosselaer	»	32	32	9	4	14	22	19	55	87
Waver (O.-L.-V.) . . .	38	49	87	14	9	76	49	36	161	248
Wyneghem.	12	33	45	9	4	36	18	12	66	111
Weris	42	61	103	17	7	69	37	28	134	237
Geldenaken.	15	15	30	6	4	24	20	10	54	114
Ronse	»	20	20	6	4	20	15	12	47	67
Leuze	5	16	21	6 (*)	4	12	9	9	30	51
										6,887

(1) Met inbegrip van den bestuurder en den leeraar in godsdienst wanneer die er is.

(2) Scholen zonder godsdienstleeraar.

HOOFDSTUK VIII.

LAGER ONDERWIJS.

Het crediet onder dit hoofdstuk werd vermeerderd met 1,006,804 frank.

De Regeering verklaart deze verhooging door de volgende beweeggronden :

- 1° De toepassing van de Koninklijke besluiten van 26 en 29 September 1923 tot vaststelling van den nieuwen wedderooster der leden van de schoolinspectie;
- 2° De dienst van de jaarwedden van het onderwyzend personeel in de lagere scholen der geannexeerde gebieden.

Bij artikel 79, waarbij de credieten worden voorzien die noodig zijn voor den gewonen jaarlijkschen dienst van het lager onderwijs, heeft uwe Commissie den wensch uitgedrukt dat de Regeering de wedden der onderwijzers zou verhoogen.

De hoedanigheid van het openbaar onderwijs hangt af van de waarde der onderwijzers, en niet alleen van hunne verstandelijke en opvoedkundige waarde, maar ook van de hoedanigheid van het leven dat men hun verzekert; zij moeten zich heel en al kunnen wijden aan hunne edele, maar veeleischende taak.

Men moet deze menschen, die onder de beste dienaars van het land tellen, aan wie men de heilige taak toevertrouwt de ziel van het Belgische volk te vormen, te versterken en te veredelen, niet in een benarden, minderwaardigen en verderenden toestand laten; waaraan zij, zeer begrijpelijk ten andere, trachten te ontkomen.

Het is uitstekend scholen te bouwen, de didactische inrichting te verbeteren, op voorwaarde nochtans dat men eerst en vooral zorg voor degenen die in deze scholen moeten verblijven, in deze klassen moeten onderwijzen.

Dit ook is dringend, en zoo dringend dat het geen uitstel duldt. Het is immers de mensch die de waarde van het onderwijs maakt.

Richt uitstekende lokalen in, met een moderne en volledige didactische uitrusting, heel goed, maar indien de onderwijzer, die er les geeft, niets waard is, of indien hij, al is hij een waardevol man, slecht betaald is, ontevreden, ontmoedigd, wie anders dan de leerlingen zullen daaronder lijden? Met daarentegen een gebrekkig schoollokaal onder opzicht van materieel, maar met een leeraar wien gij een achtenswaardig bestaan verzekert en het minimum van gemak vereischt voor intellectueel werk, zult ge aan de kinderen, aan zijn zorgen toevertrouwd, het maximum van voordeel schenken.

Zoo de Regeering eenige opofferingen doen wil, zal zij het onderwyzend personeel bevrijden van dien benarden en onvasten toestand waaronder thans het onderwijs lijdt. Zij zal daardoor aan het onderwyzend personeel de waardigheid schenken die zoo noodig is voor hun werk.

Wie zal er, per slot van rekening, voordeel trekken uit die uitgaven?

Onze Belgische jeugd, onze schoone en vurige jeugd, die niet beter vraagt dan te kunnen werken onder eene moderne tucht en onder verlichte meesters, om zich te kunnen voorbereiden voor eene vruchtbare en gelukkige toekomst, die tegelijkertijd den moreelen rijkdom en den materieelen voorspoed van het Vaderland zal uitmaken.

*
* * *

Het crediet, voorzien onder artikel 86 voor den dienst der scholen voor volwassenen, werd verminderd met 465,000 frank, daar de in 1923 aangevraagde credieten werden overschát.

In 1922 werden 4,600 klassen gesubsidieerd op voet van 160 frank per klas.

De Regeering schat op 5,000 het getal klassen die zullen kunnen gesubsidieerd worden in 1924.

Talrijke leden hebben den wensch uitgedrukt dat de Regeering de scholen voor volwassenen zou uitbreiden.

Vele plattelandsche gemeenten bezitten maar ééne school met één onderwijzer. In de provincie Namen, bij voorbeeld, zijn er op 586 officieele scholen maar 106 met meer dan één onderwijzer; 480 scholen hebben maar één onderwijzer. Er bestaan slechts 29 inrichtingen van den vierden graad, wat nog niet 5 t. h. vertegenwoordigt. Men kan er dus niet aan denken, den vierden graad overal in te richten in de buitenarrondissementen, want één enkele onderwijzer kan niet het onderwijs geven in de vier graden : dit is volstrekt onmogelijk.

Onze collega's zijn van meening dat, waar het niet mogelijk is den vierden graad in te richten, scholen voor volwassenen moeten opgericht worden.

Het kind van den buiten heeft recht op een onderwijs van dezelfde waarde als het kind in de steden; een verschillend stelsel zou eene onrechtvaardigheid zijn; het moet de kennis, die het in den vierden graad zou kunnen opdoen, elders kunnen verwerven; de scholen voor volwassenen zijn dus aangewezen om hun dit aanvullend onderwijs te verschaffen.

Deze hervorming veronderstelt noodzakelijkerwijze eene wijziging van het reglement en van de programma's der inrichtingen, waarover wij handelen; zij vergt eveneens de betaling van een behoorlijke bezoldiging aan den onderwijzer die belast is met het geven van die lessen.

*
* * *

Verscheidene leden hebben de aandacht van uwe Commissie gevestigd op de zware verantwoordelijkheid die op de onderwijzers weegt.

De onderwijzer is verantwoordelijk voor de handelingen van anderen. Artikel 1384 zegt inderdaad : Men is aansprakelijk niet alleen voor de schade veroorzaakt door eigen schuld, maar ook voor de schade veroorzaakt door de schuld van personen voor dewelke men moet verantwoorden of van zaken die men onder zijne bewaking heeft.

Het artikel luidt verder : De vader en de moeder na de dood van den echtgenoot, zijn aansprakelijk voor de schade veroorzaakt door hun minderjarig kind dat bij hen inwoont;

De meesters en de lastgevers, voor de schade veroorzaakt door hunne bedienden en aangestelden in de betrekkingen waarin zij hen hebben gebruikt;

De onderwijzers en de ambachtslieden, voor de schade veroorzaakt door hunne *leerlingen* en leergasten gedurende den tijd dat zij onder hunne bewaking staan.

Deze bijzondere aansprakelijkheid vloeit voort uit het feit, dat de onderwijzer

op de leerlingen een onbetwistbaar gezag heeft, hetwelk hen den plicht oplegt over hen te waken.

Deze bepalingen, zeer billijk toen het Burgerlijk Wetboek werd gemaakt, zijn dit veel minder in onzen tijd; de schoolorganisatie werd geheel gewijzigd, de onderwijzer van thans is in zekeren zin niet anders meer dan een bediende; de werkgever is de gemeente of het schoolcomitee dat hem aanstelt en betaalt.

De betrekkingen tusschen den onderwijzer en de gemeente of het schoolcomitee zijn dezelfde als deze tusschen de gesalarieerden en de werkgevers.

In Frankrijk werd door de wet van 20 Juli 1899 aan den onderwijzer het karakter toegekend van aangestelde der openbare machten, en zijne aansprakelijkheid werd vervangen door deze van den Staat.

Aan het Fransche Parlement is thans een wetsvoorstel onderworpen, dat wij hieronder als documentatie overdrukken. Het onderwijzend personeel vraagt dringend eene gelijkaardige hervorming in België.

* * *

« *Eerste artikel.* — De wet van 20 Juli 1899 wordt ingetrokken.

» De burgerlijke aansprakelijkheid van den Staat vervangt de aansprakelijkheid van de leden van het openbaar onderwijs voor elke schade veroorzaakt aan hunne leerlingen of door hunne leerlingen.

» Dit geldt telkens als, met het oog op het onderwijs, de moreele of lichamelijke opvoeding welke niet door de reglementen zijn verboden, leerlingen worden toevertrouwd aan leden van het openbaar onderwijs, en gedurende den tijd dat zij onder dezer bewaking staan.

» Er is evenwel geene aansprakelijkheid voor de schade veroorzaakt door de leerlingen wanneer het bewezen is dat de zorgvuldigste bewaking van de leden van het onderwijs het feit, dat aanleiding geeft tot aansprakelijkheid, niet had kunnen beletten.

Arr. 2. — « In geen geval kunnen de leden van het openbaar onderwijs door de benadeelde partij in de zaak betrokken worden als burgerlijk aansprakelijk; de Staat alleen kan verhaal op hen uitoefenen in geval van aansprakelijkheid ten gevolge van eigen schuld.

» De vordering wegens aansprakelijkheid wordt gebracht voor de rechtbank of den vrederechter van de plaats waar de schade werd veroorzaakt, en is gericht tegen den prefect van het Departement. Deze vordering verjaart door verloop van een jaar. »

* * *

Wij geven hierbij den toestand van de bewaarscholen op 31 December 1923.

Statistiek van het Lager Onderwijs. — Toestand op 31 December 1923.

Bewaarscholen.

	Getal bewaarscholen en klassen aan Staattoezicht onderworpen.					Onderwijspersoneel der bewaarscholen.						
	Getal scholen.	Getal klassen				Getal bestuurders die geen les geven		Vaste onderwijzers van klassen		Bijkomende, waarnem., voorloopige onderwijz.		Geheel getal.
		voor jongens.	voor meisjes.	gemengde.	totaal.	leeken.	kloosterl.	leeken.	kloosterl.	leeken.	kloosterl.	
Gemeentescholen	1,176	12	40	1,903	1,925	32	»	1,732	162	121	1	2,038
Aangenomen scholen	853	65	70	1,314	1,449	»	3	217	1,215	21	13	1,429
Gesubsid. private scholen	1,489	43	44	1,993	2,082	»	1	417	1,660	6	8	2,092
TOTAAL voor het land	3,499	122	124	5,210	5,456	32	4	2,356	3,037	148	22	5,899

CATEGORIEËN VAN SCHOLEN.	Bevolking der bewaarscholen						Getal leerlingen die vrijwillig schoolgeld betalen 30 Juni 1925.		
	op 30 Juni 1923.			op 31 December 1923.			Jongens.	Meisjes.	Totaal.
	Jongens.	Meisjes.	Totaal.	Jongens.	Meisjes.	Totaal.			
Gemeentelijke	33,430	31,800	65,230	31,432	29,672	61,104	230	204	434
Aangenomen	27,719	29,792	58,511	26,908	27,809	54,417	69	53	124
Gesubsidieerde private	39,076	42,585	82,542	36,746	38,373	75,319	276	290	569
TOTAAL voor het land	102,076	104,177	206,253	95,086	95,754	190,840	578	549	1,127

HOOFDSTUK IX.

SCHOONE KUNSTEN, LETTEREN EN OPENBARE BIBLIOTHEKEN.

Het crediet onder dit hoofdstuk werd vermeerderd met 207,420 frank.

Deze vermeerdering is hoofdzakelijk toe te schrijven aan de verhooging van de credieten voorzien voor het Koninklijk Museum van Schoone Kunsten te Antwerpen, het Koninklijk Museum van Schoone Kunsten van België, de Koninklijke Musea van het Jubelpark, de Muziekconservatoria van Brussel, Luik en Antwerpen, voor de Koninklijke Vlaamsche Academie voor Taal en Letterkunde, en voor de vergoedingen van de bibliothecarissen.

. . .

Naar aanleiding van artikel 120 hebben tal van leden de meening uitgebracht, dat de aanmoedigingen door den Staat aan het muziekonderwijs verstrekt onder vorm van toelagen aan de muziekscholen, niet in verhouding zijn tot de uitgaven welke deze scholen zich opleggen, noch tot het getal der scholen.

Terwijl in 1914 het crediet in de Begroting van het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen ten voordeelen van de muziekscholen, enz., 220,200 frank bedroeg (art. 109), voorziet men voor 1924 slechts 390,000 frank (art. 120).

Nu van 1914 tot 1924 werden 13 muziekscholen opgericht; voor de provincie Brabant afzonderlijk genomen bereiken de begrotingen der nieuwe gestichten te zamen voor 1923 reeds 315,406 frank.

Anderzijds zijn de uitgaven der in 1914 reeds bestaande scholen op aanzienlijke wijze gestegen.

Men mag dus zeggen, dat het crediet van 390,000 frank niet meer in verhouding is tot de belangrijkheid en het getal der te steunen instellingen.

Zekere school trekt slechts 3.53 t. h. van de uitgaven welke op hare begroting vermeld staan; meest alle trekken geen 10 t. h.

Om deze onderscheidene redenen brengt uwe Commissie den wensch uit, dat het crediet op artikel 120 uitgetrokken, in de Begroting van het eerstkomende dienstjaar op 500,000 frank zou worden gebracht.

. . .

Uwe Commissie heeft hare goedkeuring gehecht aan de toelage bij artikel 121 toegekend aan den Koninklijken Muntshouwborg; zij vindt ze soms zelfs te gering; doch elke toelage moet aan controle onderworpen zijn ten einde de misbruiken te weren ten nadeele van publiek en personeel van dezen shouwborg; wij stellen dus voor, eene Commissie van toezicht op te richten.

HOOFDSTUK XI.

UITZONDERLIJKE UITGAVEN.

Het crediet onder dit hoofdstuk is vermeerderd met 41,839,913 frank.

De vermeerdering vloeit hoofdzakelijk voort uit de credieten voorzien onder de artikelen 157 en 158.

Artikel 157 (nieuw) voorziet een crediet van 24,852,519 frank voor de tijdelijke en veranderlijke duurtebijslagen; dit crediet stond verleden jaar op de Begrooting der Buitengewone ontvangsten en uitgaven.

Artikel 158 (nieuw) voorziet een ander crediet van 20,991,749 frank bestemd voor de betaling van de vergoeding van één twaalfde der jaarwedde, verhoogd met de verblijfs- en gezinsvergoedingen.

Schoolgebouwen.

De tegenwoordige Begrooting voorziet geen enkel crediet voor het bouwen, het meubileren, enz., van de schoolinrichtingen; deze credieten werden gebracht op de Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven, waarover onze collega, de heer Pecher, een zeer merkwaardig verslag heeft uitgebracht.

Wij denken dat het zijn nut heeft, beknopt de gegevens omtrent het Departement van Kunsten en Wetenschappen samen te vatten. Dit document zal aldus een geheel overzicht geven van al de uitgaven gedaan voor het openbaar onderwijs.

Bij artikel 9 wordt een crediet van 3 miljoen voorzien voor het bouwen en het meubileren van de normaalschool te Lier. Tot op 31 December 1923 waren 4,500,000 frank uitgegeven. Het geheel bedrag zal zijn 7,500,000 frank.

Bij artikel 10 komt een crediet voor van 2 miljoen voor het voltooien der normaalschool te Nijvel. In 1922 en 1923 werden reeds 6 miljoen uitgegeven.

Bij artikel 11 staat een post van 2,500,000 frank voor de voltooiing der normaalschool, te Blankenberghe, waarvan de totale kosten zullen zijn 6,200,000 frank.

Voor de normaalschool, te Aarlen, wordt 2 miljoen uitgetrokken (art. 12). 5 miljoen werden reeds uitgegeven. De geheele uitgave zal 8 miljoen bedragen.

Te Laken zullen de totale uitgaven 5 miljoen vergen. Voor 1924 werd een crediet van 3 miljoen voorzien.

De normaalschool te Luik, die ongeveer 5 miljoen zal kosten, krijgt een crediet van 1 miljoen voor de uitbreiding van de tegenwoordige instellingen en de onmisbare herstellingswerken. Die van Doornik, voor dewelke de geheele uitgave wordt geschat op 3,670,000 frank, ontvangt 650,000 frank.

Ten slotte, artikel 15^{bis} voorziet een crediet van 50,000 frank dat gevoegd wordt bij het crediet van 500,000 frank, verleden jaar verleend voor het herstel en de vergrooting der school van Virton.

Voor het lager onderwijs voorziet artikel 16^a toelagen tot het bouwen, meubileren, enz., van schoolhuizen en schoolbarakken, beloopende tot eene som van 10,000 frank. Met de credieten van 1922 en 1923, 7 miljoen en 12 miljoen

frank, heeft men de vroegere nog niet uitgekeerde toelagen kunnen vereffenen ; er moet dus thans alleen in de tegenwoordige behoeften worden voorzien.

Artikel 17 brengt het aandeel van de Staatsbijdrage voor de herstellingswerken aan schoolhuizen in de verwoeste streken, op 6 miljoen.

Eindelijk, artikel 17^{bis} voorziet een crediet van 3,040,757 frank tot het bouwen en meubileren van de lokalen bestemd voor het middelbaar onderwijs in de verwoeste streken. Een crediet van 6,363,336 frank werd reeds toegestaan in 1923 en gebruikt tot een bedrag van fr. 4,159,262.94.

*
* *

Onder voorbehoud van de hooger uitgebrachte aanmerkingen heeft de meerderheid van de aanwezige leden uwer Commissie de eer u voor te stellen, het ontwerp van Begrooting goed te keuren.

De Verslaggever,
TH. GOLLIER.

De Voorzitter,
EM. BRUNET.
